



Développer Montréal quartier par quartier

**Réalisations
2007-2012**

**Perspectives
2012-2017**

Avril 2012



Corporations de développement
économique communautaire

Réseau des CDEC de Montréal

www.lescdec.org

www.cdecmontreal.org

Le Réseau des CDEC de Montréal

CDEC Ahuntsic - Cartierville
CDEC Centre-Nord (Villeray - Saint-Michel, Parc-Extension)
CDEC Centre-Sud - Plateau Mont-Royal
CDEC LaSalle - Lachine
CDEC Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
CDEC Rosemont - Petite-Patrie
CDEC Saint-Léonard
CDEST (Mercier - Hochelaga-Maisonneuve)
Regroupement économique et social du Sud-Ouest
SODEC Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles - Montréal-Est

Coordination et rédaction

Denis Leclerc, coordonnateur, Regroupement des CDEC du Québec
Pierre Morissette, directeur général, RESO
Denis Sirois, directeur général, CDEC Centre-Nord

Documentation

Mélanie Bordeleau, agente de communication, CDEC Saint-Léonard
Nicole Brien, adjointe à la direction, CDEC Rosemont – Petite Patrie
Henri Chevalier, directeur général, CDEC LaSalle – Lachine
Angelo Dossou-Yovo, conseiller au développement économique, CDEC Saint-Léonard
Lucie Dufour, conseillère principale en communication, RESO
Vanessa Sorin, agente de développement, Centre-Sud Plateau Mont-Royal
Katya Vanbeselaere, agente de liaison, CDEC Centre-Nord

Partenariats

Le Réseau des CDEC de Montréal remercie les partenaires publics qui soutiennent financièrement la mission des CDEC.



978-2-9813192-0-3 Développer Montréal quartier par quartier.
Réalizations 2007-2012 : Perspectives 2012-2017

978-2-9813192-1-0 Développer Montréal quartier par quartier.
Réalizations 2007-2012 : Perspectives 2012-2017

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2012
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2012

Utilisation du masculin

Dans ce document, l'utilisation du masculin pour désigner les personnes a comme seul but d'alléger le texte et identifie sans discrimination les individus des deux sexes.

Diffusion

Ce document est une publication du Réseau des CDEC de Montréal. Vous pouvez le télécharger au www.cdecmontreal.org ou au www.lescdec.org dans la section MONTRÉAL.

Sommaire

Développer l'économie de Montréal, quartier par quartier

Depuis plus de 25 ans, le Réseau des CDEC de Montréal contribue à la réalisation de projets qui façonnent les quartiers de la métropole : le Technopôle Angus et le Cinéma Beaubien à Rosemont - Petite Patrie, les Ateliers créatifs dans le Centre-Sud, les Bassins du Nouveau Havre dans Griffintown, le Festiblues dans Ahuntsic ou le Théâtre des Deux Mondes dans Villeray.

En plus d'offrir aux entreprises et aux entrepreneurs les ressources qui lui viennent de leur mandat CLD (aide au financement, conseils en gestion, références), le Réseau des CDEC de Montréal a mis sur pied des mutuelles de formation pour améliorer la compétitivité et la productivité des PME de Montréal par le développement des compétences de leurs employés.

De 2007 à 2012, grâce à des investissements de 36 millions \$, les CDÉC de Montréal ont contribué à la création et à la consolidation de quelque 650 entreprises ainsi qu'à la création et au maintien de plus de 11 000 emplois.

Conscient de l'importance du développement d'entreprises technologiques – technologies vertes, technologies de la santé, technologies de l'information et des communications – le Réseau des CDEC de Montréal s'est également engagé dans de multiples partenariats avec des institutions montréalaises comme le Campus des technologies de la santé (CTS), le Centre d'entrepreneuriat technologique (CENTECH) de l'École de technologie supérieure (ÉTS), le Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM), le Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM) et le Centre universitaire de santé McGill (CUSM).

De 2007 à 2012, les actions des CDÉC de Montréal ont généré 270 millions \$ dans le développement économique de Montréal.

Ces succès dans la participation à des projets d'institutions et d'entrepreneurs locaux pour des projets structurants au niveau local ou régional ne doivent pas masquer l'autre mandat fondamental du Réseau des CDEC : l'intégration des citoyens en leur donnant l'information et les outils pour assurer leur autonomie financière et leur développement harmonieux au sein de leurs quartiers. Ces deux mandats : développement économique et intégration des citoyens, sont indissociables et complémentaires. Ils constituent l'originalité et la force du Réseau des CDEC de Montréal.

De 2007 à 2012, les CDÉC de Montréal ont offert leur soutien technique à près de 15 000 entreprises en démarrage ou déjà en activité.

Cette vision inclusive et participative du développement économique local a contribué à redonner l'espoir dans des communautés touchées par les mutations et les transformations profondes qu'a connues l'économie montréalaise.

D'ici les cinq prochaines années, en poursuivant tous ses mandats actuels, le réseau mettra particulièrement l'accent sur le renforcement des synergies entre ses membres et partenaires afin d'accélérer le transfert de l'expertise acquise localement vers tous les secteurs de Montréal et en maximiser l'impact au niveau régional. Ainsi, il répondra aux défis constitués par le développement de la main-d'œuvre et de l'entrepreneuriat en améliorant l'offre de service aux entreprises et aux entrepreneurs tout en dynamisant les quartiers de Montréal.



Succès local

MAC – Marchés
Ahuntsic-Cartierville
Faire la différence...en
donnant au milieu les
moyens de ses ambitions!



Table des matières

Sommaire	1
1. Le Réseau des CDEC de Montréal	5
1.1 Historique	5
1.2 Mission et objectifs	6
1.3 Gouvernance	8
1.4 Membres du Réseau des CDEC de Montréal	8
1.5 Budget du Réseau des CDEC de Montréal	10
1.6 Contexte d'intervention	10
1.7 Partenaires publics	10
1.8 Partenariats avec les institutions financières	12
2. Les réalisations 2007-2012	14
2.1 Interventions auprès des entreprises	14
2.2 Investissements dans le développement de Montréal	14
2.3 Projets de développement économique local	16
2.4 Interventions dans les débats publics	16
3. Les perspectives 2012-2017	16
4. Succès locaux et projets collectifs	23
5. Synthèse	70



Succès local

La Coopérative de solidarité en environnement La Maison Verte est un bon exemple de mobilisation citoyenne autour d'un projet d'économie sociale ayant un impact significatif sur l'économie locale.



1. Le Réseau des CDEC de Montréal

1.1 Historique

C'est à la suite de la crise économique de 1982-1983 que les premières corporations de développement économique communautaire (CDEC) apparaissent. À cette époque, plusieurs grandes industries comme le chantier naval de la Canadian Vickers, la Canadian Steel Foundries, les ateliers du Canadien National, les Shop Angus ferment définitivement leurs portes ou réduisent grandement leurs activités, entraînant ainsi la perte de plusieurs milliers d'emplois. Les taux d'intérêt dépassent 20 % et, selon les quartiers, le taux de chômage varie entre 15 et 30 %.

Plutôt que de baisser les bras devant cette situation socioéconomique difficile, les acteurs locaux du développement économique et social (gens d'affaires, politiciens, organisations communautaires, institutions de la santé et de l'éducation, syndicats et résidents) se mobilisent pour prendre en charge le redéveloppement de leurs quartiers et mettent sur pied, en 1985, les trois premières CDEC (Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO), Corporation de développement de l'Est (CDEST) et CDEC Centre-Sud – Plateau Mont-Royal). Cette initiative est rapidement reprise dans d'autres quartiers montréalais (CDEC Centre-Nord (Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension) en 1988, CDEC Rosemont – Petite-Patrie en 1989, CDEC Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce en 1991, CDEC Ahuntsic – Cartierville en 1992).

Reconnaissance du Réseau des CDEC par la Ville de Montréal et par le gouvernement du Québec

À la suite d'une période d'expérimentation, la Ville de Montréal reconnaît le rôle de premier plan du Réseau des CDEC en matière de développement économique local. En 1990, la Ville accorde un soutien financier récurrent aux CDEC. Le gouvernement fédéral fait de même quelques semaines plus tard et le Conseil des ministres du Gouvernement du Québec annonce lui aussi son soutien financier aux CDEC dans le cadre de son Plan d'action pour le développement économique

des quartiers défavorisés de Montréal rendu public en juin 1990.

Le Réseau des CDEC continue à s'agrandir au cours des années 1990, tant dans les ex-villes de banlieue (CDEC LaSalle-Lachine en 1992, CDEC Saint-Léonard en 1998) qu'à Montréal (SODEC Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles – Montréal-Est en 1996). Le Réseau des CDEC de Montréal regroupe maintenant dix CDEC sur le territoire de la Ville de Montréal.

En 1988, le Réseau des CDEC se donne un premier outil collectif, soit le Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM). Le FDEM est un fonds de capital de développement mis sur pied par le Réseau des CDEC en partenariat avec le Fonds de Solidarité FTQ, Investissement Québec et la Ville de Montréal. Les gouvernements du Canada et du Québec ont aussi participé à son financement. Quelques années plus tard, en 1996-1997, chacune des CDEC se dote, en partenariat avec le Fonds de Solidarité FTQ et la Ville de Montréal, d'une Société locale d'investissement pour le développement de l'emploi (SOLIDE) qui soutient l'économie locale par le développement des PME ainsi que par la création et le maintien d'emplois durables et de qualité.

Les CDEC inspirent la création des CLD en 1997

S'inspirant grandement du modèle de gouvernance des CDEC qui rassemblent au sein de leur conseil d'administration des membres représentatifs des divers milieux de la collectivité (gens d'affaires, institutions scolaires, de la santé, coopératives, syndicats, organismes communautaires et culturels, résidents), le Gouvernement du Québec commence la mise en place, en 1997, d'un réseau de Centres locaux de développement (CLD).

Le Gouvernement du Québec appelle ainsi les milieux locaux à se responsabiliser davantage sous l'angle du développement économique, culturel et social. À Montréal, les mandats CLD sont confiés aux CDEC et à la Société de développement économique Ville-Marie regroupées au sein du CLD Montréal. En 2002, le Gouvernement du Québec autorise la dissolution du CLD Montréal et reconnaît les CDEC à titre de CLD pour leur territoire respectif et signe une entente de cinq ans avec celles-ci.

En 2003, le Gouvernement du Québec nouvellement élu décide de transmettre aux MRC et aux municipalités la responsabilité du développement économique local et des CLD. Cependant, la Loi sur le ministère du développement économique et régional et de la Recherche reconnaît nommément les neuf CDEC de Montréal comme étant le CLD de leur territoire et la légitimité de leur mode de gouvernance. La Ville de Montréal fera de même dans le cadre de l'entente de gestion des mandats CLD pour la période 2008-2012.

Prochain défi : le transfert de l'expertise

Afin de poursuivre la réalisation de leur mission de développement économique communautaire, c'est-à-dire un développement économique local intégré tenant compte des aspects économiques, sociaux, culturels et environnementaux pour mieux répondre aux besoins de leur communauté, le Réseau des CDEC a développé de nouveaux services en collaboration avec de nombreux partenaires. Il offre maintenant, en collaboration avec Emploi-Québec, un service de placement assisté pour les résidents de l'Île de Montréal. En collaboration avec les CLD de l'Île de Montréal et de Longueuil ainsi que le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire (MAMROT), il offre aussi des services de deuxième ligne pour favoriser la croissance et la pérennité des entreprises d'économie sociale. Le Réseau des CDEC a également mis sur pied deux mutuelles de formation pour les PME : FormaPlus pour les entreprises de l'ouest de Montréal et FormaPME pour celles de l'est. Les CDEC élaborent actuellement un projet de formation dans le domaine de la santé avec la Commission scolaire de Montréal (CSDM) et les institutions de la santé de Montréal. En collaboration avec la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain de l'Université du Québec à Montréal, les CDEC travaillent à constituer un groupe d'intervention spécialisé pour trouver des solutions et des alternatives novatrices et originales afin de préserver le patrimoine religieux de Montréal en requalifiant les églises pour des usages qui répondent à des besoins locaux.

Ces quelques initiatives illustrent bien comment le Réseau des CDEC compte poursuivre, en collaboration avec ses partenaires, la réalisation

de ses deux mandats : le développement économique et l'intégration des citoyens à Montréal.

1.2 Mission et objectifs

Le Réseau des CDEC de Montréal a une mission de développement économique local. Cette mission l'amène à développer et consolider l'activité économique et l'emploi dans les arrondissements où il intervient, à soutenir le développement socioéconomique de la population locale, ainsi qu'à contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie et de travail.

LE RÉSEAU DES CDEC DE MONTRÉAL

Dix corporations de développement économique communautaire (CDEC) contribuent à la vitalité socioéconomique de nombreux arrondissements montréalais

La CDEC Ahuntsic - Cartierville
La CDEC Centre-Nord (Villeray - Saint-Michel, Parc-Extension)
La CDEC Centre-Sud - Plateau Mont-Royal
La CDEC LaSalle - Lachine
La CDEC Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
La CDEC Rosemont - Petite-Patrie
La CDEC Saint-Léonard
La CDEST (Mercier - Hochelaga-Maisonneuve)
Regroupement économique et social du Sud-Ouest
La SODEC Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - Montréal-Est

Le Réseau des CDEC de Montréal poursuit les objectifs suivants :

- Favoriser la prise en charge du développement économique local par les populations locales.
- Stimuler la création d'emplois de qualité et stables.
- Développer l'employabilité des sans-emploi ainsi que les compétences des travailleurs et dirigeants des entreprises locales.

À cette fin, le Réseau des CDEC de Montréal :

- regroupe les citoyens, les dirigeants des organismes, des entreprises et des institutions de leurs territoires respectifs.
- soutient les initiatives socioéconomiques locales par un appui technique et financier.



Succès local

Aujourd'hui, c'est un nouvel espace de création, de diffusion, de mise en commun des ressources pour les compagnies de la relève théâtrale que Les Écuries offrent à l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.



L'approche du Réseau des CDEC de Montréal se distingue des autres modèles de développement économique en ce qu'elle mise sur les acteurs et les forces des communautés locales.

Pour le Réseau des CDEC de Montréal, il importe que l'action dépasse la seule dimension économique pour aussi englober tous les facteurs qui affectent la condition des communautés. Véritable approche de revitalisation urbaine intégrée, l'approche du Réseau des CDEC de Montréal privilégie les actions multiples et simultanées, l'implication dans les lieux de concertation multiréseaux et intersectoriels :

- Multi-secteurs : cadre bâti, formation, éducation, sécurité, économie, etc.
- Multi-échelles : voisinage, quartier, ville, agglomération.
- Multi-sphères : public, communautaire, privé, associatif.
- Multi-niveaux : individus, organisations, réseaux.
- Multi-partenaires : acteurs sociaux et économiques ainsi que citoyens.

Pour le Réseau des CDEC de Montréal, le développement économique local est un véhicule de choix dans l'amélioration des conditions propices au développement durable et à une meilleure cohésion sociale à Montréal. Ainsi, le Réseau des CDEC de Montréal intervient dans les quatre (4) sphères du développement durable, soit l'économique, le social, l'environnement et la culture. Il contribue aussi à des projets qui favorisent chez les citoyens le sentiment d'appartenir à une même communauté et de se sentir reconnus comme tels.

1.3 Gouvernance

Le Réseau des CDEC de Montréal est représentatif de son milieu de par son mode de gouvernance. Les CDEC pratiquent depuis plus de 25 ans un processus continu d'innovation ouverte (open innovation) faisant littéralement de leurs organisations des laboratoires vivants (living lab) mettant à contribution l'ensemble des acteurs de leurs communautés dans la recherche de solutions inédites pour répondre aux enjeux de leurs territoires.

- Chaque CDEC de Montréal est gouvernée par une Assemblée générale qui établit les

orientations et les priorités. Cette assemblée réunit les membres en règle, issus de tous les secteurs d'activité et de tous les secteurs géographiques présents sur le territoire d'une CDEC. Les catégories de membres les plus fréquentes sont :

- les entreprises;
 - les institutions financières;
 - les entreprises d'économie sociale;
 - les organismes communautaires;
 - les institutions publiques;
 - les organismes culturels;
 - les syndicats;
 - les résidents.
- Le Conseil d'administration est en majeure partie élu lors de la réunion annuelle de l'Assemblée générale : ces administrateurs sont issus des catégories précitées. De plus, chaque arrondissement est aussi représenté sur désignation. Sont aussi membres du conseil, sans droit de vote :
 - les députés à l'Assemblée nationale du Québec
 - les directions des Centres locaux d'emploi
 - Les comités de financement ont pour mandat d'analyser et d'approuver ou de refuser les demandes d'aide financière soumises à sa CDEC. Les membres sont nommés par le Conseil d'administration.

1.4 Membres du Réseau des CDEC de Montréal

En 2012, le Réseau des CDEC de Montréal a un membership total de :

- 1 019 citoyens
- 1 332 organisations dont :
 - 725 entreprises et institutions financières,
 - 462 entreprises d'économie sociale et organismes communautaires,
 - 75 institutions publiques,
 - 51 organisations culturelles,
 - 19 syndicats.

Le Réseau des CDEC de Montréal emploie en 2012 quelque 200 personnes soutenues par 276 bénévoles œuvrant dans les conseils d'administration et les comités de financement.



Succès local

Arhoma démontre sans équivoque comment l'engagement économique de jeunes promoteurs dans une communauté va bien au-delà de la réussite commerciale individuelle car le modèle d'affaires développé contribue aussi à asseoir la cohésion sociale de tout un quartier.



1.5 Budget du Réseau des CDEC de Montréal

Pour 2011-2012, le budget global du Réseau des CDEC de Montréal pour leur mandat de développement économique local est de 18,2 M\$, dont :

- 13,63 M\$ du Gouvernement du Québec,
- 2,21 M\$ du Gouvernement du Canada,
- 0,88 M\$ de la Ville de Montréal
- 1,41 M\$ en revenus autonomes.

1.6 Contexte d'intervention

Le Réseau des CDEC de Montréal intervient sur le développement économique local en tenant compte des orientations identifiées par les planifications des tables de concertation locale selon les énoncés stratégiques des autorités publiques.

- À l'échelle locale :
 - Plan d'affaires de l'arrondissement.
 - Chapitre d'arrondissement du plan d'urbanisme.
 - Plan d'action local d'Emploi-Québec.
 - Plan d'intervention de la table intersectorielle et multiréseaux.
- À l'échelle métropolitaine :
 - Plan stratégique Vision 2025 et Plan de développement économique Cap sur le monde 2010-2015 de la Communauté métropolitaine de Montréal.
 - Plan quinquennal de développement 2010-2015 et Projet entrepreneuriat Montréal de la Conférence régionale des élus de Montréal.
 - Plan d'action régional d'Emploi-Québec 2011-2014.
 - Plan Montréal 2025, Stratégie de développement économique 2011-2017 de la Ville de Montréal, Partenariat en économie sociale pour un développement durable, Plan d'action 2007-2017 pour une métropole culturelle, Plan de transport, Plan de développement durable, Plan de développement social de la Ville de Montréal.

- À l'échelle nationale :
 - Stratégie de développement économique, Plan d'action du secteur manufacturier, Stratégie de l'entrepreneuriat du Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.
 - Stratégie de développement durable du Ministère du Développement durable, Environnement et Parcs
 - Plan de développement du Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.
 - Orientations stratégiques de Développement économique Canada

1.7 Partenaires publics

- En qualité de Centre local de développement (CLD) désigné par la Ville de Montréal, les CDEC du réseau de Montréal ont pour responsabilités dans chaque arrondissement de :
 - Mettre sur pied un guichet unique regroupant différents services d'aide à l'entrepreneuriat : services conseils sur l'ensemble des fonctions d'une entreprise, appui à la réalisation de plans d'affaires et d'études de faisabilité, recherche de financement, formation, référence vers des services spécialisés.
 - Élaborer et réaliser un plan d'action local pour l'économie et l'emploi.
 - Élaborer et réaliser une stratégie de développement de l'entrepreneuriat, y compris de l'entrepreneuriat de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat de l'économie sociale en environnement.
 - Favoriser la concertation et le maillage des entreprises.
 - Agir en tant que comité consultatif auprès des Centres locaux d'emploi (CLE).
- Le Réseau des CDEC de Montréal est un partenaire de premier plan d'Emploi-Québec et assume les responsabilités suivantes :
 - L'accueil, le soutien et la référence de personnes à la recherche d'un emploi ou d'une formation.
 - La diffusion d'informations relatives aux services en développement de la main-d'œuvre disponibles dans les arrondissements auprès des entreprises ayant des besoins de main-d'œuvre.



Succès local

NAD est un programme sur 6 mois permettant à 50 nouveaux arrivants par année d'obtenir un emploi dans leurs champs de compétences et/ou de définir un projet de formation à moyen terme.



- L'appui au développement de l'expertise en employabilité des organismes des arrondissements.
 - L'offre d'ateliers de perfectionnement pour les conseillers en emploi.
 - L'accompagnement d'organismes dans le développement d'un projet d'employabilité.
 - Le soutien aux entreprises dans leurs démarches d'embauche locale.
- En qualité de mandataires de Développement économique Canada, le Réseau des CDEC de Montréal a pour objectifs de mobiliser les acteurs socioéconomiques de son milieu et de favoriser l'émergence d'initiatives de développement local. Ses responsabilités sont :
- Réaliser des études, des veilles et des diagnostics permettant d'acquérir de l'information et une meilleure compréhension des enjeux et des réalités du développement socioéconomique.
 - Planifier l'action en menant des activités d'identification, d'orchestration et de priorisation d'actions stratégiques et opérationnelles à mettre en œuvre pour valoriser le développement socioéconomique du milieu.
 - Offrir des services conseils et accompagner les organismes ou les groupes susceptibles de contribuer au développement socioéconomique du milieu.
 - Mener des activités d'information et de concertation suscitant l'éveil et la mobilisation face aux enjeux et opportunités du développement local et suscitant le réseautage et l'adhésion des acteurs du développement susceptibles de maintenir ou d'améliorer la qualité de l'environnement socioéconomique.
 - Favoriser l'émulation, le transfert de connaissances et le développement des capacités des acteurs du développement socioéconomique du territoire.
 - Soutenir à court terme de nouvelles entreprises associées à des projets structurants dans le cadre d'une stratégie de revitalisation ou de développement d'un secteur d'activités.
 - Intervenir auprès d'entreprises existantes lorsque le développement de ces dernières est menacé et que l'impact socioéconomique appréhendé est majeur.

1.8 Partenariats avec les institutions financières

Le Réseau des CDEC de Montréal collabore régulièrement avec l'ensemble des institutions financières ou institutions publiques dans le financement des entreprises en démarrage, en expansion ou en consolidation. Il a aussi développé des partenariats avec plusieurs institutions financières afin de disposer d'outils financiers adaptés aux besoins des entreprises et des organismes locaux. Ces partenariats ont résulté en la création des outils financiers suivants :

- Le Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM) résulte du partenariat entre le Réseau des CDEC de Montréal, la Ville de Montréal, le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, Investissement Québec et les gouvernements du Québec et du Canada. Le FDEM possède son propre conseil d'administration.
- Plusieurs CDEC de Montréal disposent d'un Fonds local de solidarité qui a pour partenaires les Fonds locaux de solidarité FTQ, la Ville de Montréal, le Gouvernement du Québec et les Caisses populaires locales.
- Plusieurs CDEC de Montréal ont développé un fond CRÉAVENIR avec la collaboration des caisses populaires Desjardins locales.



Succès local

Espace La Fontaine se consacre à mettre en valeur l'histoire du Parc La Fontaine en réinvestissant ses bénéfices dans l'animation culturelle des lieux et exposant des œuvres d'art.



2. Les réalisations 2007-2012

2.1 Interventions auprès des entreprises

Le Réseau des CDEC de Montréal offre gratuitement des services aux entreprises à but lucratif ou non lucratif, aux coopératives, aux travailleurs autonomes, aux regroupements de gens d'affaires, aux tables de concertation locale et aux chercheurs d'emploi.

Ces clients ont des besoins diversifiés. Les besoins les plus fréquemment observés sont :

- le démarrage, l'expansion, la consolidation ou le transfert d'une entreprise ou d'une coopérative,
- la recherche de financement,
- l'occupation d'un espace adéquat,
- le réseautage avec les acteurs du milieu,
- la formation de la main-d'œuvre et des dirigeants,
- le recrutement d'une main-d'œuvre qualifiée.

De 2007 à 2012, les CDÉC de Montréal ont offert leur soutien technique à près de 15 000 entreprises en démarrage ou déjà en activité.

Le Réseau des CDEC de Montréal leur offre une gamme de services incluant :

- l'information et le référencement,
- les services conseils en gestion,
- l'appui au développement de projets,
- la recherche et l'octroi de financement,
- l'accompagnement de regroupements de gens d'affaires et de tables de concertation,
- l'organisation de formations,
- l'appui à l'embauche locale.

De 2007 à 2012, grâce à des investissements de 36 millions \$, les CDÉC de Montréal ont contribué à la création et à la consolidation de quelque 650 entreprises ainsi qu'à la création et au maintien de plus de 11 000 emplois.

2.2 Investissements dans le développement de Montréal

Le Réseau des CDEC de Montréal dispose d'outils pour favoriser le développement économique et social en soutenant le financement et la recherche de financement des entreprises à but lucratif, des travailleurs autonomes ainsi que des entreprises d'économie sociale et des coopératives, qu'elles soient en démarrage, en consolidation ou en expansion. Ces outils sont destinés à appuyer la viabilité et la rentabilité économique de ces organisations. Il contribue ainsi à la création et au maintien d'emplois et au recrutement de la main-d'œuvre. Il vise aussi à encourager le développement durable des entreprises et des organisations. Toute demande d'aide financière doit être soutenue par un plan d'affaires, de consolidation ou d'expansion démontrant une viabilité, des perspectives d'avenir et un impact économique significatif. L'aide financière peut prendre la forme de prêts avec ou sans garantie, de garanties de prêt, de capital action ou de subventions.

Le Réseau des CDEC de Montréal offre les outils de financement suivants :

- Prêts, garanties de prêt, capital action :
 - Fonds local d'investissement (FLI)
 - Fonds local de solidarité (FLS);
 - Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM);
 - CRÉAVENIR;
- Subventions :
 - Programme Jeunes promoteurs (JP);
 - Mesure Soutien au travail autonome (STA);
 - Fonds d'économie sociale (FES);
 - Budget d'initiatives locales en employabilité (BIL).

La section 4 de ce document présente plusieurs entreprises accompagnées ou financées par les CDEC de Montréal.

De 2007 à 2012, les actions des CDÉC de Montréal ont généré 270 millions \$ dans le développement économique de Montréal.



Succès local : le marché du bout de l'Île

Créer un évènement festif où la population du quartier Pointe-aux-Trembles, mais aussi celle des territoires environnants, peut se retrouver plusieurs samedis d'été afin de profiter d'animations toutes plus différentes et intéressantes les unes que les autres.



2.3 Projets de développement économique local

Le Réseau des CDEC de Montréal est impliqué dans de nombreux projets de développement économique local qui ont pour objectifs de réhabiliter des secteurs géographiques ou de donner une dynamique renouvelée à des secteurs d'activité.

Quelques exemples :

- L'Espace Lafontaine espace culturel
- La campagne de verdissement industriel, L'Est révèle sa vraie nature
- La Coopérative funéraire de l'île de Montréal
- La Coopérative Jarry/2e
- La Coopérative la Maison verte
- La Gaillarde, boutique écomode responsable
- La revitalisation de la rue Jean-Talon à Saint-Léonard
- Le Technopôle Angus
- Le Campus des technologies de la santé
- Le Chat des artistes
- Le Cinéma Beaubien
- Le Festiblues
- Le Marché du bout de l'Île
- Le Projet PR@M Commerce sur l'artère commerciale Victoria
- Le Regroupement de Lachine
- Le Théâtre les Deux Mondes
- Les Ateliers créatifs
- Les Bassins du Nouveau Havre
- Les Marchés Ahuntsic-Cartierville
- Les Fermes Lufa

Plusieurs projets réalisés par les CDEC de Montréal en collaboration avec les acteurs locaux sont illustrés à la section 4 de ce document.

2.4 Interventions dans les débats publics

Le Réseau des CDEC de Montréal intervient régulièrement dans les débats publics entourant le développement économique et social de leurs arrondissements respectifs ou de la région montréalaise. Ainsi, le Réseau des CDEC de Montréal a déposé des mémoires devant les commissions publiques chargées d'étudier plusieurs problématiques de développement et d'émettre des recommandations.

Quelques exemples :

- Projet de quartiers culturels à Montréal, octobre 2011
- Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Montréal, septembre 2011
- Stratégie de l'entrepreneuriat du gouvernement du Québec, janvier 2011
- La charte montréalaise des droits et responsabilités, décembre 2010
- Les parcs industriels municipaux, novembre 2010
- Plan d'action Accès-Culture, mai 2010
- Étude publique sur les contributions municipales et la gestion des programmes de lutte à la pauvreté, novembre 2008
- Réinventer Montréal, le plan de transport de la Ville de Montréal, août 2007
- Stratégie et plan d'action en développement économique de la Ville de Montréal, décembre 2004

3. Les perspectives 2012-2017

D'ici les cinq prochaines années, en poursuivant tous ses mandats actuels, le Réseau des CDEC de Montréal mettra particulièrement l'accent sur le renforcement des synergies entre ses membres et partenaires afin d'accélérer le transfert de l'expertise acquise localement vers tous les secteurs de Montréal et en maximiser l'impact au niveau régional. Ainsi, il répondra aux défis constitués par le développement de la main-d'œuvre et de l'entrepreneuriat en améliorant l'offre de service aux entreprises et aux entrepreneurs tout en dynamisant les quartiers de Montréal.

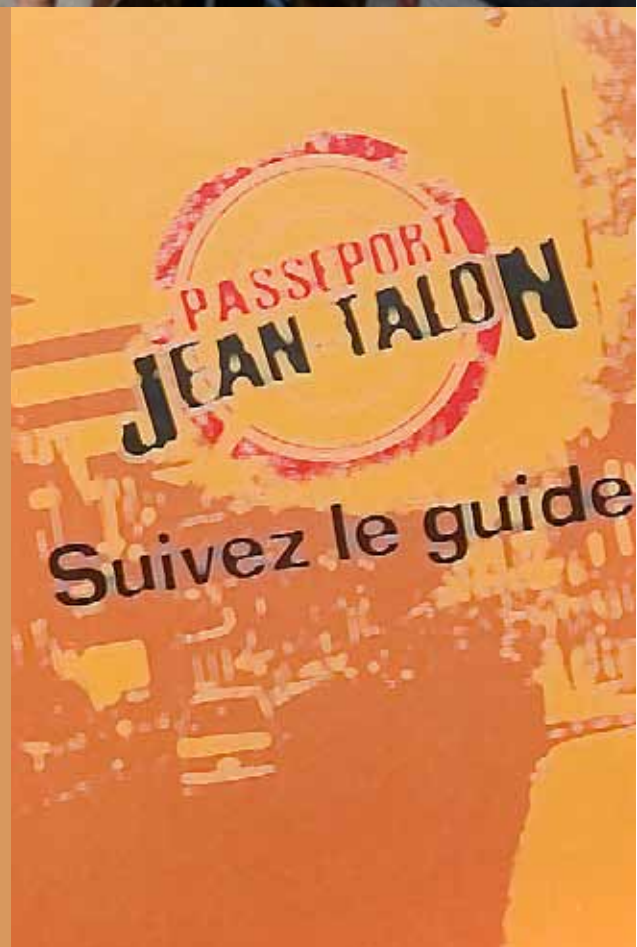
Pour un développement économique inclusif misant sur l'innovation et la qualité de vie urbaine

Montréal est une ville unique avec son histoire, sa dynamique sociodémographique et ethnoculturelle, son contexte politique et économique, sa gouvernance administrative, sa culture et ses pratiques entrepreneuriales émergentes. Bref, Montréal est unique, et son contexte particulier a produit des solutions



Succès local

Considérée comme la vitrine commerciale et culturelle de l'arrondissement, la rue Jean-Talon puise une grande partie de sa richesse dans sa pluriethnicité.



uniques, originales et innovatrices sur le plan du développement local qui constituent un modèle de mieux en mieux documenté et suscitant un intérêt croissant à travers le monde.

Le Réseau des CDEC de Montréal porte depuis plus de 25 ans une vision inclusive et participative du développement économique local qui a aidé des communautés à faire face aux mutations et aux transformations profondes qu'a connu l'économie montréalaise. Le travail des CDEC a contribué à créer les conditions favorables à la reconstruction de l'économie de Montréal avec et pour les Montréalais et les Montréalaises.

Développer l'économie de Montréal quartier par quartier

Aujourd'hui, les communautés locales de Montréal se tournent résolument vers l'avenir. Fortes de leur succès à se relever et à se redonner les moyens d'agir ensemble, elles envisagent maintenant le développement de leurs potentiels avec confiance et détermination. **Le Réseau des CDEC de Montréal, s'appuyant sur les forces vives de ses milieux respectifs, a choisi de placer la personne au centre de leur modèle d'accompagnement et de développement économique local.** Que ce soit la personne à la recherche d'un emploi ou la personne entrepreneure, le Réseau des CDEC de Montréal soutient le développement des compétences et des capacités des personnes dans leur projet de vie professionnelle. Elles le font dans la perspective de faire de leurs concitoyens des acteurs de la revitalisation et du développement de leur quartier, de leur arrondissement et de leur ville.

Le défi de l'inclusion et de la participation à l'économie

Montréal et le Québec ont vécu des transformations économiques profondes qui ont eu des conséquences négatives sur certaines catégories de citoyens qui se sont retrouvés appauvris et exclus de la vie communautaire et économique. Si Montréal demeure la grande ville canadienne où le niveau de pauvreté est le plus élevé, elle reste la ville canadienne où les écarts entre les riches et les pauvres sont les moins élevés et où le filet social est le plus généreux.

Au point où Montréal et certains quartiers de Montréal « attirent » une population plus défavorisée économiquement et socialement.

Si les promoteurs immobiliers, les investisseurs étrangers, les entreprises de la nouvelle économie, les grandes institutions de la santé et de l'éducation ont le vent dans les voiles et profitent du renouveau de Montréal, il est temps que ce nouvel élan profite aussi aux moins nantis des Montréalais; il est temps que la nouvelle richesse de Montréal profite à tous les citoyens.

Les nouveaux enjeux et les nouveaux défis de Montréal

- **Renforcer la coordination, la collaboration et la synergie du Réseau, de la Ville et de ses partenaires**

À l'instar de la Ville et de plusieurs acteurs du développement économique, le Réseau des CDEC de Montréal croit qu'il faut maintenant renforcer la collaboration et la synergie à l'intérieur du réseau existant, miser sur le partage et le transfert d'expertises pour ne pas dédoubler les ressources et faire jouer aux services centraux de la Ville un véritable rôle de coordonnateur et de facilitateur à l'échelle métropolitaine.

À cet effet, la Ville pourrait mettre et tenir à jour l'information de base sur les entreprises de son territoire (liste des industries, commerces et services); gérer un service de référence efficace pour les entrepreneurs désireux de s'établir ou de faire croître leur entreprise à Montréal, et mettre en place un modèle de reddition de compte moins lourd, favorisant la collaboration et la complémentarité des ressources plutôt que la compétition et la dispersion.

- **Améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises**

Dans notre économie mondialisée, il y a aussi un monde d'opportunités. Dans ce contexte, la compétitivité et la productivité des entreprises montréalaises devient un enjeu prioritaire. En plus d'offrir aux entreprises les ressources qui viennent avec le mandat CLD (aide au financement, conseils en gestion, références), les CDEC de Montréal ont mis sur pied les mutuelles de formation FormaPlus et FormaPme pour



Succès local

Tout a commencé par un bazar! Un bazar très spécial qui a vu le jour en 1995 à travers un programme de l'organisme CFAD (Continuité famille auprès des détenues) afin d'offrir des vêtements d'occasion aux femmes ex-détenues et à leurs familles. Avec le temps, le bazar gagna en popularité et CFAD décida d'ouvrir une boutique à même ses locaux.



appuyer l'amélioration de la compétitivité et de la productivité des PME de Montréal par la formation et le développement des compétences de leurs employés. Il s'agit d'un des deux ou trois facteurs les plus importants pour améliorer la performance des entreprises et faire la différence entre celle qui restent et se développent et celles qui ferment ou qui partent. Les CDEC de Montréal agissent concrètement et collectivement pour améliorer la compétitivité des entreprises de Montréal et faire de Montréal une communauté apprenante.

- **Soutenir l'innovation et l'entrepreneuriat technologique**

Une autre piste d'avenir pour l'économie de Montréal est sans contredit le développement d'entreprises technologiques, notamment le développement des technologies vertes, des technologies de la santé et des technologies de l'information et des communications. À ce chapitre, Montréal dispose d'atouts indéniables : des institutions universitaires engagées dans la recherche et développement de pointe et de haut niveau, une main d'œuvre réputée créative, un environnement urbain et une qualité de vie enviables à plusieurs égards, bref, « un écosystème dynamique et riche, propice à l'innovation et au développement d'applications technologiques originales ». À cet égard, le Réseau des CDEC de Montréal est engagé dans de multiples partenariats avec des institutions montréalaises pour appuyer le développement d'entreprises technologiques. Le Campus des technologies de la santé, (CTS) le partenariat des CDEC avec le Centre d'entrepreneuriat technologique (CENTECH) de l'École de technologie supérieure (ÉTS), les partenariats avec le CHUM ou le CUSM témoignent de la vision de l'avenir économique de Montréal portée par le Réseau des CDEC de Montréal.

- **Maximiser l'effet de levier des outils de financement CLD**

Les moyens financiers dont disposent les CDEC et les CLD de Montréal ne sont pas anodins (quelque 30 M\$ de capital de développement pour l'ensemble de l'île), mais demeurent modestes par rapport à l'ensemble des besoins des entreprises montréalaises. **C'est pourquoi les CDEC et les CLD multiplient les démarches pour que les fonds qu'ils gèrent servent de levier pour aller chercher d'autres partenaires financiers au bénéfice des projets d'entreprises et des entrepreneurs qu'ils accompagnent.** La compilation des résultats du Réseau des CDEC au cours des 5 dernières années démontre que, comparativement à l'ensemble des 14 années depuis la création des CLD, l'effet de levier s'est passablement accru, pour s'établir en moyenne entre 3 et 4 (effet de levier = investissement total généré divisé par investissement des fonds locaux). Avec la multiplicité des nouveaux partenariats développés par le Réseau des CDEC (par exemple avec Capital innovation, les Anges financiers et d'autres capitaux de développement privés), **le Réseau des CDEC de Montréal vise à augmenter significativement l'effet de levier de ses fonds locaux au cours des 5 prochaines années.**

- **Des quartiers durables multifonctionnels, plus denses et plus cohésifs**

Le Réseau des CDEC de Montréal a exprimé clairement au cours de la dernière année son adhésion à la vision promue par le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) qui vise à intensifier le développement urbain autour de pôles desservis par le réseau de transport en commun et favoriser ainsi un aménagement urbain permettant d'habiter, de travailler et de se divertir dans un périmètre minimisant les déplacements et maximisant les investissements publics dans le transport collectif et le développement de services de proximité pour les résidents. Dans un même ordre d'idée, le Réseau des CDEC de Montréal a exprimé un attachement au renforcement de la culture dans les quartiers comme outil de revitalisation et de stimulation de la cohésion sociale. Le Réseau des CDEC de Montréal compte utiliser tous les moyens à sa disposition pour appuyer des initiatives et des projets qui contribueront au renforcement de ce nouvel urbanisme (New urbanism), ce renouveau urbain à la couleur de Montréal.

- **Promouvoir les valeurs et la culture entrepreneuriales**

L'intention d'entreprendre au Québec et à Montréal en particulier est selon plusieurs études moins élevée que dans le reste du Canada et de l'Amérique du Nord. Selon plusieurs intervenants, cela témoigne notamment du manque d'encouragement et de sensibilisation à « L'option entrepreneuriale » dans les familles, à l'école et dans l'entourage général des jeunes Québécois et Québécoises. À cet égard, la nouvelle Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat fait une large place à la sensibilisation aux valeurs entrepreneuriales et à la promotion de la culture entrepreneuriale. Il y a visiblement un retard à rattraper, quoique le Québec et Montréal se distinguent particulièrement par rapport au reste de l'Amérique en matière de coopératisme et d'économie sociale, des modèles entrepreneuriaux par définition plus inclusifs et plus participatifs, à l'image même de la société montréalaise.

Le Réseau des CDEC de Montréal, qui compte notamment deux mandataires d'un Carrefour jeunesse Emploi, s'engagera au cours des 5 prochaines années à promouvoir l'entrepreneuriat sous toutes ses formes et contribuer ainsi au renforcement de la culture et des valeurs entrepreneuriales à Montréal.



Succès local

L'entreprise d'économie sociale, mise sur pied par la CDEC pour acquérir et gérer le dernier cinéma de quartier à Montréal développe depuis avec un incontestable succès le Cinéma Beaubien.





Succès locaux et projets collectifs

Ahuntsic-Cartierville



Accompagnement vers l'Emploi de la Communauté (AVEC) Ahuntsic-Cartierville

Informations générales

- Durée : 2 ans de septembre 2010 à octobre 2012.
- Projet financé, en partie, dans le cadre de la Vague 2 de Défi Montréal (MICC).
- Projet ciblant les résidents de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville et en particulier ceux vivant dans les secteurs défavorisés avec une forte concentration d'immigration récente (secteurs «Laurentien-Grenet » dans Bordeaux-Cartierville, Saint-Benoît et Saint-Simon dans Ahuntsic).

Principaux objectifs

- Le projet vise à répondre à deux problématiques majeures sur le marché du travail local :
- La difficulté pour les personnes issues de l'immigration récente ou membres des minorités visibles d'intégrer le marché du travail et d'acquérir une première expérience de travail significative dans leur domaine professionnel ou un domaine connexe.
- La nécessité pour les employeurs locaux de se préparer à relever les défis liés aux risques de pénuries de main d'œuvre pour plusieurs secteurs d'activités en étant mieux outillés pour intégrer et retenir en emploi les travailleuses et travailleurs issus de l'immigration et des communautés culturelles.

Principaux participants et partenaires

- Initié, piloté et coordonné par la CDEC Ahuntsic-Cartierville, le projet AVEC regroupe des organismes d'accueil aux nouveaux arrivants ou intéressés par la problématique immigrante et des organismes en employabilité du territoire. Sont partenaires au projet les organismes suivants :
- Carrefour d'Aide aux Nouveaux arrivants (CANA)
- Carrefour jeunesse emploi Ahuntsic Bordeaux-Cartierville
- Centre d'Appui aux Communautés Immigrantes (CACI)
- Centre Local d'Emploi (CLE) Ahuntsic
- Centre Scalabrini
- Club de Recherche d'Emploi Montréal Centre-Nord
- Collège Bois de Boulogne
- Comité local de Revitalisation de la RUI de Cartierville.
- Filière employabilité

Principaux participants et partenaires

Le projet AVEC vise à apporter une réponse innovatrice et adaptée pour permettre aux résidents issus de l'immigration

récente ou membres des minorités visibles particulièrement touchés par le non-emploi de vivre une première expérience de travail significative dans leur domaine professionnel ou dans un domaine connexe tout en accompagnant les employeurs locaux à relever les défis de recrutement et de rétention de personnel. Le projet consiste, à court et moyen terme, à démarcher les employeurs locaux pour placer les candidats en emploi ou en stage et à assurer leur accompagnement et suivi dans les phases de recrutement et d'intégration en emploi. À plus long terme, et dans un souci de pérennité, le projet vise à développer des mécanismes de collaboration et de gestion de l'offre et de la demande d'emploi ou de stage dans l'arrondissement pour favoriser l'embauche locale des résidents immigrants et répondre aux perspectives de pénurie de main-d'œuvre. Également, le projet prévoit d'injecter une ressource dans le secteur RUI « Laurentien/ Grenet » de Cartierville laquelle a pour mandat de mettre en mouvement les résidents vers les ressources en employabilité du territoire ou vers le projet AVEC selon qu'ils sont prêts ou non à intégrer le marché du travail.

Bref historique

En 2009, la CDEC a mobilisé les acteurs du territoire Ahuntsic-Cartierville autour de la problématique de l'intégration et du maintien en emploi des résidents issus de l'immigration récente (au Québec depuis moins de 5 ans) ou membres des minorités visibles et travaillé à attacher un financement pour deux ans confirmé en mars 2010. La phase de réalisation du projet (accompagnement des résidents et démarchage des employeurs) a débuté en novembre 2010 et se poursuit jusqu'en septembre 2012.

Principales réalisations

Durant la 1^{ère} année de réalisation, quatre-vingt-douze (92) résidents ont été mis en mouvement, après évaluation, vers les ressources en employabilité du territoire ou vers les ressources en francisation pour débiter, poursuivre ou finaliser une démarche en employabilité et quinze (15) ont décidé d'un retour aux études pour compléter une formation acquise à l'étranger. Soixante-dix-huit (78) ont été placés en emploi et cinq (5) en stage dans leur domaine professionnel pour un résultat total de quatre-vingt-trois (83) placements. Également, deux cent soixante-quinze (275) employeurs ont été démarchés avec une majeure de plus de 85% de petites et moyennes entreprises. Précisons ici, que nous entendons par démarchage, une rencontre avec l'employeur pour une présentation du service de placement offert et des candidatures disponibles ainsi qu'une collecte des besoins des employeurs en termes de recrutement et d'accompagnement en gestion de la diversité culturelle. Notons, également, qu'il s'agit autant d'un démarchage en fonction des profils d'emplois des candidats inscrits au projet que d'un démarchage territorial des entreprises de notre territoire.

Conclusion

- Un projet qui a permis de mobiliser les acteurs locaux autour de la nécessité de développer de nouvelles pratiques d'intervention pour améliorer l'accompagnement vers l'emploi des résidents issus des communautés immigrantes.
- Un projet qui vise à instaurer un mécanisme de collaboration, de gestion de l'offre et de la demande d'emploi et de suivis entre les organismes du territoire et les entreprises locales pour faciliter l'accès et le maintien en emploi des résidents nouvellement arrivés ou membres des minorités visibles.
- Un projet qui démontre la nécessité d'intégrer les deux types d'intervention généralement séparées que sont le développement de la main d'œuvre et le soutien au développement des entreprises.

Ahuntsic-Cartierville



Les Fermes Lufa

*Faire la différence...
avec un projet d'agriculture en milieu urbain!*

Informations générales

Le projet est situé dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville. La construction de la serre a débuté en 2010 et l'entreprise a commencé ses plantations de légumes en février 2011. Cette entreprise ne cesse de récolter les honneurs. Elle a notamment remporté un prix national au Concours québécois en entrepreneuriat, volet création d'entreprise en juin dernier.

Principaux objectifs

- Offrir des produits agricoles de qualité par l'intermédiaire de techniques protectrices de l'environnement ;
- Réduire la distance entre les producteurs de fruits et légumes et les consommateurs ;
- Vendre directement aux consommateurs en réduisant, voire en éliminant les intermédiaires.

Principaux participants et partenaires

L'entrepreneur et propriétaire de l'entreprise est Mohammed Hage.

La CDEC Ahuntsic-Cartierville et le FDEM ont joué un rôle de facilitateur en accordant un premier financement au projet. Cela a attiré plusieurs autres bailleurs de fonds au projet.

Description du projet

Les Fermes Lufa est une entreprise agricole en milieu urbain. C'est la première ferme agricole au monde à être érigée sur le toit d'une bâtisse commerciale. C'est un projet novateur qui a des impacts positifs sur l'économie locale, sur la santé de la population, sur l'environnement. Dans la ferme sont produites plusieurs espèces de légumes sans pesticides, ni herbicides tout au long de l'année et les clients auront le privilège de bénéficier de produits frais où la livraison se fera à l'intérieur d'un délai de 24 heures.

Bref historique

Des expérimentations techniques ont été initiées depuis l'été 2009 sur un espace de 2 500 pieds carrés à l'université McGill où on a cultivé 20 variétés de fruits et légumes, lesquels ont crû simultanément. Selon les intervenants de ces expérimentations, les conclusions techniques étaient suffisantes pour justifier la construction d'une plus grande ferme en milieu urbain.

Ensuite, le propriétaire de l'entreprise s'attelait à rechercher du financement, ce qui fut une étape longue et difficile vu le caractère original et novateur du projet. D'où le rôle de la CDEC à supporter un tel projet dans son milieu.

La construction a duré environ un an et trois mois après les premières semences, l'entreprise commençait à livrer des paniers de légumes à ses clients, soit en avril 2011.

Principales réalisations

Les Fermes Lufa distribuent des paniers de légumes frais chaque semaine à plus de 500 clients (abonnés) – 2000 personnes nourries.

Le projet sert de « laboratoire » pour la recherche sur l'agriculture en milieu urbain et le modèle peut être reproduit ailleurs à Montréal.

Lufa offre gracieusement à des banques alimentaires d'Ahuntsic-Cartierville (référées par la CDEC) des surplus de sa production.

« Nous avons un très beau rêve, celui de changer le modèle agricole. Très peu étaient prêts à nous épauler dans cette aventure. Les gens de la CDEC Ahuntsic-Cartierville par contre, dès le début, ont cru à notre projet et nous ont offert un soutien moral et financier. Aujourd'hui, ce sont près de 2000 personnes qui sont nourries par Les Fermes Lufa » explique M. Mohamed Hage, propriétaire de Lufa.

Conclusion

Le projet Les Fermes Lufa contient plusieurs dimensions :

- Il s'agit d'agriculture en milieu urbain qui contribue au développement local.
- Le projet a un volet environnemental en réduisant la consommation d'énergie sur la bâtisse où la serre est installée et en contribuant à la réduction des îlots de chaleur en milieu urbain.
- Finalement, le modèle d'affaires est très intéressant, car le projet vise à éliminer les intermédiaires impliqués dans les chaînes de distribution des fruits et légumes en transigeant directement avec le consommateur final.

Ahuntsic-Cartierville



Le Festiblues international de Montréal

Informations générales

Le Festiblues, entreprise d'économie sociale, offre 5 jours de programmation musicale dans le parc Ahuntsic, à la Maison de la culture Ahuntsic-Cartierville et dans divers lieux à proximité. Cette grande fête du blues et de la musique se tient annuellement à la mi-août et rassemble, depuis ses débuts en 1998, une moyenne de 50 000 festivaliers.

Principaux objectifs

- Participer à la diffusion de l'offre culturelle à Montréal;
- Mettre en lumière les créateurs et les artistes issus de ce courant musical;
- Offre culturelle dirigée vers le Nord de Montréal;
- Souci des promoteurs de créer des emplois d'été destinés aux jeunes (préparation et tenue de l'événement) / issus des Centres Jeunesse de Montréal des quartiers nord de Montréal;
- Participation à la relève artistique;

Principaux participants et partenaires

Outre les échanges de services, le Festiblues a un budget annuel d'un million de dollars. Ce financement provient de trois sources : financement public, revenus autonomes et commanditaires. Chaque source de financement contribue pour environ un tiers des revenus.

Description du projet

Le Festiblues International de Montréal (Festiblues) est une idée originale mise de l'avant par la Table de concertation jeunesse de Bordeaux-Cartierville et expérimentée pour la première fois en 1998.

Lorsqu'en 1999, un groupe d'intervenants jeunesse de Bordeaux-Cartierville présentent à la CDEC Ahuntsic-Cartierville leur projet de festival en plein air, aucun bailleur de fonds ne s'est encore engagé à soutenir une telle initiative dédiée aux activités jeunesse. Avec une première édition de 2 000 spectateurs et la force de conviction « contagieuse » des promoteurs, la CDEC prend le pari de soutenir financièrement cette formule pour le moins originale en y investissant 40 000 \$. Depuis ce temps, la CDEC est demeuré un allié de premier plan pour soutenir le Festiblues et ses artisans dans la consolidation du festival et dans le développement de nouvelles initiatives.

Avec des budgets augmentés d'une édition à l'autre et une multiplication des partenariats, le Festiblues a progressivement pris de l'ampleur pour finalement atteindre un auditoire variant, d'une édition à l'autre, autour de 50 000 à 100 000 spectateurs tout dépendant des conditions météorologiques.

Au fil de son évolution, le Festiblues a conservé sa mission d'origine visant à permettre le soutien et le développement de nouvelles activités « jeunesse » grâce à des retombées financières et la création récurrente d'emplois pour les jeunes (préparation et tenue de l'événement). Les partenariats ont quant à eux été décuplés tant sur le plan financier que sur celui des activités. À partir de 2001, le Festiblues a amorcé un virage d'envergure en s'inscrivant dans une perspective internationale grâce notamment au jumelage avec le festival français « Blues sur Seine » et une programmation intégrant des artistes provenant d'Europe et des États-Unis (dont un jumelage avec le New Jersey).

Le festiblues engage trois emplois équivalents temps pleins annuellement auxquels viennent s'ajouter, durant le festival, plus de 150 personnes salariées en plus d'une centaine de bénévoles.

Le Concours la Relève en Blues, révélateur des groupes émergeant de la scène blues québécoise, permet à trois artistes d'être intégrés à la programmation du festival et d'effectuer leurs prestations dans des conditions artistiques hautement professionnelles. Par ailleurs, le vainqueur du prix Blues sur Seine aura aussi la chance de se produire en France grâce à la Bourse OFQJ/Blues sur Seine, partenaires du Festiblues International de Montréal.

- Depuis son commencement le Festiblues a aidé une centaine d'artistes de la relève;
- Depuis 9 ans, le Festiblues est jumelé avec la France alors que les deux festivals s'échangent des participants issus de la relève des deux pays. Ainsi, le Festiblues a accueilli 35 artistes français de la relève « Tremplin Blues sur Seine ».

Conclusion

La création de cet événement permet de diriger l'offre culturelle montréalaise vers le nord de l'île. Ainsi, le Festiblues contribue à dynamiser le quartier Ahuntsic-Cartierville.

- Création d'emplois;
- Souci des promoteurs de créer des emplois d'été destinés aux jeunes (préparation et tenue de l'événement) / issus des Centres Jeunesse de Montréal des quartiers nord de Montréal;
- Participation à la relève artistique;
- Permet à des étudiants de réaliser des stages universitaires dans un contexte professionnel;
- S'inscrit dans un contexte de Responsabilité sociale des entreprises, notamment au niveau du développement durable.

Ahuntsic-Cartierville



MAC – Marchés Ahuntsic-Cartierville

Faire la différence...

en donnant au milieu les moyens de ses ambitions!

Informations générales

La CDEC est venue en appui aux différentes mobilisations en sécurité alimentaire amorcées dans nos quartiers afin de consolider et développer un réel pôle de marchés saisonniers sur notre territoire dans le but d'assurer un meilleur accès à des aliments sains.

La CDEC fut le maître d'œuvre de cette initiative. Elle a mobilisé les partenaires, convaincu les élus et partenaires financiers et a soutenu la logistique.

MAC est né en février 2011 de la volonté du milieu de prendre en charge son propre développement. MAC est une entreprise d'économie sociale composée d'un CA de 5 personnes : Laurent Cugno (La Corbeille); Marc-André Perron (CDEC); Martin Laviolette (Arrondissement); Élyse Rémy (Ville en vert); et Enrico Serena (Café Barista),

Principaux objectifs

La CDEC a pour objectif de soutenir le développement d'une entreprise d'économie sociale qui répond à une problématique en sécurité alimentaire dans l'arrondissement.

Principaux participants et partenaires

La CDEC travaille en partenariat avec : MAPAQ, CRÉ de Montréal, AMT, Arrondissement, CLIC BC, Caisse Desjardins du quartier Ahuntsic, Caisse Desjardins de Villeray, Marché Central – Bentall Kennedy, Fondation Gracia, Solidarité Ahuntsic, Christine Saint-Pierre, députée de l'Acadie, Maria Mourani (députée d'Ahuntsic), Lisette Lapointe (députée de Crémazie), 123 GO, L'œuvre des Samaritains, Ville en vert, La Corbeille, Café Barista, Le SNAC

Description du projet

La mission de MAC est double :

- Mission économique
Rentabiliser un kiosque offrant principalement des fruits et légumes au terminus Henri-Bourassa Sud
- Mission sociale
Travailler à améliorer la sécurité alimentaire dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville en offrant un soutien financier et logistique pour l'organisation des marchés saisonniers

MAC a donc pour mission d'opérer un kiosque de fruits et légumes frais au métro Henri-Bourassa en vue de soutenir humainement, financièrement et de façon logistique les Marchés saisonniers d'Ahuntsic Cartierville qui se déroulent à différents endroits stratégiques sur le territoire au courant des mois d'août et septembre.

Bref historique

MAC est une initiative née du milieu et soutenue par la CDEC. L'histoire commence avec l'organisation de marchés saisonniers dans Ahuntsic et dans Cartierville. Ces marchés avaient pour but de répondre à une problématique en sécurité alimentaire. Ils étaient, du côté d'Ahuntsic, essentiellement soutenus par Nourrir Montréal. Du côté de Cartierville, la DSP a permis le financement d'une ressource attirée en sécurité alimentaire et qui a permis le développement de plus de marchés en 2010.

En parallèle à cela, l'arrondissement a mandaté la CDEC pour la réalisation d'une étude de préféabilité à l'implantation d'un kiosque de fruits et légumes frais au métro Henri-Bourassa : étude qui s'est avérée concluante.

L'entreprise a donc été incorporée en février 2011 et a lancé ses activités.

Principales réalisations

MAC a opéré le kiosque de fruits et légumes baptisé Marché Henri-Bourassa du 30 juin 2011 et 10 octobre 2011. Les investissements de démarrage ont coûté près de 37 000\$. Ce kiosque a été opéré grâce au recrutement d'un coordonnateur et de quatre commis. Les marchés saisonniers ont été organisés grâce au recrutement d'un coordonnateur (et de 2 commis à temps partiel).

Le Marché Henri-Bourassa était ouvert tous les jours de 6h à 20h, il offrait principalement des fruits et légumes frais, locaux, ainsi que des produits du terroir...

Ce kiosque était approvisionné en priorité par le biais de fermes locales partenaires, et l'offre était complétée au marché central.

MAC a offert offrir un soutien en matière logistique et d'approvisionnement aux marchés saisonniers d'Ahuntsic-Cartierville. Il fournissait les fruits et légumes vendus sur les marchés, gérant la commercialisation et assurait l'installation et la désinstallation des sites. Les marchés saisonniers 2011 ont attiré plus de 7500 visiteurs.

Conclusion

Ce projet est une grande réalisation car il réunit plusieurs partenaires (intervenants, élus, partenaires) autour de la table, sensibilisés à la question de la sécurité alimentaire et au fait que pour pouvoir voir perdurer les marchés saisonniers, une solution durable doit être développée.

Ce projet en sécurité alimentaire est porteur à l'échelle montréalaise et a le potentiel d'être reproduit dans d'autres arrondissements.

Centre-Nord



Recruter et former une nouvelle clientèle vers un métier d'avenir

Informations générales

Mis sur pied dans le cadre de Défi Montréal à l'automne 2009, par la Corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC) en collaboration avec l'Association des aides familiales du Québec (AAFQ), le projet Recruter et former une nouvelle clientèle vers un métier d'avenir représente la solution clé pour contrer une importante pénurie de main-d'œuvre tout en améliorant les conditions de vie de bon nombre de femmes immigrantes. Le projet a été réalisé sur le territoire couvert par les trois CSSS du territoire de la CDÉC soit: les CSSS de la Montagne, Cœur-de-l'île et Saint-Léonard-Saint-Michel. Le projet s'est déroulé sur une période de près de trois ans. Le point fort du projet consiste à lier l'employeur aux participants dès le début de la formation ainsi que par son accompagnement actif et personnalisé, offerts tout au long du projet. Les participants quittent leur emploi précaire en ayant l'assurance qu'ils auront un emploi à la fin du projet.

Principaux objectifs

L'objectif principal était de développer, implanter et adapter une stratégie commune visant l'attraction, le recrutement, la sélection, la formation et l'accompagnement de la main-d'œuvre. Nous voulions également assurer la relève et contrer la pénurie de main-d'œuvre dans le réseau de la santé. Le projet visait en plus à offrir aux femmes issues de l'immigration une voie de formation qualifiante dans un domaine en demande. Nous voulions documenter ces difficultés, les solutions adoptées, les partenariats établis, etc. afin de rendre l'expérience transférable.

Principaux participants et partenaires

Plusieurs partenaires sont impliqués dans la réalisation de ce projet. La CDÉC Centre-Nord, l'Association des aides-familiales du Québec (AAFQ), le Ministère de l'Immigration et des Communautés Culturelles, le CSSS de la Montagne, le CSSS du Cœur-de-l'île, le centre William-Hingston, l'école des Métiers des Faubourgs, le Centre de recherche du CSSS de la Montagne, le CSSS de Saint-Michel, Emploi-Québec.

Description du projet

Le projet visait l'attraction, le recrutement, la sélection, la formation et l'accompagnement de ces femmes immigrantes qui ont des compétences transférables, ce projet, se veut non seulement formateur, mais intégrateur. Les étudiantes ont été accompagnées tout au long de leur démarche (inscription, financement, garderie, logement, papier, etc.). Elles ont d'abord reçu une formation en francisation d'une année avec une initiation à la formation professionnelle. Par la suite, elles se sont inscrites soit à une formation en Assistance à la personne en établissement de santé ou en Assistance à la personne à domicile, deux formations spécialisées leur permettant de s'intégrer rapidement en emploi. Les deux centres de formation ont mis en commun leurs compétences et les employeurs ont été liés aux participants dès le début du projet, ce qui a facilité leur intégration par la suite. Les trois CSSS ciblés par le projet ont été en contact constant avec les participants. Des places de stage et des emplois ont été prévus pour eux.

Le projet a été monitoré par le Centre de recherche universitaire du CSSS de la Montagne.

Bref historique

Le projet est issu d'une concertation entre les CSSS concernés, la CDÉC Centre-Nord et le milieu de l'employabilité. Nous tentions de trouver une solution aux besoins criants de main-d'œuvre dans le réseau de la santé. La Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ) nous a mis en contact avec l'AAFQ qui elle, cherchait des débouchés pour les aides familiales vivant souvent dans une situation de pauvreté et de vulnérabilité qui pourtant possède souvent une formation dans leur pays d'origine liée au secteur de la santé.

Principales réalisations

- La CDÉC a contacté plus de 2600 aides familiales et environ 224 aides familiales se sont présentées à des rencontres d'information. La CDÉC a rencontré et évalué 114 de ces candidats potentiels et ce sont 48 personnes qui ont participé au projet. Les autres candidats sont soit en attente d'une autre formation ou ont été référé vers d'autres programmes.
- Actuellement 12 personnes ont complété le programme avec succès et tous ont été intégrés en emploi dans un CSSS.
- Environ 28 candidats sont toujours en formation dans le cadre du projet. Les autres candidats seront référés à des postes disponibles dans une résidence intermédiaire et seront pris en charge par la CDÉC pour préparer leur candidature.
- Le Centre Local d'Emploi de Côte-des-Neiges a dégagé deux agents pour rencontrer les participants. Cela nous a permis de rencontrer notre échéancier et d'avoir des agents qui connaissaient bien le projet et qui pouvaient avoir une meilleure analyse lors de la référence. Nous avons également une personne-ressource qui faisait le lien entre les partenaires, les agents et les autres bureaux d'Emploi-Québec.
- Le Centre de francisation William-Hingston a aménagé la formation pour les participants. Cinq heures/semaine ont été accordées aux participants pour prendre contact avec le marché du travail et le réseau de la santé lors de la francisation. Elles ont bénéficié de conférences, de visites de milieux de travail, rencontre avec des professionnels de la santé, de rencontres avec les ressources humaines, etc. Une partie des participants a eu accès à une préparation au DEP avec un français appliqué aux métiers de la santé.
- L'École des Métiers des Faubourgs a accepté les participants même si ceux-ci avaient échoué le test d'admission. Un professeur a été dégagé pour les suivre hebdomadairement, un cours de perfectionnement en français a été ajouté à l'horaire, du mentorat avec d'autres étudiants a été mis sur pied, un aménagement des reprises d'examen a été fait, un ajustement du débit des professeurs en classe a été exigé. Les deux centres de formation travaillent de pair pour la réussite du projet et collaborent selon leur expertise.

Centre-Nord



Théâtre Les Écuries dans Villeray, c'est ici que tout commence!

Le Théâtre Les Deux Mondes situé au 7285 de la rue Chabot dans le quartier Villeray a connu de nombreuses transformations depuis son implantation. Après avoir procédé à l'agrandissement de son centre de recherche, de création et de diffusion, naissait un nouveau projet visant à doter le lieu des équipements scéniques spécialisés qui lui faisaient défaut et à aménager de façon appropriée le hall du théâtre.

Les promoteurs voulaient donner à celui-ci une triple fonction : accueillir le public les soirs de représentation, avoir la possibilité de transformer la salle en un lieu de représentation pour des formules de cabaret-théâtre et enfin se donner un lieu de rencontre et de restauration, le midi, pour les équipes qui travaillent dans les 5 salles de répétition et bien-sûr le personnel des compagnies fondatrices.

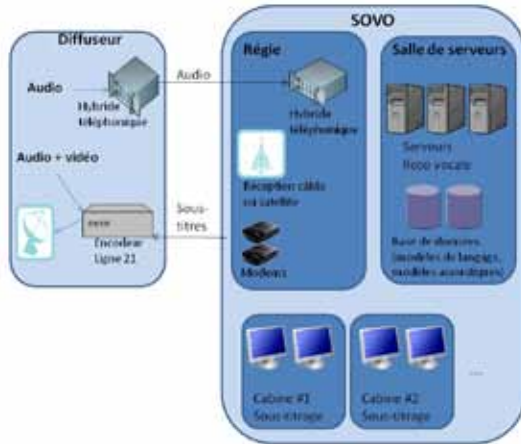
La CDEC Centre-Nord est intervenue financièrement pour un montant de 140 000 \$ dans le projet qui a été inauguré à l'automne 2011. Elle a aussi collaboré avec le promoteur de ce projet dans la recherche du financement nécessaire auprès des agences gouvernementales. Plus de 5 millions \$ ont ainsi été investis dans ce projet.

Aujourd'hui, c'est un nouvel espace de création, de diffusion, de mise en commun des ressources pour les compagnies de la relève théâtrale que Les Écuries offrent à l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.

C'est donc toute une amélioration qualitative artistique puisque le théâtre permettra aux organismes des résidences de voir évoluer leur projet de création étape par étape. Pour le public, le projet permet de lui faire bénéficier d'un accueil professionnel et de qualité.

De plus, le nombre d'espaces différents permettra l'accueil d'événements sociaux ou culturels locaux afin que la population développe un sentiment d'appartenance.

Centre-Nord



Un partenariat à la fine pointe de la technologie dans Parc-Extension soutenu activement par la CDEC Centre-Nord!

En 2010, la CDEC Centre-Nord s'est associée au Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) pour soutenir le développement de SOVO Technologies, jeune entreprise œuvrant dans le domaine de la production de sous-titres et de vidéo-description pour les producteurs et diffuseurs télévisuels. Issue de l'essai technologique du CRIM, l'entreprise est la seule au Québec pouvant offrir un service de sous-titrage en direct. SOVO utilise une technologie logicielle unique basée sur la reconnaissance vocale et le traitement d'images afin d'automatiser une partie importante de la production de matériel vidéo adapté pour les malentendants et les non-voyants.

La CDEC et son partenaire financier, le Fonds de Développement Emploi Montréal (FDEM) ont investi 250 000 \$. Le financement de la CDEC Centre-Nord sert principalement à la mise en marché et au développement des affaires de SOVO. Il s'agit d'offrir un service « clé en main » de première qualité permettant à l'entreprise de renforcer son avantage compétitif et de creuser l'écart vis-à-vis de ses concurrents.

La CDEC Centre-Nord est persuadée que, sur un horizon de trois ans, ce projet porteur encadré par une équipe dynamique, créera une trentaine d'emplois de qualité dans l'arrondissement de Villieray—Saint-Michel—Parc-Extension.

Le CRIM, quant à lui, est reconnu comme le leader mondial de la technologie de reconnaissance vocale. Les travaux de R&D débutés en 2002 ont donné naissance dès 2004 à des premières ententes de développement commercial. Suite aux résultats obtenus, le CRIM a décidé de créer SOVO Technologies. La complicité avec la CDEC Centre-Nord s'est développée rapidement suite au déménagement du CRIM dans Parc-Extension. C'est donc vers elle que les dirigeants se sont tournés pour trouver le financement nécessaire et un appui de taille pour s'ancrer dans le quartier.

C'est un bel exemple des résultats obtenus grâce à un partenariat facilité par la proximité physique entre des organismes du milieu.

Centre-Nord



Coopérative de Solidarité Jarry/2^e

Ce projet immobilier comprenant une coopérative d'habitation, un CPE ainsi que des espaces commerciaux est localisé comme son nom l'indique sur la rue Jarry à l'angle de la 2^e avenue dans le quartier Saint-Michel juste en face de la Cité des arts du cirque.

Ce projet se veut une locomotive à la revitalisation de la rue Jarry en offrant un service à la communauté et aux travailleurs de la Cité des arts du cirque grâce à la seconde installation du CPE Populaire Saint-Michel, des commerces de qualité et différents de ce que l'on retrouve dans le secteur, 74 unités de logements abordables et de qualité gérés par la coopérative d'habitation Côté Soleil et, enfin, un lieu d'implantation pour les entreprises émanant du courant de l'économie sociale.

De plus, ce projet de 14 millions de dollars est le premier à s'inscrire dans une démarche concertée de revitalisation de la rue Jarry. Appuyé par tous les acteurs du quartier, il a bénéficié de l'aide financière de la CDEC Centre-Nord (près d'un demi-million de dollars investis grâce au Fonds d'économie sociale et au Fonds local d'investissement) et de l'accompagnement personnalisé aux entrepreneurs sociaux.

Depuis sa construction en 2008, le projet est l'emblème de la démarche de revitalisation de la rue Jarry entre les rues d'Iberville et le boulevard Pie-IX qui s'inscrit dans une dynamique globale de développement du quartier Saint-Michel. Ainsi, dans 10 ans, l'artère devrait être un milieu de vie convivial et sécuritaire répondant aux besoins des résidents, des travailleurs, des familles et des différentes communautés culturelles du quartier. On y retrouvera donc une mixité des fonctions urbaines (résidentielle, commerciale, culturelle et institutionnelle).

Plus spécifiquement, la rue Jarry sera un pôle civique et culturel, une rue avec une offre commerciale adaptée aux besoins du milieu, une rue avec une offre de logements accrue et répondant aux besoins des résidents actuels et potentiels du quartier; une rue où la Cité des arts du cirque rayonnera, une rue de services liés à la santé générant un achalandage important, une rue conviviale et sécuritaire et dans un environnement de qualité.

Le projet de revitalisation de la rue Jarry de la Tohu au boulevard Pie-IX s'inscrit dans une dynamique globale de développement du quartier St-Michel. Ainsi, dans 10 ans, l'artère devrait être un milieu de vie convivial et sécuritaire répondant aux besoins des résidents, des travailleurs, des familles et des différentes communautés culturelles du quartier.

On y retrouvera donc une mixité des fonctions urbaines (résidentielle, commerciale, culturelle et institutionnelle). Dans ce contexte, il apparaît évident que le projet Jarry/2^e est une locomotive au développement de l'artère. Plus précisément, Jarry/2^e s'inscrit dans la vision portée par les acteurs du milieu en proposant;

- Un service à la communauté et aux travailleurs de la Cité des arts du cirque grâce à l'ouverture d'une seconde installation du CPE Populaire St-Michel;
- Des commerces de qualités et différents de ce que l'on retrouve dans le secteur;
- Des logements (74 unités) abordables et de qualités organisés par la coopérative d'habitation Côté Soleil;
- Une place d'affaires pour les entreprises du courant de l'économie sociale.

Centre-Sud/ Plateau Mont-Royal



Projet 109

Informations générales

Le Projet 109 est une démarche de concertation entre le CHUM et des organismes locaux en employabilité afin de favoriser l'arrimage entre l'offre de services de ces derniers et les besoins en main d'œuvre du CHUM. Cette initiative s'inscrit également dans le cadre de l'engagement du CHUM en matière de développement durable en créant, entre autres, des retombées socio-économiques pour la communauté. Ce projet est d'ailleurs né du Forum d'échanges CHUM – Communauté dans lequel est fortement impliqué la CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal.

Principaux objectifs

Créer des liens de collaboration permanents entre les organismes en employabilité du territoire et le service des ressources humaines du CHUM en favorisant une meilleure connaissance mutuelle, et la mise en place de mécanismes et d'activités de référencement et de recrutement.

Principaux participants et partenaires

Afin de refléter la diversité des intérêts envers cette initiative, le comité de coordination (COCO) regroupe des représentants des partenaires suivants : Service des ressources humaines du CHUM, Table de promotion de la main d'œuvre locale (TPMOL) et la CSDMC. Ce comité est coordonné par l'agent de développement de l'employabilité de la CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal.

Le mandat du COCO est de :

- Planifier l'ensemble des activités du projet 109 selon un plan de travail annuel qui est présenté aux membres de la TPMOL;
- Assurer la mise en œuvre du plan de travail annuel;
- Développer et tenir à jour les processus et mécanismes de concertation et d'échange d'information;
- Favoriser la promotion du Projet 109;
- Évaluer les résultats et l'avancement du Projet 109 en concertation avec les divers partenaires.

Afin de favoriser la circulation de l'information, tous les documents pertinents au Projet 109 sont disponibles sur le site Internet de la CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal dans un espace dédié au Projet 109 (www.cdec-csmpmr.org).

Description du projet

Ce projet permet d'outiller les organismes en employabilité afin d'assurer un référencement de candidats répondants aux besoins du CHUM. Des séances d'information dédiées aux conseillers-ères des ressources externes sont offertes sur une base trimestrielle.

En retour, les candidats référés sont considérés en priorité par le Service des ressources humaines du CHUM. De plus, le CHUM s'engage à donner de la rétroaction aux organismes référents sur le parcours d'embauche de leurs candidats. Cette information permet d'ajuster la préparation des participants, de mettre en place des formations d'appoint en fonction des lacunes les plus couramment identifiées et finalement de développer des stages d'intégration dans de nouveaux titres d'emploi.

Bref historique

Le projet a débuté en 2009. La première année a surtout été axée sur la création de la concertation entre les partenaires, la création du COCO et le développement d'outils de base (protocole de communication, gestion de la confidentialité, procédure de soumission de candidature, élaboration des séances d'information, etc.)

En 2010, les activités de référencement ont débuté.

En 2011, grâce à l'apport d'une stagiaire universitaire dont nous avons pu allonger le mandat sous forme d'emploi d'été, une tournée exhaustive de la vingtaine de partenaires a été réalisée afin de recueillir leurs commentaires, besoins et attentes face à la première année d'activité. Le rapport qui en a résulté a inspiré largement les orientations du plan d'action 2011-12.

Principales réalisations

- Pour les années 2010 et 2011, près de 450 curriculum vitae ont été acheminés au CHUM dans le cadre du Projet 109. Quarante-cinq personnes ont été embauchées. Le ratio d'embauche locale est d'environ 65%.
- En 2012, deux nouveaux milieux de stages, dans des domaines non spécialisés (services alimentaires et agent administratif), seront inaugurés.
- Une formation de courte durée incluant un stage de quatre semaines au CHUM sera offert pour le poste d'agent administratif. Ce projet est possible grâce à l'appui du Budget d'initiative locale (BIL).

Conclusion

Ce projet offre une réponse complémentaire aux besoins des divers partenaires :

- D'un côté, le CHUM qui souhaite non seulement répondre à ses besoins en termes de recrutement de ressources humaines mais prioritairement à jouer un rôle socioéconomique proactif au sein de sa communauté.
- D'autre part, des partenaires qui veulent saisir l'occasion de développer un lien significatif avec l'un des plus grands employeurs du territoire, au bénéfice des résidents du territoire en recherche d'emploi.

Centre-Sud/ Plateau Mont-Royal



Financement de l'expansion de l'entreprise Azzimov pour son système GuidYu (fonds FLI, FLS et FDEM)

Informations générales

GuidYu est une société de haute technologie délivrant des logiciels innovateurs dans le domaine de l'intelligence artificielle appliqués à la gestion de l'expérience client (CEM). Le siège social de GuidYu est situé sur le Plateau Mont-Royal à Montréal avec des bureaux à Zurich et Pékin. Fondé en 2009, son chiffre d'affaires en 2010 a été de 250 000 \$; en 2011 de 450 000 \$ et pour 2012, les revenus prévus totalisent 2 772,000 \$. GuidYu vise les marchés canadien, américain, européen et asiatique.

Principaux objectifs

GuidYu est activement en train de développer les marchés nord-américains, européens et asiatiques, supporté par des partenaires stratégiques, principalement des joueurs de grande taille du mobile dont le focus vise à livrer notre technologie dans des applications mobiles et sur le web à l'échelle mondiale. GuidYu vise la clientèle du E-commerce tel que RONA, Corbeil, Canoë, Gouvernement du Canada, Telenav et Telus; des Réseaux sociaux; et, des portails WEB et Mobile tel que China Mobile, China Unicom avec ses 289 millions d'utilisateurs.

Principaux participants et partenaires

Il s'agit d'un projet d'expansion de 1,350,000 \$: le montage financier comprend :

- une mise de fonds de 63% des promoteurs;
- un investissement de 22% des fonds FLI, FLS-FTQ et FDEM ;
- une marge de crédit de 15% auprès de la Banque Nationale.

Description du projet

- L'investissement requis servira à augmenter le fonds de roulement nécessaires aux activités de capitalisation et aux activités de commercialisation. Le produit est déjà sur le marché et des ventes ont été réalisées. L'entreprise est donc en phase d'expansion de ses activités commercialisation et de ventes.
- Ce projet d'expansion permet de maintenir et de créer 20 emplois.

Bref historique

- Initiée en 2009 par les promoteurs de Générations Click qui a réalisé plus de 500 sites transactionnels sur le WEB ;

- Avec GuidYu, Azzimov s'inscrit en continuité du développement du commerce électronique ;
- La CDEC CS-PMR a été sollicitée en 2011 par Azzimov pour s'inscrire dans la première phase de capitalisation de cette entreprise innovante en technologie de l'information.

Principales réalisations

Principal produit : **un moteur de recherche intelligent**

GuidYu développe et commercialise des solutions de recherche et de gestion structurée de données commerciales pour le marché mondial du commerce électronique et du mobile.

GuidYu est un nouveau et sans précédent moteur de recherche qui introduit l'intelligence artificielle dans l'expérience de recherche du client. Tant sur le WEB que sur le mobile à partir d'une plateforme centralisée, le client utilise un moteur de recherche sémantique qui apprend de chacune de ses interactions avec une base de données. L'engin intelligent de GuidYu personnalise en temps réel les choix du client. L'optimisation de l'expérience du client permet une importante augmentation du taux de conversion et de revenu moyen par client sur les sites de E-commerce.

GuidYu travaille comme un cerveau utilisant l'intelligence artificielle pour apprendre et évoluer. Son approche est basée sur le principe que la vraie intelligence n'est pas dans les données mais dans les utilisateurs et que le contexte de l'utilisateur doit prévaloir sur le profil. En même temps que le monde du commerce et les opportunités d'interagir deviennent plus fréquentes et mobiles, GuidYu va améliorer le processus d'achat des utilisateurs en offrant des expériences interactives simulant l'intelligence humaine et contextuellement personnalisées.

GUIDYU EST LE PREMIER ENGIN DE RECHERCHE SPÉCIFIQUEMENT CONÇU POUR LES UTILISATEURS MOBILES

Analyse des données fondamentales du secteur
Les engins de recherche tels que Google, Bing et Yahoo sont à la base du web et sont d'une importance cruciale pour le mobile. Les données deviennent omniprésentes et sont plus que jamais en expansion croissante. Cependant, les outils utilisés pour la recherche et l'interaction avec les données sur le WEB sont en retard, laissant les utilisateurs étourdis et confus dans leurs recherches. De fait, les présentes technologies d'engins de recherche sont inefficaces et sont au premier plan des discussions sur le commerce web. L'importance des données et l'habileté à les filtrer en une information significative pour l'utilisateur est un gros défi. Non seulement leur technologie résout cette problématique, mais elle s'adapte aussi à de nouvelles opportunités en utilisant la puissance de l'intelligence artificielle

Conclusion

Le défi est de réussir à convertir une visite sur le site en achat en ligne. Le moteur de recherche GuidYu vise précisément à augmenter le taux de conversion parce que le client peut trouver facilement ce qu'il cherche. Le taux de conversion élevé à l'aide de GuidYu représente la valeur réelle de ce moteur de recherche.

L'intervention de la CDEC CS-PMR a permis à une entreprise du Plateau Mont-Royal de soutenir le déploiement de son savoir-faire vers les marchés internationaux et de faire rayonner l'innovation montréalaise.

Centre-Sud/ Plateau Mont-Royal



Espace La Fontaine - café culturel

Informations générales

Espace La Fontaine - café culturel, situé en plein cœur du parc La Fontaine pour mission, depuis juin 2011, de faire revivre le chalet restaurant du parc Lafontaine en y exploitant des services alimentaires et des activités d'animation culturelle et éducative. Espace La Fontaine se consacre à mettre en valeur l'histoire du Parc La Fontaine en réinvestissant ses bénéfices dans l'animation culturelle des lieux et exposant des œuvres d'art.

Principaux objectifs

Les services alimentaires dans un parc public ont à servir et concilier deux demandes : maintenir une accessibilité à tous en offrant une nourriture saine à un prix abordable, et, en même temps, refléter les nouvelles tendances comportementales d'une autre partie des usagers demandant une nourriture plus sophistiquée. La qualité et la beauté des bâtiments, sur ce site exceptionnel, imposent la cohabitation de ces deux types d'attentes.

L'offre en aliments doit ici s'adapter à des fluctuations en volume et en variété causées par plusieurs facteurs : le type de clientèle, l'heure du jour, la saison, et surtout la température. Ces facteurs contraignent le menu offert, les modes de production, le service. D'autres contraintes proviennent des installations physiques. D'autres encore, des intervenants du milieu. Et un dernier point à considérer est l'héritage laissé par un demi-siècle de «fast-food». Comme pour toute entreprise qui démarre, les trois premières années servent au rodage de l'offre. Les solutions mises de l'avant auront à être revues et corrigées au goût de la clientèle ou des contraintes qui surgissent chemin faisant.

Un **programme d'animation culturelle** spécifique au parc La Fontaine est développé, entre autre, avec le partenaire la Société d'histoire et de généalogie du Plateau Mont-Royal. Un grand nombre d'organismes s'associe également au projet pour soutenir la réappropriation des lieux.

Fort de l'expérience développée au sein du Parc Naturel de l'île de la Visitation par le promoteur, un programme culturel et éducatif va être développé et consolidé au fil des années (concerts, contes, expositions, animations familiales) qui vont contribuer à rendre ce parc convivial et de renommée internationale.

Principaux participants et partenaires

- Espace La Fontaine - café culturel est actuellement partenaire avec :
- la Ville de Montréal, plus particulièrement en relation avec l'Arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour le financement des améliorations locatives.
- La CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal pour le financement des opérations via ses fonds locaux. Le Fonds local d'investissement (FLI), le Fonds local de solidarité FTQ et le Fonds de développement des entreprises d'économie sociale (FDÉES).
- La Caisse populaire Desjardins du Mont-Royal via son Fonds du développement des collectivités.

Description du projet

- Création de 10 emplois à plein temps
- Création de 30 temps partiel
- Projet de 860 000 \$ (Investissement pour améliorations locatives, équipements et autres)
- 450 000 \$ de chiffres d'affaires pour la première année d'opération
- Les surplus sont investis dans la programmation culturelle

Bref historique

La notoriété du parc La Fontaine, qui est d'ailleurs plus qu'un parc, implique un positionnement unique dans l'esprit des Montréalais, et ce depuis plusieurs générations. Chaque grande agglomération a un lieu de référence, qui sert aux loisirs, aux rassemblements, et étiquette son image. Le parc La Fontaine joue ce rôle. Le chalet-restaurant du parc La Fontaine (1950-52) est un exemple représentatif de l'architecture dite moderne du début des années cinquante. La beauté du site, l'espace salle, l'espace de production et leur équipement, chaque aspect du chalet-restaurant facilite le développement à long terme d'une restauration adaptée à un parc détente à caractère historique. Restauration grand public n'est plus synonyme de fastfood, alimentation-santé n'exclut plus le «Comfort-food».

Principales réalisations

Pour la première année d'opération, il est proposé la cohabitation de deux formules pour répondre à une demande en dent de scie, variant selon la température, les saisons ou les événements. Le comptoir, desservira la clientèle assise à l'intérieur du bâtiment. Ouvert toute l'année, il servira la majorité de l'offre nourriture, alors que l'aire terrasse, avec service aux tables, s'adressera à une clientèle plus sensible à la qualité, avec carte des vins et menu plus élaboré pendant la période estivale surtout.

Conclusion

Un accroissement des usagers du Parc est à prévoir, le restaurant ajoutant un attrait supplémentaire comme destination récréo-touristique à Montréal. Une synergie se fera avec les autres activités qui ont lieu dans le Parc, comme l'organisation d'événements avec les différents groupes qui œuvrent autour du parc et qui pourront bénéficier de services alimentaires-santé lors d'événement d'envergure). Sur un horizon de trois ans, le Restaurant du parc La Fontaine aura perdu son image d'un fastfood, se sera créé un espace perceptuel propre, aura raffiné son offre aux goûts spécifiques des usagers du parc, sera rentable. L'incertitude des premières années est largement compensée par le défi d'ouvrir un service de restauration offrant une alimentation-santé dans un des lieux mythiques de la Ville de Montréal. La CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal soutient cette initiative d'économie sociale innovante qui contribue à revitaliser un fleuron de Montréal, lui redonner un nouveau pouvoir d'attraction en alliant offre alimentaire de qualité, réappropriation des espaces publics et animation culturelle.

Centre-Sud/ Plateau Mont-Royal



Pérennisation des ateliers d'artistes dans les quartiers centraux

Informations générales

La préoccupation de la préservation des espaces créatifs dans les quartiers centraux est née au sein de la CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal en 2004, alors que l'ancienne usine Grover dans le quartier Centre-Sud, abritant de nombreux ateliers d'artistes, a failli être converti en complexe résidentiel menaçant d'expulsions les quelques 200 créateurs qui y travaillaient.

Suite à ces événements, la CDEC a procédé à l'embauche d'une agente de développement spécialisée en développement culturel. La CDEC intervient pour développer avec les artistes et organismes culturels des solutions immobilières visant à prévenir leur éventuel exode en raison de la forte spéculation immobilière dans les quartiers centraux. Ce travail implique également la sensibilisation des différents paliers gouvernementaux à l'importance de consolider des espaces de production créative dans les quartiers centraux ainsi que la recherche d'expériences à l'international, la veille stratégique, la rédaction de mémoires, etc.

Principaux objectifs

L'intervention de la CDEC sur cette problématique vise :

- Le maintien dans les quartiers Plateau Mont-Royal et Centre-Sud de la population artistique
- La consolidation de lieux de création et de production artistique comme composante importante de l'industrie culturelle et de l'économie montréalaise
- Le développement d'une économie locale innovante par la mise en réseaux de divers types de créatifs

Principaux participants et partenaires

Les regroupements artistiques et culturels locaux (la coopérative Sauvons l'usine, Pied Carré, le regroupement des créateurs de St-Viateur Est, la coopérative Symphonique, etc.), les arrondissements Plateau Mont-Royal et Ville-Marie, Culture Montréal, la direction de la culture de la Ville de Montréal, Culture pour tous.

Description du projet

Le projet comporte deux volets, soit l'accompagnement de projets de sécurisation d'espaces de création portés par des organismes culturels et le développement de projets immobiliers à vocation d'ateliers d'artistes.

La CDEC a ainsi développé une expertise pour aider les organismes culturels souhaitant devenir propriétaires ou louer des espaces à long terme à assurer la faisabilité des projets et leur viabilité à long terme.

Aussi, la CDEC a mis sur pied, en partenariat avec Culture Montréal, un OBNL voué au développement et à la gestion de projets de sécurisation d'ateliers d'artistes : Ateliers Créatifs.

Bref historique

2004 - 2006 : Accompagnement de la coopérative Sauvons l'usine dans ses démarches pour acquérir l'édifice Grover, qui sera finalement vendu à un privé mais avec l'interdiction par l'arrondissement de le convertir à des fins résidentielles;

2007 : Soutien au développement et à l'acquisition par ses membres de la coopérative le Symphonique

2008 : Mise sur pied de l'organisme Ateliers Créatifs

2009 : Ouverture officielle du Chat des artistes

Depuis 2010 : Démarches avec la communauté artistiques du secteur St-Viateur Est dans le Mile-End en vue d'un projet d'acquisition d'envergure par Ateliers Créatifs.

Principales réalisations

- Achat et réhabilitation d'un édifice industriel de 34K pi², offrant l'accès à 42 ateliers d'artistes en location sur la rue Parthenais dans le quartier Ste-Marie, logeant une centaine de travailleurs (Chat des artistes);
- Achat et aménagement d'un bâtiment de 25K pi² offrant 38 studios de répétitions pour les 300 musiciens membres de la coopérative Le Symphonique;
- Adoption par l'arrondissement Ville-Marie de l'appellation Pôle de création des Faubourgs, et désignation d'un nouveau secteur d'emploi pour la portion de la rue Parthenais où l'on retrouve le Chat, la coopérative d'habitation Lézarts et l'usine Grover;
- Réalisation d'études et de recherches diverses en vue de l'élaboration d'un plan d'affaire pour la réalisation d'un projet majeur de sécurisation d'ateliers d'artistes dans le secteur St-Viateur Est.

Conclusion

Ces projets constituent pour la CDEC une façon de pérenniser la présence d'un milieu culturel fort constituant une importante partie de son économie locale et une façon d'être véritablement ancrée dans son milieu

LaSalle-Lachine



Nouveaux arrivants diplômés (NAD)

Informations générales

Projet pilote sur 3 ans développé par la CDEC LaSalle-Lachine en 2007-2008 et financé en 2009 par Emploi-Québec (EQ) et le MICC. Au terme des 2 premières années du programme, et grâce à un bilan positif tant quantitativement que qualitativement, EQ a validé cette entente comme entente régulière pour 50 participants par année. Ce programme couvre les CLE de LaSalle et Lachine en priorité mais peut accueillir des candidats du grand Montréal.

Principaux objectifs

NAD veut accompagner 50 récents immigrants diplômés demandeurs d'emplois vers leur intégration dans le monde du travail québécois, et ce dans leurs champs de compétences. L'objectif principal du projet est à la fois de contrer la déqualification des nouveaux arrivants universitaires et expérimentés, de diminuer les coûts d'intervention globaux en termes d'intégration sociales et professionnelles, et de sensibiliser les gestionnaires québécois, principalement de PME, à l'embauche de personnes immigrantes (PI) et de les accompagner vers une bonne pratique de communication interculturelle en milieu de travail. NAD permet chaque année à 50 participants d'avoir une approche globale sur 6 mois incluant un suivi de 3 mois après le placement en emploi. L'interface avec l'employeur est constant pré-emploi, emploi et post-emploi.

Description du projet

NAD est un programme sur 6 mois permettant à 50 nouveaux arrivants par année d'obtenir un emploi dans leurs champs de compétences et/ou de définir un projet de formation à moyen terme. Notre approche est globale puisqu'elle met en perspectives les différents aspects liés à un parcours migratoire (économique, social, psychologique, culturel, éducatif et politique). Nous proposons en alternance, des interventions individuelles et de groupe. Ce projet est mené par une professionnelle en employabilité spécialisée en diversité culturelle et une sociologue de formation possédant une large expertise en immigration. Nos interventions sont orientées sur le bilan des compétences et des qualifications afin de trouver leurs correspondances locales, et en parallèle travailler sur le développement de compétences transversales et cognitives

afin de mieux arrimer les profils étrangers à l'industrie d'ici. Nous misons sur le démarchage auprès des entreprises et une interface privilégiée tant avec les participants qu'avec les gestionnaires et ce pré-intégration, emploi et post-emploi. Cet accompagnement bilatéral permet un maintien en emploi de 98%, depuis bientôt 3 ans d'opération.

Bref historique

Ce projet part d'une réflexion en 2007, sur la problématique de l'intégration en emploi des nouveaux immigrants et plus particulièrement des personnes diplômées. La déqualification que ces travailleurs subissent en arrivant sur le marché du travail demandait une réponse spécifique et la problématique de chômage et/ou d'assistantat social observé chez les immigrants au Québec nécessitait selon nous une attention particulière et des interventions ciblées et stratégiques. Nous avons donc développé et présenté au MICC en 2008, un projet d'approche globale intégrée. Après diverses représentations et échanges, après avoir arrimé EQ aux discussions sur demande du MICC, c'est au printemps 2009, que le MICC et MESS ont validé partiellement notre approche globale intégrée en nous accordant un projet pilote sur trois (3) ans. Les ministères ont endossé certaines spécificités de notre vision, entre autre, l'interface entreprise qui est priorisée dans notre approche et la dimension de maintien en emploi. En juillet 2009, nous débutons notre programme avec 50 personnes immigrantes. Au fil des mois, et à la lumière des faits observés, nous avons bonifié, aiguisé et amélioré notre approche. Considérant nos résultats probants et avant la fin des trois (3) ans pilote, EQ a fait de ce projet pilote une entente entérinée et régulière depuis juillet 2011. Elle sera renouvelée en juillet 2012.

Principales réalisations

Depuis le début de notre programme soit juillet 2009, et à 4 mois de la fin de notre entente 2012 notre taux de réussite atteint 77%. Grâce à la préparation de nos participants, à nos démarches auprès des entreprises cumulée à notre accompagnement continu tant auprès des participants que des gestionnaires, nous obtenons un taux de placement de 65% (taux préliminaire calculé au 1ers mars 2012) pour des emplois correspondant aux champs de compétences de nos participants. Sur ce chiffre 98% de maintien en emploi. Notre intervention permet également à 12% de nos participants de définir clairement et d'être accompagné vers l'amorce d'une formation nécessaire à leur projet professionnel futur. L'équipe impliquée dans ce projet s'est appliquée à développer des activités de groupe visant à stimuler l'appartenance, la confiance et la solidarité, éléments éminemment importants au processus d'intégration socio-professionnelle :

- Ateliers de groupe basés sur l'échange et la pratique, sur le marché du travail et les approches de recherches d'emplois.
- Mise en place d'un atelier « Québec mode d'emploi » qui aborde le système politique, l'actualité, les accommodements raisonnables, les régions, la femme au Québec / vs ailleurs, l'homme au Québec / vs ailleurs, les enfants et l'école, etc.
- Buffets témoignages de différents cheminements d'intégration professionnelle et socio culturelle de personnes immigrantes, repas interculturels
- Activités extérieures (Musées, tour de ville, Mont-Royal, patinoire, Imax, etc.)

LaSalle-Lachine



Regroupement de Lachine

Informations générales

Le Regroupement de Lachine est l'aboutissement d'un processus entamé en 2004 avec une étude de préaisabilité de Convergence qui confirme l'intérêt des organismes de Lachine de se regrouper pour mieux servir la population locale. Avec la CDEC LaSalle-Lachine, le Carrefour jeunesse-emploi (CJE) de Marquette et le Centre local de développement (CLD) de Lachine ont défini une approche communautaire qui a rassemblé quatre autres organismes dont la table de concertation Concert'Action Lachine, le Groupe de recherche appliqué en macroécologie (GRAMÉ) avec l'Écoquartier de Lachine, le Regroupement d'affaires Lachine Inc. (RALI) et le CPE Le jardin des frimousses.

Le Regroupement se concrétise dès 2008 avec l'octroi de 80 nouvelles places au CPE Le jardin des frimousses et le dépôt d'une offre d'achat acceptée pour l'ancien IGA du 735 rue Notre-Dame à Lachine. L'occupation du bâtiment par les organismes et l'ouverture du CPE intervient à la fin juin 2011 et l'inauguration en septembre de la même année. Le Regroupement est situé à Lachine Est, soit proche des anciennes zones industrielles de la Dominion Bridge et de Jenkins, sur une rue commerçante en cours de revitalisation et dans un secteur de Lachine comptant de nombreux enjeux sociaux en témoigne l'existence d'une RUI à St-Pierre.

Principaux objectifs

Trois objectifs ont été fixés par les partenaires du Regroupement. Tout d'abord créer un lieu unique pouvant accueillir les principaux organismes communautaires lachinois, soit la CDEC, le CJE de Marquette, le CLD de Lachine, Concert'Action Lachine, le GRAME, l'écoquartier de Lachine, le RALI et la 2e installation du CPE Le jardin des frimousses. Il s'agit de proposer un continuum des services pour les citoyens, qu'il soit demandeur d'emploi, entrepreneur, décrocheur, parent d'un enfant de moins de 5 ans, comité impliqué dans son quartier, citoyen souhaitant contacter son député, bénévole cherchant à s'impliquer dans son milieu, citoyen cherchant des conseils en développement durable, etc.

Le Regroupement est aussi un outil de revitalisation pour la rue Notre-Dame. En rénovant un bâtiment inoccupé depuis 2006 et en y créant ou transférant plus de 65 emplois, le Regroupement de Lachine participe activement aux efforts de

l'association de commerçants, de l'arrondissement Lachine et du CLD Lachine pour redynamiser une artère qui a été le cœur économique, culturel et social d'un large secteur.

Le Regroupement est enfin un outil de financement pour les organismes partenaires qui permettra à moyen terme de se doter d'un fond d'investissement pour les projets issus de la communauté.

Principaux participants et partenaires

Les participants et partenaires directement impliqués dans le projet sont la CDEC LaSalle-Lachine, le CJE Marquette, le CLD Lachine, Concert'Action Lachine, le GRAME et l'écoquartier de Lachine, le RALI, l'arrondissement Lachine et le CPE Le jardin des frimousses.

Le projet a aussi été possible grâce à l'implication financière de l'arrondissement Lachine, de la direction du développement économique de la ville de Montréal, du fonds pour la métropole du Ministère des affaires municipales (MAMROT), du Ministère de la famille (MFA), du Ministère de la santé (MSS) et de l'Institut national de la santé publique du Québec (INSPQ) et du fonds en économie sociale du CLD de Lachine.

Le financement a pu être complété avec l'appui de la Caisse d'économie solidaire Desjardins (CÉCOSOL), Investissement Québec (IQ), la Fiducie du Chantier de l'économie sociale (Fiducie) et le fonds local d'investissement du CLD de Lachine. Finalement plusieurs organismes et personnalité ont rejoint le Regroupement pour installer leurs bureaux. Mme Isabelle Morin, députée de Notre-Dame-de-Grâce – Lachine y a ouvert sa permanence de comté et J'apprends avec mon enfant (JAME) a installé un bureau. Les Productions Multisens viendront prochainement s'ajouter aux membres du Regroupement et proposera des cours de théâtre aux citoyens.

Description du projet

Le Regroupement est un projet collectif des organismes communautaires lachinois qui a nécessité un investissement de plus de 4 millions de dollars et a maintenu ou créé 65 emplois dans un quartier en revitalisation. Le bâtiment offre 80 places de garderie subventionnées, des services en employabilité, entrepreneuriat, développement durable, lutte au décrochage et développement local. Un investissement de près de 2 millions de dollars dans le cadre du Plan d'Action sur les changements climatiques (PACC), volet Lutte aux îlots de chaleur, a permis de toucher 3 secteurs de Lachine Est. Ainsi le bâtiment du Regroupement est équipé avec un système de géothermie, un toit vert, des murs et fenêtres isolées, des murs verts et des dispositifs d'économies d'énergie. Aussi près de 200 arbres ont été plantés et des espaces verts créés entre le bâtiment et le quartier St-Pierre. Enfin, la rue principale et la cour de l'école Martin Bélanger ont été verdies.

Principales réalisations

Cinq réalisations sont à retenir soit la création d'une forte dynamique entre les organismes communautaires, le soutien à la revitalisation de la rue Notre-Dame, un investissement de près de 2 millions de dollars dans la lutte aux îlots de chaleur urbains dans l'Est de Lachine, l'ouverture d'un nouveau CPE de 80 places et la création ou le maintien de plus de 60 emplois.

Côte-des-Neiges- Notre-Dame-de-Grâce



Projet PR@M Commerce sur l'artère commerciale Victoria

Informations générales

Au cours de l'été 2009, la CDEC CDN/NDG a développé un projet intitulé aménagement des façades pour les commerces de la rue Victoria dans le quartier Côte-des-Neiges. L'objectif de ce projet consistait à offrir un service gratuit de conseils pour l'aménagement des façades des commerces sur cette artère qui avait fait l'objet d'un projet de revitalisation suite à des interventions ciblées du bureau d'arrondissement.

La CDEC CDN/NDG a proposé au professeur émérite du département d'aménagement de l'Université de Montréal, monsieur Jean-Claude Marsan, d'inscrire ce projet dans le cadre d'un stage d'un élève au programme de maîtrise en architecture. La stagiaire, madame Judith Proulx a visité un total de 120 commerces au cours de l'été 2009 pour proposer ses services à titre de consultante, afin de réaliser des esquisses via le logiciel Sketchup, incluant des propositions pour la rénovation et l'amélioration de l'aspect extérieur des façades des commerces.

Un total de 89 commerces ont bénéficié de ses services et ces esquisses ont permis à une quinzaine de projets de générer des investissements totaux de 650 000\$, dont le tiers provenant du programme PR@M Commerce. Ce projet unique à Montréal a fait école et de nombreux candidats sont disponibles pour offrir leurs services, afin de bénéficier d'une expérience de travail originale.

Quant à madame Proulx, elle a été embauchée l'année suivante par la Ville de Longueuil à titre d'architecte.

Côte-des-Neiges- Notre-Dame-de-Grâce



La coopérative La Maison verte

Informations générales

La coopérative de solidarité en environnement La maison verte est une coopérative communautaire détenue par ses membres qui propose des produits et des services écologiques pour la maison et ses résidents ainsi que des opportunités d'apprentissage, de rassemblement et d'échange populaires dans le but de faciliter le virage vert parmi les citoyens de l'arrondissement et de la métropole.

Principaux objectifs

Depuis 10 ans, la coopérative entreprend de conscientiser le public, par l'entremise de ses ateliers, ses événements et ses interactions avec les membres et les clients, à propos des enjeux environnementaux et écologiques auxquels nous faisons face à cause de la sur-consommation et l'obsolescence des produits conventionnels. Leur philosophie est d'éduquer, de conscientiser et d'outiller le public afin qu'il puisse faire des choix de consommation éclairés, réalistes et appropriés qui l'aidera à contrevenir à ces enjeux au quotidien.

Principaux participants et partenaires

Les partenaires d'affaire principaux de la coop sont la Ferme du Zéphyr et la Ferme Mange-tout. Les multiples organismes œuvrant en environnement dans le secteur de CDN-NDG sont également considérés comme des partenaires. Finalement, les partenaires financiers principaux depuis la fondation de la coop sont la CDEC CDN-NDG, le RISQ, la Caisse d'économie Solidaire et la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, qui ont appuyé le développement du projet ou l'achat du 5783-5785 Sherbrooke ouest.

Description du projet

La coopérative compte actuellement 3 employés à temps plein, 6 employés à temps partiel, et de nombreux travailleurs à contrat. « La Coopérative de solidarité en environnement La Maison Verte est un bon exemple de mobilisation citoyenne autour d'un projet d'économie sociale ayant un impact significatif sur l'économie locale. Avec ces quelque 8 000 membres et l'appui de plusieurs groupes et entreprises communautaires, ce projet prouve qu'il est possible de conjuguer rentabilité et promotion de pratiques environnementales saines et durables par l'enseignement et l'action sociale », souligne Jacques Charest, directeur général de La Fiducie du Chantier de l'économie sociale.

Bref historique

Les membres fondateurs ont ressenti un urgent besoin d'agir pour pallier à deux problématiques sociales importantes, soit l'isolation sociale et la crise environnementale. Ils ont opté pour la création d'un espace de rencontre communautaire voué à informer et fournir des options de consommation éco-responsable aux citoyens du quartier.

Fondée en 1999, la Maison Verte est une coopérative de solidarité qui propose une variété de produits et de solutions écologiques et équitables de grande qualité ainsi que des ressources visant à favoriser une consommation responsable. Il s'agit de la première coopérative de solidarité en environnement au Canada. Son ancrage dans le milieu n'est plus à prouver avec quelque 8 000 membres et le soutien des acteurs économiques de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. L'entreprise repose également sur son vaste réseau et représente une vitrine importante pour bon nombre de petits producteurs québécois. Outre la vente de ses produits, la coopérative organise également une panoplie d'événements et d'activités qui répondent aux intérêts de sa clientèle cible et lui assure une certaine visibilité. La Coopérative a entrepris, afin d'accroître son rayonnement, de réaliser deux projets structurants en 2009 : l'acquisition du bâtiment où elle opère depuis 2001 et augmenter l'accessibilité à ses produits par le biais d'un site transactionnel de ventes en ligne.

Principales réalisations

La coopérative la maison verte était, au moment de son ouverture en novembre 2000, la première coopérative en son genre au Canada. Elle a depuis connu un grand succès au sein du quartier, inspirant des gens partout à travers la province d'ouvrir des espaces communautaires comparables. Elle a su marier consommation, conscientisation et communauté et continue d'être un des commerces pivots de la rue Sherbrooke. La coopérative et ses membres travailleurs ont été les récipiendaires de plusieurs prix au cours des années. Elle était entre autre les récipiendaires du Prix du Mérite Coopératif (Relève coopérative) de la CDR-Montréal Laval en 2002 et 2003, et ont reçu un prix de la Société des grands citoyens (Économie et Innovation) en 2010.

Conclusion

La coopérative, de par son offre de produits éco-responsables dans un quartier où ces produits sont souvent difficiles à trouver, permet une meilleure accessibilité à ces produits tout en permettant un accès à des services de formation et d'éducation par l'entremise d'ateliers, de conversations, et autres événements gratuits.

Côte-des-Neiges- Notre-Dame-de-Grâce



Melons et clémentines

Tout ce qu'il faut pour allaiter, c'est un enfant et deux seins. Ça n'a pas de prix. Pour tout le reste, il y a Melons et clémentines.

Informations générales

Allaiter, c'est sexy : c'est à partir de cette idée que Marie-Maude Grenier et Renée Boudreau ont conçu leur espace. On y trouve des dessous, des robes de nuit, des vêtements Momzelle, ou Boob, etc. Ça, c'est pour maman. Et pour bébé, on trouve toute la gamme des produits Safia (une marque Québécoise), des porte-bébés, etc. Au café, on déguste une boisson chaude et un sandwich, ou l'on prend une salade ou une soupe pendant que Junior s'amuse parmi les jouets: le grand luxe!

Mais ce qui est le plus précieux chez Melons et clémentines, ce sont les conseils. Marie-Maude et Renée ont été mairaines d'allaitement pendant quatre ans et elles en connaissent un rayon! Elles ont aussi aménagé un espace chaleureux où l'on peut recevoir une consultation (payante) avec une conseillère en lactation.

Adresse :
5659 Sherbrooke Ouest (entre Oxford et Harvard)
Montréal, Québec H4A 1W6

Principaux objectifs

Melons et Clémentines est le premier détaillant d'articles et services d'allaitement à Montréal, un exemple à suivre dans la sensibilisation à l'allaitement ainsi qu'un leader pour supporter les mamans dans leur décision d'allaiter.

Principaux participants et partenaires

Mme Marie-Maude Grenier et Mme Renée Boudreau
(Melons et clémentines).
CDEC Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce.
SAJE Montréal Centre.

Description du projet

Les mères qui allaitent ou désirent allaiter leurs enfants ont plusieurs inquiétudes ou besoins divers. Encore aujourd'hui, il est difficile de remédier à la situation et leur apporter le soutien nécessaire.

Que ce soit pour trouver un produit d'allaitement précis, ou pour rencontrer un spécialiste, les futures où les nouvelles mamans manquent de ressources. Le projet Melons et Clémentines vient directement pallier à ce besoin omniprésent et permet de promouvoir l'allaitement.

Boutique de produits d'allaitement et de produits pour bébés :

- Vêtements d'allaitement;
- Coussin d'allaitement;
- Crèmes, gels, coussinets;
- Suppléments nutritif, thés, herbes;
- Documentations.

Services d'aide à l'allaitement :

- Formations et séminaires sur l'allaitement, la nutrition, les complications, etc.;
- Services de consultation de spécialistes certifiés;
- Librairies pour consultation de livres et DVD d'allaitement;
- Séances d'informations pour les papas;
- Pesée pour les bébés;
- Café et restaurant.

Coût total du projet : 65 000\$

Subvention Jeunes Promoteurs : 8 000\$

Emplois : création de deux emplois à temps plein.

Bref historique

Melons et Clémentines est un concept unique au Québec. Lancée en avril 2010, l'entreprise est l'aboutissement des quatre années de bénévolat de Renée Boudreau et Marie-Maude Grenier comme mairaines d'allaitement pour Nourri-Source NDG. C'est cette expérience de soutien mère-à-mère qui a sensibilisé les deux femmes à la difficulté pour les familles de trouver toutes les ressources et les produits dont elles avaient besoin, et ce sous un même toit. Que l'on vienne chez Melons et Clémentines pour être conseillé sur les outils qui faciliteront l'allaitement ou encore pour se faire rassurer, pour s'informer ou juste pour être écouté, on y découvrira que Renée Boudreau et Marie-Maude Grenier mettent toutes leurs connaissances au profit des parents. Elles souhaitent voir de plus en plus d'enfants être allaités, afin d'assurer un continuum dans les soins de santé périnataux.

Principales réalisations

Melons et Clémentines, désire normaliser l'allaitement, et faire en sorte qu'il soit facile, beau et agréable. En informant, en soutenant, en offrant des services et des produits à la fois éthiques et «tendance» aux mères d'aujourd'hui, la boutique Melons et Clémentines est devenue une ressource incontournable en allaitement.

Conclusion

Melons et Clémentines se positionne sur le marché comme le seul magasin de détail dédié à l'allaitement maternel sous toutes ses formes. Le concept de l'entreprise se concentre sur les besoins en allaitement de la mère, du bébé mais aussi de la communauté qui soutient et valorise l'allaitement maternel.

Côte-des-Neiges- Notre-Dame-de-Grâce



Atelier sur l'analyse des compétences à l'intention des chercheurs d'emploi du territoire

Informations générales

L'activité sur l'analyse des compétences est une approche modulaire développée au sein de l'équipe d'employabilité de la CDEC CDN/NDG.

L'analyse des compétences est offerte dans une formule de groupe de quatre jours et offre la possibilité aux participants d'élargir leur connaissance au plan professionnel, de déterminer les lignes directrices d'une démarche afin de les aider à percer le marché du travail et d'établir un plan d'action pour réaliser leur objectif d'emploi.

La formule de groupe offre aussi une occasion de briser l'isolement, de se faire un réseau de contacts et de se divertir en participant à des activités dynamiques et stimulantes, à partir des techniques analytiques et créatives.

Principaux objectifs

L'atelier sur l'analyse des compétences permet de :

- Valider son objectif d'emploi ;
- Se renseigner sur les caractéristiques d'un emploi ;
- Identifier nos compétences transférables et professionnelles (Établir votre portefeuille de compétences) ;
- Connaître ses propres barrières dans l'atteinte de votre objectif d'emploi ;
- Planifier nos démarches pour réaliser votre objectif d'emploi (Établir un plan d'action à court, moyen, long terme).

Principaux participants et partenaires

Le MICC et les organismes communautaires de notre arrondissement ont très bien accueilli ce projet, ils ont à maintes reprises souligné sa pertinence ainsi que sa complémentarité avec les services déjà existants. De plus, afin de répondre aux spécificités de notre bassin de chercheurs d'emploi, l'atelier est offert dans les deux langues.

Description du projet

L'atelier sur l'analyse des compétences permet de découvrir tout ce qui caractérise le chercheur d'emploi, en terme de :

- Potentiel : identification de toutes les compétences développées au cours des différentes expériences professionnelles, incluant les stages et le bénévolat
- Intérêt : Identification du style sociale de la personne – Test TRIMA. Les styles sociaux dépeignent les tendances dominantes des individus, qui se traduisent sous la forme de compétences très fortes ou alors points forts ainsi que sous la forme de style de leadership.
- Emploi recherché : s'informer sur l'emploi recherché, les tâches reliées à l'objectif d'emploi, le niveau de scolarité ou de formation requis ainsi que la personnalité ou le tempérament associé à l'emploi, via les monographies professionnelles. (Repères et Choix).

Bref historique

En 2002, deux agentes de la CDEC Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce ont développé un outil innovateur afin de répondre aux besoins des chercheurs d'emploi de notre territoire. Elles ont voulu compléter l'offre de service en employabilité qui existait à cette époque et surtout permettre à un grand nombre de personnes immigrantes de bénéficier d'un bilan de compétences personnalisé et entièrement gratuit.

Principales réalisations

L'atelier a permis à des centaines de chercheurs d'emploi de recevoir un accompagnement personnalisé et de s'intégrer avec succès dans le monde du travail québécois. L'atelier est tout particulièrement utile à tout nouvel arrivant, car il lui permet de s'informer sur la réelle dénomination de l'emploi qu'il recherche ainsi que des tâches et des exigences reliées à cet emploi. Il permet aussi d'acquérir tout le vocabulaire relatif à la recherche d'emploi, à savoir les compétences spécifiques, les compétences génériques, les intérêts, les compétences fortes et les réalisations. Le chercheur d'emploi peut donc se faire comprendre et mettre en valeur son potentiel à travers des exemples concrets lors des entrevues d'embauche.

Conclusion

L'atelier sur l'analyse des compétences est une approche créative, humaine et personnalisée qui regroupe un maximum de 8 personnes, aux origines variées et aux multiples profils, mais dont l'objectif commun est celui de découvrir qui ils sont (potentiel, intérêt, compétences développées) et ce qu'ils recherchent (objectif d'emploi, secteur d'activité, environnement de travail). Bref, les préalables indispensables à toute démarche de recherche d'emploi.

Rosemont- Petite-Patrie



Le Technopôle Angus, une zone d'emploi urbaine

Informations générales

La CDEC Rosemont-Petite-Patrie, soutenue par une mobilisation de la communauté, a orchestré l'achat d'un vaste terrain laissé vacant en 1992 par la fermeture des Shops Angus du Canadien Pacifique afin de relancer cette zone d'emploi et contribuer à combattre un taux de chômage élevé.

Elle a créé, en 1995, la Société de développement Angus (SDA), un organisme à but non lucratif pour développer et gérer le Technopôle Angus. Des partenariats ont été développés pour restaurer le Locoshop et pour construire de nouveaux édifices destinés à offrir des espaces industriels au cœur de Montréal.

Délimité par les rues Molson, Rachel, André-Laurendeau et Mont-Royal, le Technopôle Angus constitue aujourd'hui une opportunité de développement indéniable pour l'arrondissement. À terme, ce parc d'affaires urbain devrait compter 1,5 millions de pi² construits. À l'heure actuelle, quelque 50 entreprises privées, de l'économie sociale et du secteur institutionnel y emploient près de 2 000 personnes. Ces entreprises œuvrent principalement dans le secteur des sciences de la vie/santé, de l'environnement, de l'économie sociale, de la distribution/commerce, des services, des technologies de l'information et des communications, audiovisuel et multimédia.

Principaux objectifs

Palier la perte de 1 000 emplois provoquée par la fermeture des Shops Angus du Canadien Pacifique.

Contribuer à la création d'emplois dans des domaines d'avenir.

Principaux participants et partenaires

CDEC
Développement économique Canada
Gouvernement du Québec
Ville de Montréal

Bref historique

En 1992, la fermeture complète des Shops Angus entraîne la perte de 1 000 emplois et laisse des bâtiments désaffectés et des terrains contaminés. En 1994, le milieu se mobilise autour de la CDEC pour conclure une entente avec le Canadien Pacifique, propriétaire des terrains. La moitié du site, soit 2,5 millions de pieds carrés devient ainsi disponible pour réaliser un développement industriel qui aidera à contrer le taux de chômage élevé que connaît ce secteur de Montréal.

Dès 1995, la Société de développement Angus (SDA) est mise sur pied. Un an après, les premiers employés de la SDA entrent en fonction et commencent à développer le site.

En 1999, un groupe de partenaires comprenant la CDEC Rosemont-Petite-Patrie, la Société de développement Angus, le Collège de Rosemont et la Commission scolaire de Montréal, créent 'Insertech Angus (CIFER Angus à l'origine), une entreprise d'insertion pour jeunes en difficulté dans le domaine de l'informatique. Insertech Angus qui devient le premier locataire du Technopôle Angus.

En 2005-2006, le Technopôle Angus se positionne à la pointe du développement urbain durable avec :

- La construction du premier édifice écologique (LEED) multilocatif au Québec (2006)
- L'obtention de la certification Visez vert de gestion écologique d'immeubles pour 5 de ses édifices
- L'implantation du Plan de transport durable et du Plan de gestion des matières résiduelles.

Au fil des années, la SDA fait l'acquisition de plus de terrain, lance la construction de nouveaux édifices (dont un certifié LEED) et reçoit en 2011 l'appui des gouvernements du Canada et du Québec à hauteur de 20 M\$ sous forme de prêt pour poursuivre son développement.

Principales réalisations

Construction de 5 édifices ayant tous pour objectif de favoriser l'implantation d'entreprises et d'organismes liés à la nouvelle économie :

- Un pour accueillir des entreprises de haute technologie (2001-2002);
- Centre de Biotechnologies Angus (2003);
- Carrefour de l'économie sociale Angus (2004);
- Construction d'un immeuble de bureaux pour accueillir, entre autres, le Centre financier aux entreprises Desjardins (2005);
- Construction du premier édifice écologique (LEED) multilocatif au Québec (2006).

Démarchage d'entreprises aptes à dynamiser cette zone d'emploi :

- Des organisations telles Insertech Angus, le Centre financier aux entreprises Desjardins, des plateformes de recherches du Centre de Recherche du CHUM, le Centre de coordination de l'Institut de Cardiologie de Montréal s'installent et emploient aujourd'hui 2 000 personnes

Conclusion

La société civile, parce qu'elle disposait d'une CDEC, a pu se mobiliser et réaliser une série d'actions concertée qui lui a permis de réagir à une perte d'emploi massive. 2 000 employés travaillent aujourd'hui sur ce site.

Rosemont- Petite-Patrie



Sauvegarde et relance du Cinéma Beaubien

Informations générales

À l'été 2000, une annonce de Cineplex Loews Odeon laissait entrevoir la fermeture du Cinéma Le Dauphin, en exercice depuis 1937. La CDEC, pour répondre à la volonté de la population et du milieu du cinéma, a élaboré un plan de relance et recueilli les appuis financiers qui ont permis de maintenir et de redonner un nouveau souffle à cet équipement important au plan culturel et au plan économique dans le secteur du parc Molson au cœur de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie.

L'entreprise d'économie sociale, mise sur pied par la CDEC pour acquérir et gérer le dernier cinéma de quartier à Montréal développe depuis avec un incontestable succès le Cinéma Beaubien.

Principaux objectifs

Maintien d'un équipement culturel important pour la population du territoire et pour le milieu culturel.

Maintien et accroissement de la vitalité économique de la rue Beaubien près du parc Molson.

Sauvegarde du dernier cinéma de quartier à Montréal.

Principaux participants et partenaires

Citoyens, commerçants et gens du cinéma mobilisés autour de la CDEC.

Partenaires financiers :

- CDEC Rosemont-Petite-Patrie
- Gouvernement du Québec (ministère de la Culture et ministère des Affaires municipales et de la Métropole)
- Ville de Montréal,
- Desjardins
- Filaction
- Réseau d'investissement social du Québec.

Bref historique

Voir ci-dessus pour les prémisses du projet.

Depuis l'achat et la relance du cinéma :

En 2002, tel que prévu au plan d'affaires initial, des travaux de réfection, de mise aux normes et de rénovation du bâtiment ont été réalisés afin de doter le cinéma d'une troisième salle multifonctionnelle. Ces investissements entraînent des retombées significatives : le chiffre d'affaires dépasse les prévisions établies au moment du rachat du cinéma et son taux d'occupation dépasse les standards de l'industrie du cinéma, toutes salles confondues. Le Cinéma Beaubien a enregistré une croissance continue de sa rentabilité économique.

Le Cinéma Beaubien a complété son offre de service par l'ajout de deux nouvelles salles dont l'ouverture officielle a eu lieu en décembre 2008. Fort de ces cinq salles, le Cinéma continue de répondre à la demande de sa clientèle et de remplir pleinement sa mission de diffusion de films francophones de qualité. Les partenaires financiers pour le projet d'agrandissement sont le CFE Desjardins, Investissement Québec, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, la SODEC (programme d'aide à la promotion et à la diffusion), le ministère des Affaires municipales et des Régions (Fonds de développement de la Métropole) et la CDEC Rosemont-Petite-Patrie.

En 2011, le cinéma a de nouveau réalisé des améliorations importantes qui lui permettent de diffuser des films en format numérique.

Principales réalisations

Le Cinéma Beaubien a contribué au maintien et au renforcement de la mise en valeur de l'identité et du patrimoine culturels de Rosemont-La Petite-Patrie et de Montréal.

Grâce à un Conseil d'administration représentatif des milieux culturel, économique et social et à sa participation à des événements majeurs (plusieurs festivals et activités de développement du jeune public) et à la reconnaissance du milieu (prix Jutra 2004 du meilleur exploitant de salle), le Cinéma Beaubien est devenu un lieu de référence en matière de diffusion du cinéma québécois et canadien.

Le Cinéma Beaubien a permis de maintenir 8 emplois et d'en créer 15 nouveaux dans un souci d'équité et de conciliation travail-étude.

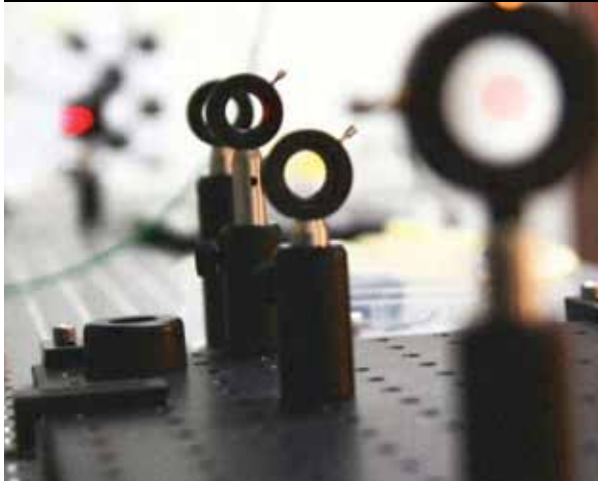
En plus de participer à l'image de marque de l'arrondissement, le Cinéma Beaubien joue un rôle structurant pour la vitalité d'un secteur commercial (rue Beaubien) et contribue à l'élargissement des services culturels offerts à la communauté rosemontoise et montréalaise.

Conclusion

Sans l'intervention de la CDEC, la fermeture du Cinéma aurait probablement été considérée comme une simple transaction financière et immobilière.

Parce qu'elle est enracinée dans son milieu, la CDEC était à même de saisir le rôle qu'avait le Cinéma en matière de vitalité économique, culturelle et sociale pour l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie et de comprendre son importance au plan du sentiment d'appartenance éprouvé par la population.

Rosemont- Petite-Patrie



Campus des technologies de la santé

Informations générales

Alors que certains secteurs de l'industrie traditionnelle ont connu, ces dernières années, des difficultés majeures entraînant des pertes d'emplois massives, le secteur des sciences de la vie, premier domaine d'emploi dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, présente un fort potentiel au plan économique et est en plein essor. La CDEC a créé en 2008 le Campus des technologies de la santé (CTS) afin d'offrir aux entreprises de cette industrie, un encadrement structuré, un environnement synergique, un accompagnement en services-conseils et un réseau de partenaires aptes à assurer leur développement, leur pérennité et leur rayonnement international.

Avec une mise de fonds publics relativement modeste (1 M\$ sur trois ans), la CDEC a été à même de mobiliser un ensemble de partenaires investisseurs, chercheurs, institutionnels et privés qui œuvrent aujourd'hui de concert afin de servir de catalyseurs dans la commercialisation d'inventions québécoises.

Principaux objectifs

- Contribuer à l'essor d'une économie du savoir à Montréal en soutenant le développement d'un secteur économique à fort potentiel.
- Attirer dans Rosemont–La Petite-Patrie une nouvelle typologie d'entreprises aptes à participer à sa vitalité économique;
- Contribuer à redynamiser la zone d'emploi Bellechasse longeant la voie ferrée entre les rues Saint-Denis et Saint-Laurent.

Principaux participants et partenaires

Desjardins, Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Ville de Montréal, Conférence régionale des élus de Montréal.

Description du projet

Le CTS comprend deux volets. Un volet de services conseils et un volet d'espaces locatifs.

En aidant les entreprises à réussir leur phase de commercialisation, le CTS répond à un réel besoin. En effet, malgré leur fort potentiel économique, les entreprises en technologies de la santé ont du mal à réussir leur maturation commerciale (la grande majorité des inventions canadiennes ne passent pas au stade de la commercialisation).

Établie en tenant compte des besoins concrets des entreprises, l'offre de service du CTS mise sur le partenariat et les alliances. Unique au Québec, elle permet aux entreprises d'avoir accès à des expertises en commercialisation, réglementation, clinique, exportation et propriété intellectuelle.

La caractéristique la plus innovante des services offerts consiste dans le maillage réalisé entre les entrepreneurs cherchant à commercialiser un produit innovant et des experts provenant des secteurs de l'industrie, de la santé, de la recherche. L'offre de services se décline ainsi :

- Tech•Action : échange entre les entrepreneurs et les experts du CTS pour discuter du défi, de la problématique ou de l'objectif stratégique de l'entreprise;
- Match•Parfait : amène les entreprises à développer de la bonne façon les bons partenariats;
- TOP10•Finance : outille les meilleures entreprises du secteur pour optimiser leurs chances d'obtenir des financements;
- Club•Medtech : déjeuners thématiques réunissant des chefs d'entreprises et des experts du secteur;
- L'Espace•Vie (incorporé en 2009) : espaces locatifs abordable, adresses d'affaires et environnement synergique.

Bref historique

Afin de contrer les pertes d'emplois subies dans l'industrie traditionnelle (principalement celle du textile), la CDEC a commandé la réalisation de deux études, l'une réalisée par Innovitech en janvier 2002 et l'autre réalisée par Taktik, Division de Secor Conseil, septembre 2003 qui lui ont permis de déterminer quel type de projet serait à même de jouer un rôle de levier pour susciter le développement d'une nouvelle typologie d'entreprises dans l'arrondissement.

Une fois le secteur des technologies de la santé identifié, la CDEC a développé un réseau de partenaires comprenant des acteurs de l'industrie, du secteur de la recherche, des institutions publiques et a établi un plan d'affaires. Le CTS a été incorporé en 2008.

Principales réalisations

À ce jour, au plan des services, le CTS a réalisé : 153 interventions de services conseils, 12 accompagnement Match Parfait, 44 rencontres Tech Action, 3 accompagnement Tech Finances, 6 rencontres Club Metctech.

Le CTS participe au rayonnement international de Montréal. Il a en effet été l'hôte du colloque dans le cadre des Entretiens Jacques Cartier (2008-2009) et organisé un colloque en novembre 2010 à Lyon. En 2009 le CTS a conclu une alliance stratégique avec l'ADEBAG (Association pour le développement des bio-industries dans l'agglomération grenobloise) qui prévoit notamment de l'échange d'information et des alliances stratégiques entre entreprises ainsi que l'accueil d'entreprises.

L'Espace-Vie du CTS a atteint la location à pleine capacité en 2011. Huit entreprises (près de 60 emplois) y sont installées.

Conclusion

Le CTS, « grâce à ses services d'accompagnement d'affaires, (...) contribue à renforcer la position de Montréal en matière d'innovation sur le plan des technologies de la santé. Montréal est le seul endroit au Canada, et l'un des rares dans le monde, à pouvoir soutenir les entreprises du secteur des sciences de la vie dans chaque phase du développement d'un produit, de la recherche jusqu'à la commercialisation. »

— M. Gérald Tremblay, maire de Montréal, 8 septembre 2009.

Rosemont- Petite-Patrie



CycloChrome

Informations générales

Fondée en août 2008, CycloChrome est une entreprise d'économie sociale à but non lucratif, développée par la CDEC Rosemont- Petite-Patrie au nom des CDEC de Montréal. La mission de l'entreprise est d'assurer l'entretien régulier des vélos BIXI de Montréal ainsi que leur remise à niveau pendant la saison hivernale tout en poursuivant une mission de lutte au décrochage scolaire.

Principaux objectifs

Offrir un service d'entretien de qualité.

Contribuer à la persévérance scolaire de jeunes Montréalais à haut risque de décrochage scolaire en leur offrant un environnement stimulant et valorisant.

Principaux participants et partenaires

CDEC Rosemont-Petite-Patrie, CDEC Centre-Sud Plateau Mont-Royal, Ville de Montréal, CSDM, École Père-Marquette, Vélos en libre-service Montréal.

Description du projet

À l'invitation de la Ville de Montréal, la CDEC, au nom des CDEC de Montréal, a mis sur pied, en 2008 une entreprise d'économie sociale, CycloChrome, chargée d'entretenir la flotte de vélos en libre-service de la Ville de Montréal, BIXI.

Pour réaliser le projet, la CDEC s'est associée avec l'école secondaire Père-Marquette, qui a expressément conçu un programme alternance travail-étude menant à l'obtention d'un diplôme de préposé à l'entretien de vélos. Un volet de lutte décrochage scolaire s'est ainsi ajouté aux multiples avantages des vélos en libre-service de Montréal qui remportent un succès international.

La main-d'œuvre de l'entreprise comprend des cohortes d'étudiants de 15 à 18 ans provenant de quatre écoles secondaires. À l'École Père-Marquette, qui a collaboré à l'élaboration du projet, se sont jointes les écoles Édouard-Montpetit, Pierre-Dupuis et Lucien-Pagé.

Les élèves participants font un parcours, en alternance travail-étude qui leur permet de terminer leur secondaire tout en travaillant. Ainsi, en plus de leurs cours réguliers, ils sont appelés à suivre des cours de mécanique générale de vélo pour développer des compétences transférables ainsi que des cours de mécanique spécialisée pour le BIXI. S'ajoutent des formations Service à la clientèle et Sécurité à vélo. Le plan de formation et les activités de stage proposés font l'objet d'une nouvelle fiche de métier semi-spécialisé inscrite au répertoire des métiers semi-spécialisés définis et approuvés par le ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport.

CycloChrome s'intéresse à des jeunes éprouvant de grandes difficultés à l'école et dans leur milieu de vie et qui présentent un potentiel de décrochage supérieur à la moyenne. À Montréal, 30 % des jeunes de moins de 20 ans ne détiennent pas de diplôme. L'entreprise-école permet à une vingtaine de jeunes par année de bénéficier d'un environnement favorable où, parce qu'on leur fait confiance, ils peuvent eux-mêmes reprendre confiance en leurs capacités.

Bref historique

Voir ci-dessus.

Principales réalisations

Alors qu'à sa création en 2008 (coût de démarrage de 100 000 \$), l'entreprise employait 4 personnes elle compte aujourd'hui 53 employés auxquels s'ajoutent les cohortes d'étudiants. Ces cohortes comptaient au début 23 étudiants.

CycloChrome prévoit passer sous peu à des cohortes de 40 étudiants par année.

Tous les participants qui complètent le programme d'alternance études-travail offert par CycloChrome retournent en classe l'année suivant leur participation afin de compléter leur secondaire.

L'entreprise exporte déjà son savoir-faire. En effet, les chefs mécaniciens de CycloChrome ont récemment effectué des voyages à titre de formateurs à Londres et à Melbourne, deux des villes désirant implanter le modèle de vélos en libre-service développé à Montréal.

Conclusion

CycloChrome contribue efficacement à la persévérance scolaire des jeunes Montréalais.

Le fait que les pouvoirs publics aient confié à la CDEC la mission de mettre sur pied une entreprise d'économie sociale destinée à réaliser un mandat d'une telle importance stratégique (l'entretien de la flotte de vélos en libre-service), constitue un point marquant dans l'évolution, à Montréal, d'un modèle économique solidaire.

Saint-Léonard



Revitalisation de la rue Jean-Talon à Saint-Léonard

Informations générales

Située à Saint-Léonard, la rue Jean-Talon est l'une des principales artères commerciales du territoire. Du fait de la sous-exploitation de son potentiel, sa revitalisation est au centre des préoccupations locales depuis plusieurs années. Afin de répondre à ces préoccupations, la CDEC y mène des actions depuis l'année 2003.

Principaux objectifs

Afin de relever les défis liés à la dévalorisation de cette rue, les actions menées par la CDEC ont tourné autour de plusieurs objectifs :

- La sauvegarde et la dynamisation du commerce de proximité,
- Le maintien de la mixité des emplois de bureaux et des emplois commerciaux,
- L'attraction d'une nouvelle clientèle venant d'autres secteurs résidentiels.
- Un développement économique et commercial profitable à la communauté et la création de milieux de vie agréables.

Principaux participants et partenaires

Dans le cadre de ce projet, la CDEC a travaillé avec plusieurs partenaires :

- Les élus et l'Arrondissement de Saint-Léonard
- La Chambre de commerce
- Les commerçants
- Les institutions financières
- Les citoyens
- Les organismes de développement local

Description du projet

La CDEC Saint-Léonard est inscrite dans une optique de développement local intégré. Face à ce défi majeur qui était de revaloriser l'artère commerciale Jean-Talon (comprise entre les boulevards Viau et de la Villanelle), elle a entamé plusieurs démarches auprès des partenaires du milieu.

En quelques années, elle a réussi à rassembler tous les acteurs du milieu autour d'un projet commun : la revitalisation de la rue Jean-Talon à Saint-Léonard en menant des actions concrètes.

Bref historique

Considérée comme la vitrine commerciale et culturelle de l'arrondissement, la rue Jean-Talon puise une grande partie de sa richesse dans sa pluriethnicité. Malgré cela son potentiel reste sous-exploité. La CDEC a décidé de travailler à la redynamisation (mise en valeur) de cette artère à la lumière de plusieurs constats faits sur le terrain dont voici quelques-uns :

- Le manque d'identité et le faible sentiment d'appartenance collective;
- Le peu d'achalandage sur la rue;
- Elle est dévalorisée de par la vétusté de ses bâtiments, le manque d'infrastructures, etc.;
- Le nombre important de locaux vacants;
- Le peu de collaboration entre les commerçants.

Principales réalisations

Depuis 2002, les actions menées par la CDEC ont permis de noter certaines réalisations dont :

- Mise sur pied de la société de développement commercial de la rue Jean-Talon en 2008;
- Organisation d'activités en vue de sensibiliser et de mobiliser le plus grand nombre de commerçants afin qu'ils s'impliquent dans la démarche de revitalisation de la rue Jean-Talon.
- Participation aux différentes actions menées dans le cadre du programme PR@M- Commerce en vue d'une amélioration physique de l'artère.

Conclusion

Les efforts déployés depuis plusieurs années ont eu des impacts positifs sur cette artère car ils ont permis :

- Une augmentation de l'achalandage sur la rue par rapport aux autres années;
- Une participation croissante de personnes aux activités menées sur la rue Jean-Talon;
- Une hausse de la collaboration entre les acteurs;
- Une baisse importante du nombre de locaux vacants sur la rue;
- Une amélioration de l'espace physique à travers les rénovations des façades des commerces et aussi les efforts de verdissement de la rue.
- Une meilleure connaissance des spécificités de la rue.

Saint-Léonard



Étude et colloque en environnement

Informations générales

Dans sa volonté de faire le lien entre économie sociale et environnement, la CDEC Saint-Léonard a décidé de réaliser une étude qui viendrait documenter ce créneau afin de faire émerger des projets environnementaux à Saint-Léonard. Les résultats obtenus, ont été diffusés lors d'un colloque qui a rassemblé citoyens, entrepreneurs, acteurs et partenaires locaux et régionaux.

Principaux objectifs

Étude

- Cerner les besoins en environnement pour Saint-Léonard;
- Identifier les potentiels d'entreprises d'économie sociale en environnement viables pour Saint-Léonard.

Colloque

- Identifier et mobiliser des leaders et des promoteurs ayant le goût de s'impliquer dans des actions dans le domaine de l'environnement;
- Conduire à un engagement de la part des organismes et des individus par la signature d'un document d'intention portant sur des actions concrètes.

Principaux participants et partenaires

Cet événement a rassemblé 90 participants dont des citoyens de Saint-Léonard, des travailleurs de Saint-Léonard et des personnes venues de l'extérieur du territoire dont des représentants des différents ministères, du milieu communautaire, des institutions et du milieu des affaires.

Description du projet

Le projet comportait deux volets : étude et colloque.

Il consistait à documenter les possibilités de développer des projets environnementaux à Saint-Léonard, plus particulièrement dans le domaine de l'économie sociale. Pour ce faire, une étude portant sur «les potentiels d'entreprises collectives en environnement à Saint-Léonard» a été réalisée. La CDEC s'est aussi impliquée dans une activité de sensibilisation d'envergure qui était le Colloque en environnement, le premier du genre à Saint-Léonard. Lors de cet événement, les résultats de l'étude précédente ont été présentés.

Bref historique

Devant le constat qu'il y a peu d'entreprises d'économie sociale œuvrant pour un développement durable à Saint-Léonard, la CDEC a décidé de documenter ce créneau afin que de telles entreprises voient le jour sur son territoire. Le comité développement durable a appuyé l'élaboration de cette recherche par son rôle de comité « aviseur ». C'est suite à cela que l'idée d'organiser le colloque est née.

Principales réalisations

Toutes les informations recueillies ont permis d'identifier des pistes d'entreprises et de projets d'économie sociale en environnement potentiellement viables pour Saint-Léonard. Trois pistes d'actions prioritaires ont été mises de l'avant :

- La réutilisation d'objets
- La consommation responsable
- Le verdissement

De plus, la tenue de cet événement a mis en lumière la réceptivité de la population léonardoise aux nouvelles initiatives. En effet, non seulement les pistes documentées dans l'étude ont trouvé une résonance dans les priorités d'intervention à réaliser, mais d'autres pistes, tel le transport en commun et le besoin d'un lieu d'information et de sensibilisation ont été largement discutés.

Conclusion

Ce colloque a permis de sensibiliser et de mobiliser un bon nombre de personnes autour de la thématique de l'environnement.

Suite au colloque, des démarches ont été entreprises auprès de l'arrondissement par la CDEC Saint-Léonard et d'autres partenaires pour la mise sur pied d'un éco-quartier à Saint-Léonard. Un an après, les démarches portaient fruit avec la création d'un éco-quartier pour le territoire en 2010.

D'autres démarches auprès des partenaires ont conduit à un nouveau projet : le verdissement de la rue Jean-Talon. Ce projet est actuellement en cours et on note l'implication directe de l'arrondissement et d'autres partenaires du milieu.

Saint-Léonard



Concours Ça bouge à Saint-Léonard

Informations générales

Le concours *Ça bouge à Saint-Léonard* est organisé depuis plus de six ans par la CDEC Saint-Léonard. Il a pour but d'encourager l'esprit d'entreprise auprès des futurs entrepreneurs de Saint-Léonard.

Principaux objectifs

- Appuyer financièrement la création ou l'acquisition d'entreprises à Saint-Léonard.
- Informer les citoyens de l'arrondissement des ressources disponibles en matière d'appui à l'entrepreneuriat.
- Participer au développement économique et social et à la création d'emploi à Saint-Léonard.
- Promouvoir la culture entrepreneuriale auprès des citoyens de Saint-Léonard et des clientèles ciblées suivantes : les jeunes, les immigrants et les femmes.
- Participer à la revitalisation des artères commerciales de Saint-Léonard.
- Souligner la réussite d'entreprises léonardoises qui se démarquent tant par leur viabilité que leur implication au sein de la communauté.

Principaux participants et partenaires

- Le Carrefour jeunesse-emploi Viger / Jeanne-Mance
- La Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse
- Le Service d'aide aux jeunes entrepreneurs de l'Est (SAJE)
- La Chambre de commerce de Saint-Léonard
- Le journal l'Édition
- Le Progrès Saint-Léonard
- Emploi-Québec
- Desjardins
- Ville de Montréal

Description du projet

Dans le cadre de ce concours qui a pour objectif d'appuyer financièrement la création ou l'acquisition d'entreprises à Saint-Léonard, les entrepreneurs sont invités à déposer un projet d'affaires dans l'une des cinq catégories suivantes :

- Entrepreneuriat jeunesse (bourse de 7 500 \$ à 10 000 \$)
- Entrepreneuriat féminin (bourse de 7 500 \$ à 10 000 \$)
- Entrepreneuriat immigrant (bourse de 7 500 \$ à 10 000 \$)
- Initiative collective (bourse de 7 500 \$ à 10 000 \$)
- Commerce de détail - Rue Jean-Talon (bourse de 5 000 \$)

Un jury indépendant évalue les différents projets en tenant compte du réalisme du projet, des compétences du ou des promoteur(s), du marché visé, de l'originalité et de l'aspect novateur du projet, du nombre d'emplois créés, de l'impact socioéconomique et structurant du projet et enfin, de l'appréciation générale.

Les finalistes sont ensuite dévoilés lors d'une cérémonie de remise de bourses. Au cours de cette même soirée, un prix « Coup de cœur » est remis pour récompenser une entreprise de Saint-Léonard qui se démarque par sa viabilité et son implication dans l'arrondissement.

Bref historique

Au fil des nombreuses éditions, la CDEC a apporté des modifications à la formule de son concours dans l'optique de tenir compte des changements socioéconomiques intervenus sur le territoire de Saint-Léonard.

C'est dans cette optique que les catégories entrepreneuriat féminin et entrepreneur immigrant se sont greffées aux trois catégories initiales. Ce n'est qu'au cours des deux dernières éditions que la CDEC a profité de la tenue de son concours pour rendre hommage à une entreprise du territoire.

Principales réalisations

Lors de l'édition 2010, 29 dossiers représentant plus de 40 promoteurs ont été soumis et évalués par un jury. C'est devant plus de 150 invités provenant du milieu des affaires et du développement local de l'arrondissement de Saint-Léonard que les lauréats se sont vu décerner leur prix. Un montant total de 67 500 \$ a été remis en bourses.

Le concours Ça bouge à Saint-Léonard a soutenu la création de six nouvelles entreprises privées et de onze emplois sur le territoire de Saint-Léonard. Les 50 000\$ remis ont d'ailleurs permis de générer 258 000\$.

De plus, trois projets d'initiative collective ont également été financés sur le territoire, totalisant un montant de 10 000\$. Pour finir, cette même édition du concours a permis à deux commerces de la rue Jean-Talon d'améliorer leur performance en bénéficiant d'une offre de services-conseils, de consultation et de formation s'élevant à 7 500 \$.

Conclusion

En plus de sensibiliser activement l'ensemble de la population à la culture entrepreneuriale, en priorisant plus particulièrement certains groupes de promoteurs, le concours Ça bouge à Saint-Léonard a soutenu financièrement un nombre important de nouveaux projets ou de nouvelles entreprises sur le territoire de Saint-Léonard. Par le fait même, le concours Ça bouge à Saint-Léonard a contribué à offrir une importante visibilité aux entreprises participantes.

Saint-Léonard



Intégration économique des nouveaux arrivants dans le marché de l'emploi

Informations générales

- Début : Décembre 2009
- Fin : 2010
- Localisation : Saint-Léonard.

Principaux objectifs

- Sensibiliser la communauté d'affaires de Saint-Léonard à l'embauche d'une main-d'œuvre immigrante et de l'accompagner dans l'intégration et le maintien en emploi de cette main-d'œuvre.
- Créer le bon arrimage entre les besoins de main-d'œuvre et les ressources disponibles.

Principaux participants et partenaires

- Ministère de l'Immigration et des Communautés Culturelles
- Emploi-Québec
- Centre de Recherche d'Emploi de l'Est de Montréal
- Chambre de Commerce l'Est de Montréal
- CJE Viger/Jeanne-Mance
- Chercheurs d'emploi
- Entreprises

Description du projet

Activité 1

« Le réseautage et l'accompagnement, un pas vers l'emploi »

Dans le cadre du projet Le réseautage et l'accompagnement: un pas vers l'emploi, la CREC Saint-Léonard, de concert avec la Chambre de commerce de l'Est de l'Île de Montréal et le Centre de recherche d'emploi de l'Est inc. s'étaient associés pour mettre en place un service en ressources humaines facilitant le processus de recrutement des entreprises de l'Est de Montréal et l'intégration en emploi de candidats immigrants qualifiés. Ils s'étaient donné comme mandat d'organiser entre autres une activité de recrutement de type Entrevue Éclair de plus en plus reconnu comme étant un moyen efficace pour les entreprises d'identifier en peu de temps un candidat intéressant et d'évaluer son potentiel.

Activité 2

« Entrevue éclair »

L'« Entrevue éclair » est une activité de rencontre entre employeurs et candidats. Cette activité permet une présélection de candidats potentiels qui, par la suite sont conviés à une entrevue de type plus formelle. Des entreprises de grande surface, de télécommunication, d'assurance, de production chimique, de placement et de transport étaient sur place pour pourvoir 27 postes couvrant les domaines suivants : manutention, service à la clientèle, comptabilité, informatique et ressources humaines.

Bref historique

Saint-Léonard est un territoire dans lequel il y a un nombre élevé d'immigrants et ce projet a été mis en œuvre afin de combler la pénurie de main-d'œuvre en jumelant les besoins des entreprises à ceux des candidats immigrants qualifiés. Il constitue ainsi un moyen de faire face à la problématique de l'intégration économique des immigrants, qui constitue un défi majeur dans l'arrondissement de Saint-Léonard.

Principales réalisations

Activité 1

« Le réseautage et l'accompagnement, un pas vers l'emploi »

Au total, 200 entreprises ont été sensibilisées. Un travail de prospection a permis d'afficher 20 postes issus du marché caché et d'accompagner les entreprises participantes dans leur processus de recrutement.

- 28 entreprises adhèrent au programme;
- 34 postes à combler au sein des entreprises;
- Intégration de 25 candidats au sein des entreprises.

Activité 2

« Entrevue éclair »

En mars et mai 2010, en collaboration avec le CJE Viger/Jeanne-Mance, le Centre de recherche d'emploi de l'Est et la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, la CDEC a participé aux activités « Entrevue Éclair ». Dans le cadre de ces activités, 10 entreprises de l'Est de Montréal, ayant un total de 16 postes à combler, ont rencontré un total de 72 candidats potentiels. Cette activité, fort appréciée tant par les gestionnaires d'entreprises que les participants, a permis l'embauche de 7 chercheurs d'emploi.

Conclusion

Les activités organisées ont permis d'avoir les retombées suivantes :

- Meilleure collaboration entre les entreprises et les différents partenaires du milieu et meilleure intégration de la main-d'œuvre immigrante au sein des entreprises

Corporation de développement de l'Est (CDEST)



Développement du site Contrecoeur

Informations générales

Considéré comme l'un des derniers grands terrains vacants par l'administration montréalaise au début des années 2000, le site Contrecoeur situé dans la partie nord est de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve offrait 38 hectares en superficie à développer. La SHDM a été mandatée par la ville de Montréal pour assurer le développement de 1700 nouvelles unités de logement et un secteur d'emplois incluant des commerces et services. Impliquée dès le début du processus de reconversion du site, la CDEST a assuré un leadership pour rendre compte des besoins et attentes du milieu en termes de logement social et de respect environnemental. Outre le dépôt d'un mémoire à la commission consultative de Montréal en 2007, la CDEST a soutenu la mise en place d'un comité de relations communautaires visant à concerter autour d'une même table les citoyens aux abords du site, les promoteurs de projet, les entrepreneurs et les groupes communautaires.

Principaux objectifs

Pour la CDEST, la réhabilitation de ce site se devait de souscrire aux objectifs de construction d'une proportion significative de logements sociaux et abordables; inclure une offre adéquate d'habitations favorisant l'accès à la propriété, considérer une offre suffisante d'habitations visant notamment les familles et les personnes âgées et prévoir l'intégration de commerces de proximité. Les efforts d'intégration et d'harmonisation du projet avec le cadre bâti existant et l'aménagement d'un espace vert et le verdissement significatif du site constituaient également pour la CDEST des éléments primordiaux à la réalisation du projet.

Par son intervention de concertation, la CDEST s'est également assurée que les enjeux touchant à la qualité de vie des résidents aux abords du projet et des futurs résidents soient également pris en compte compte tenu de la proximité immédiate d'une carrière en opération et d'installations pétrochimiques.

Principaux participants et partenaires

En lien avec les promoteurs du projet, la SHDM, l'Office de consultation publique de Montréal et les citoyens concernés par le développement du site Contrecoeur, la CDEST a contribué à soulever les enjeux urbanistiques tout en veillant à favoriser la participation et l'implication de la population du quartier de Mercier Est.

Description du projet

À terme, c'est plus de 1 850 unités d'habitation qui sont prévues dont la moitié en condo « abordables ». Outre les enjeux sur la qualité de vie des résidents durant les travaux de réhabilitation du site et de construction des unités, l'arrivée de 5 000 nouveaux résidents constitue également un enjeu de taille sur les plans urbanistiques, environnementaux et de la mixité sociale.

Bref historique

À l'automne 2004, l'administration municipale montréalaise prend la décision de développer le site Contrecoeur dont elle est propriétaire.

- En juin 2007, la CDEST dépose un mémoire sur l'aménagement du site à l'occasion des consultations publiques menées par l'OCPM et accompagne les citoyens désireux de participer aux audiences (plus de 800 personnes y ont participé)
- En 2008, la CDEST soutient, avec divers intervenants du milieu communautaire, la mise en place du comité de relations communautaires « Contrecoeur »
- De 2008 à 2010, la CDEST coordonne et anime le comité de relations communautaires Contrecoeur, ce qui permettra notamment à la corporation d'être « conférencier invité » au 5^{ème} sommet citoyen de Montréal afin d'y présenter le Faubourg Contrecoeur à travers l'action citoyenne

Conclusion

L'intervention de la CDEST dans la mise en place du projet Contrecoeur témoigne de l'importance de l'action concertée en matière de développement local notamment pour la prise en compte des enjeux socio-économique de toute une population dans ce qui a été considéré comme l'un des plus grands projets de développement urbain des années 2000.

Corporation de développement de l'Est (CDEST)



Coopérative funéraire de l'Île de Montréal

Informations générales

La coopérative, sise au 9480 rue Notre-Dame Est, a obtenu ses lettres patentes le 24 juillet 2007 mais a effectivement débuté ses activités en octobre 2009.

Principaux objectifs

- Accueillir, guider, conseiller et accompagner les personnes, les familles ainsi que les proches lors de la perte d'un être cher.
- Offrir de l'information, des produits et des services de grande qualité et compétitifs selon les orientations personnelles des familles, le tout dans une approche humaine et professionnelle.
- Contribuer au développement socioéconomique de la communauté et à l'assainissement des pratiques commerciales dans le domaine funéraire.
- Jouer un rôle de régulateur de prix dans le marché funéraire montréalais.

Principaux participants et partenaires

La CDEST a collaboré avec plusieurs partenaires qui ont contribué à la réalisation de ce projet dont la Fédération des coopératives funéraires du Québec et les principaux partenaires financiers de la Finance solidaire (Caisse d'économie solidaire, Fiducie du Chantier de l'économie sociale, Filaction, Investissement Québec).

Description du projet

Le coût total de l'implantation de la coopérative s'élève à environ 2,8 millions de dollars. La coopérative a permis de créer une dizaine d'emplois dont 4 emplois à temps plein et 6 à temps partiel et plusieurs contractuels.

La Coopérative funéraire de l'Île de Montréal offre des services complets et accessibles pour la planification de funérailles ou des arrangements préalables :

- Funérailles traditionnelles - Embaument
- Transport par corbillard - Voiture de circonstance
- Crémation via le partenariat avec la Coopérative de la Rive-Sud
- Cercueil et urnes
- 3 salons d'exposition modernes et accueillants
- Salle de réception d'une capacité de 150 places
- Chapelle pouvant accueillir entre 125 et 150 personnes

- Columbarium à 2 sections contenant 120 niches au total (espace additionnel pour expansion future)
- Inhumation
- Arrangements préalables
- Conseillers pour l'organisation de funérailles - Personnalisation des rituels, etc.

Bref historique

La première coopérative funéraire au Québec a été fondée il y a 65 ans à Château-Richer près de Québec. À cette époque, des rites funéraires très élaborés et une faible concurrence obligeaient souvent les gens à s'endetter afin d'assurer le coût prohibitif de l'enterrement de leurs proches. C'est dans ces conditions qu'est née la première coopérative funéraire.

Le mouvement a réellement pris son envol au tournant des années 70, dans un contexte où se manifeste une volonté de se prendre en main et de promouvoir les intérêts du consommateur. Au milieu des années 90, on assiste à une recrudescence de formation de nouvelles coopératives ou d'expansion de coopératives existantes, en réaction à l'entrée massive des multinationales américaines sur le marché québécois. À la fin de 1996, les entreprises américaines détenaient quand même environ 40 % du marché funéraire québécois.

Le mouvement compte une trentaine de coopératives funéraires qui totalisent près de 100 points de service. Ces coopératives sont réparties sur tout le territoire québécois. Elles appartiennent à 140 000 membres et traitent près de 7 500 décès annuellement.

Les coopératives ont toujours comme mission d'offrir des services funéraires au meilleur coût possible. Le rôle de « chien de garde » de l'industrie a permis aux coopératives de maintenir le prix des funérailles au Québec à un niveau moins élevée que dans le reste du Canada.

La grande région de Montréal regroupe la moitié de la population du Québec. Par conséquent, on y compte aussi la moitié des décès de la province. L'impact des coopératives funéraires sur les prix, les mœurs et le développement des communautés locales ne pourra être significatif sur l'ensemble du Québec sans une présence importante sur le marché de Montréal. Or, les coopératives funéraires sont absentes de ce marché où les barrières à l'entrée sont très fortes. Après plus d'une dizaine d'années de tentatives infructueuses d'implantation d'une coopérative funéraire sur l'Île de Montréal, trois citoyens (Robert Tremblay, Roland Charlebois et Joseph Giguère), motivés par le mouvement coopératif et la possibilité de redonner aux citoyens le pouvoir face à leurs funérailles, se lancent dans l'aventure entrepreneuriale qui conduira à la création de la première coopérative funéraire sur l'Île de Montréal.

Conclusion

Au-delà des retombées socio-économiques significatives que le projet génère pour l'Est de Montréal, la création d'une première coopérative funéraire sur l'Île de Montréal est une étape marquante pour le mouvement coopératif. Cette coopérative constitue le socle à partir duquel se développeront d'autres points de services un peu partout sur l'Île de Montréal, permettant ainsi au mouvement coopératif de contrer la mainmise des multinationales américaines sur le secteur funéraire montréalais.

Corporation de développement de l'Est (CDEST)



Boulangerie ARHOMA : l'entrepreneuriat et ses complices

Informations générales

La Boulangerie/Fromagerie ARHOMA a ouvert ses portes le 24 août 2007. Deux subventions du programme Jeunes Promoteurs - volet Démarrage d'entreprise ont d'abord été octroyées par la CDEST pour en permettre l'ouverture. Cette Boulangerie/Fromagerie éthique s'est rapidement imposée pour l'originalité, la diversité et la qualité de ses produits majoritairement du terroir. Après quatre ans d'activités, ARHOMA n'a cessé de se développer pour devenir une « référence » à l'échelle du grand Montréal comme en fait foi la large couverture médiatique dont bénéficie l'entreprise. ARHOMA dessert autant une clientèle de particuliers que le secteur commercial (restaurant, etc.) et contribue à agrémenter l'activité sur la place Valois avec sa terrasse.

Le projet des promoteurs est inspiré de la célèbre épicerie fine Dean & DeLuca de New York revisitée à la québécoise.

Principaux objectifs

Au départ, les deux promoteurs d'ARHOMA, Ariane Beaumont et Jérôme Couture avait pour objectif de devenir la Boulangerie/Fromagerie favorite des résidents de Hochelaga-Maisonneuve en les sensibilisant aux bienfaits écologiques et économiques de la consommation de produits locaux. La volonté d'innover et de proposer des produits originaux et spécifiques en inventant de nouvelles recettes notamment à base de farine biologique s'est rapidement imposée aux fils des ans comme la marque de commerce et la signature gustative d'Arhoma. Un objectif bien résumé dans la signature corporative de l'Établissement : « Arhoma : le pain... et ses complices ».

Le deuxième objectif s'inscrit dans la démarche de revitalisation des artères commerciales du quartier d'Hochelaga-Maisonneuve et plus précisément dans l'effort de revitalisation autour de la place Valois.

En diversifiant l'offre de service dans le domaine de la Boulangerie au cœur du quartier d'Hochelaga-Maisonneuve, les promoteurs marquaient leur volonté de répondre adéquatement à une demande grandissante d'avoir dans le quartier des commerces de proximité qui « enrichissent » la variété et la qualité des produits offerts afin d'inciter les résidents à s'approprier leurs commerces et participer ainsi à la vie de quartier.

Principaux participants et partenaires

Deux promoteurs sont à l'origine d'Arhoma : Ariane Beaumont et Jérôme Couture. Avec l'arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, La CDEST est un partenaire de la première heure puisqu'elle a offert son accompagnement et son soutien financier au démarrage du projet en 2007. L'entreprise n'a cessé de se développer depuis ce temps tant en terme de clients que de création d'emplois et bien entendu de chiffre d'affaires. En 2009, Arhoma double sa surface de vente en faisant l'acquisition du local situé juste à côté. Se joignent alors différents partenaires financiers dont des institutions du secteur bancaire. La CDEST contribue au montage financier tout en accompagnant les promoteurs dans cette démarche d'expansion. À l'automne 2011, les deux fondateurs de l'entreprise s'associent avec Julien Guillegault afin d'ouvrir une deuxième place d'affaires dans le quartier Centre-Sud : la « Fabrique » qui deviendra le lieu de fabrication et de distribution pour tous les clients du secteur commercial.

Description du projet et bref historique

- 2007 : démarrage de la boulangerie, 5 emplois temps plein incluant les deux promoteurs.
- 2009 : Arhoma double sa superficie en faisant l'acquisition du local voisin, passant ainsi à 3 000 p2. EN deux ans, Arhoma est passé à 18 employés dont 16 proviennent de l'arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, concrétisant ainsi la volonté d'ancrage local des promoteurs. Le nouveau développement va créer 3 nouveaux emplois immédiats.
- Automne 2011 : Arhoma prépare l'ouverture d'une deuxième place d'affaires dans le quartier Centre-sud. Ce nouveau développement : la « Fabrique », est dédié à la clientèle commerciale.
- Hiver 2012 : Arhoma embauche désormais près de 35 personnes et s'apprête à ouvrir la « Fabrique » au printemps.

Principales réalisations

Arhoma est en soi une réalisation qui a su inclure tous les ingrédients d'une réussite d'affaires (développement contrôlés, vision et persévérance des promoteurs) et d'un ancrage local réussi.

Conclusion

Pour la CDEST, Arhoma démontre sans équivoque comment l'engagement économique de jeunes promoteurs dans une communauté va bien au-delà de la réussite commerciale individuelle car le modèle d'affaires développé contribue aussi à asseoir la cohésion sociale de tout un quartier.



Table en développement de la main d'œuvre de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

Informations générales

La Table de concertation de développement de la main-d'œuvre de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve a vu le jour en mai 2009 à l'initiative de la CDEST qui en assure la coordination. Elle regroupe depuis une trentaine de représentants d'organismes, d'entreprises d'insertions et d'institutions en développement de l'employabilité et de la main d'œuvre. Les membres de la Table se sont donnés pour mandat d'agir collectivement à la promotion de la main-d'œuvre et de l'embauche locale, en partenariat avec les employeurs et la communauté d'affaires de son territoire. L'approche priorisée est basée sur la mise en place et la réalisation d'actions novatrices favorisant l'embauche locale. La table a notamment joué un rôle de premier plan dans le déploiement des services de placement assisté.

Principaux objectifs

- Soutenir les actions favorisant l'arrimage de la main-d'œuvre locale avec les entreprises de l'est de Montréal
- Promouvoir les services existants et projets en développement de la main-d'œuvre auprès des citoyens et des entreprises de l'arrondissement
- Accroître la qualification de la main-d'œuvre locale.

Principaux participants et partenaires

Outre les institutions comme le service aux entreprises de la CSDM, le service aux entreprises d'Emploi Québec, le regroupement des CLE de l'Est et le collège Maisonneuve, la table inclue également des organismes et des entreprises d'insertion comme le Programme d'information sur le travail et la recherche d'emploi de Montréal, le Chic Resto Pop, le Boulovers, les cuisines collectives HM, etc.

Description du projet

Lieu de concertation privilégié pour les intervenants en développement de la main d'œuvre de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, la table est un lieu d'échange et d'action qui vise à :

- Promouvoir auprès des entreprises, la qualité des services et des formations offertes dans les organismes.
- Soutenir la petite et moyenne entreprise dans l'embauche locale.

- Mettre en place une structure d'accueil et d'intégration des stagiaires et nouveaux employés, en collaboration avec l'entreprise.
- Construire des liens entre les intervenants d'organismes et les employeurs dans l'objectif d'élaborer un continuum d'intégration et de maintien des nouveaux employés.
- Identifier les entreprises de l'Est de Montréal afin de connaître les secteurs d'emploi ainsi que la nature des postes pouvant correspondre au profil de la main-d'œuvre locale.

Bref historique

Compte tenu de son jeune âge, la table dispose d'un historique d'à peine deux ans.

Principales réalisations

Depuis sa création en 2009, la table en développement de la main d'œuvre a mis en place différentes initiatives dont les plus significatives sont :

- La mise en réseau d'une interface pour les employeurs et les chercheurs d'emploi de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.
- Sonder certaines entreprises du territoire pour mieux cerner leurs pratiques d'embauche locale.
- Une entente de collaboration pour la référence de clientèle entre les organismes en développement de l'employabilité membres de la Table et le projet de Placement Assisté.

Conclusion

Ce projet est emblématique de la capacité de mobilisation dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Il propose surtout une vision intégratrice qui s'adresse autant aux entreprises en recherche de main d'œuvre qu'aux citoyens en besoin de qualification.

Regroupement économique et social du Sud-Ouest



La Gaillarde, boutique mode écoresponsable

Informations générales

<http://www.friperielagaillarde.com/>
4019, rue Notre-Dame Ouest
Métro Place Saint-Henri
514.989.5134
info@lagaillarde.ca

Principaux objectifs

- Sensibiliser les gens à la consommation responsable.
L'équipe de La Gaillarde sensibilise les consommateurs à l'impact de leurs achats sur l'environnement et la société
- Soutenir et promouvoir les créateurs de mode éthique en leur offrant un point de vente unique et reconnu à Montréal.
Souhaitant mettre la mode éthique sous les feux de la rampe, l'équipe travaille activement au développement, à l'encadrement et à la promotion des écodesigns québécois auprès de consommateurs et des médias
- Redonner vie aux vêtements oubliés en valorisant les dons de la population et de commerces, notamment dans la section « vintage » et tissus.

Principaux participants et partenaires

La Gaillarde participe au développement de son quartier et de sa communauté et compte plus de 150 membres, 35 écodesigns locaux et une cinquantaine de bénévoles. La directrice, Annie de Grandmont, fait partie des entrepreneures impliquées au développement de la section ouest de la rue Notre-Dame, visée par le programme de revitalisation des artères commerciales PRAM-Commerce. Les partenaires de la Gaillarde sont nombreux. La boutique bénéficie d'un appui indéfectible des journalistes de plusieurs magazines québécois. Des personnalités publiques attachées à la mission éco-environnementale, comme Steven Guilbeault, ont déjà contribué à des défilés organisés par La Gaillarde. Outre ces partenaires qui soutiennent la notoriété de La Gaillarde, on retrouve aussi des partenaires comme la caisse Desjardins Atwater-Centre, Jacob ou Cascade et bien entendu le RESO, qui appuie depuis des années la croissance de La Gaillarde.

Description du projet

Pionnière de la mode éthique, La Gaillarde offre une grande sélection de produits d'écodesign, des vêtements « vintage », des tissus et des cours de couture et organise régulièrement des événements pour mettre de l'avant le talent des écodesigns qui collaborent avec elle.

Bref historique et principales réalisations

Tout a commencé par un bazar! Un bazar très spécial qui a vu le jour en 1995 à travers un programme de l'organisme CFAD (Continuité famille auprès des détenues) afin d'offrir des vêtements d'occasion aux femmes ex-détenues et à leurs familles. Avec le temps, le bazar gagna en popularité et CFAD décida d'ouvrir une boutique à même ses locaux.

À l'origine, un projet d'insertion pour des ex-détenues, La Gaillarde est devenue un projet qui s'est transformé tranquillement en entreprise d'économie sociale et qui s'est progressivement séparé de CFAD.

La mission économique s'est adaptée au changement d'habitude de consommation, tout en maintenant une mission sociale orientée vers l'insertion de jeunes contrevenants qui effectuent des travaux compensatoires. À sa mission sociale initiale s'ajoute depuis 2005 une mission de préservation de l'environnement qui encourage la vente de produits écoresponsables.

Le 29 mai 2000, La Gaillarde s'est incorporée comme organisme à but non lucratif. Sa mission change et s'oriente vers l'environnement dans une nouvelle boutique. En 2005, la friperie déménage au 4019, rue Notre-Dame Ouest. Depuis 2005, l'offre de mode écodesign a ouvert de nouveaux marchés et a fait preuve de vision dans l'industrie de la vente au détail de vêtements recyclés. Aujourd'hui, les points de vente de ce type se sont multipliés comme sur la rue Saint-Hubert ou l'avenue du Mont-Royal.

En 2012, La Gaillarde prévoit de nouveaux aménagements pour agrandir son espace de vente notamment réservée à la section « vintage » dont la demande ne cesse de croître. D'autre part, La Gaillarde lancera prochainement un projet qui vise la promotion d'un ou d'une jeune diplômé(e) en design de mode d'une école montréalaise. Ce tout nouveau projet deviendra prochainement un terrain de promotion unique à Montréal pour qui souhaite lancer sa première collection.

Conclusion

Le RESO a à cœur cette entreprise qui fait partie des belles réussites du Sud-Ouest.

Avant-gardiste, innovante, impliquée dans sa communauté, la Gaillarde est sans conteste un très bel exemple d'un OBNL qui n'hésite pas à emprunter des avenues novatrices pour maintenir ses activités. Son dernier projet en est, encore une fois, une preuve.

L'équipe derrière cette réussite sociale et commerciale fait toute la différence. Avec un conseil d'administration composé de personnes qui connaissent de très près le secteur de la mode, La Gaillarde peut compter sur des administrateurs d'expérience dont la vision stratégique, centrée sur l'innovation, lui permet de maintenir ses activités sur une artère commerciale du Sud-Ouest.

Regroupement économique et social du Sud-Ouest



Titre du projet Bassins du Nouveau Havre

Informations générales

Aménagement d'un site exceptionnel, situé aux abords du canal de Lachine, rue Ottawa. Pour ce projet en cours de réalisation, la Société immobilière du Canada (SIC) reprend en grande partie le contenu du plan d'ensemble défini par le RESO et Bâtir son quartier, en concertation avec la Coalition de la Petite-Bourgogne / Quartier en santé. De plus, le RESO, en vertu d'une entente avec la SIC, collabore au développement sur ce site d'un pôle d'accueil touristique et culturel créateur d'emplois.

Principaux objectifs

- Répondre aux besoins de la population du Sud-Ouest par une approche privilégiant la mixité sociale
- Créer un pôle d'emploi axé sur le récréotourisme, la culture et les services à la population (commerces de proximité)
- Intégration harmonieuse au quartier environnant, respect et mise en valeur de l'histoire des lieux
- Améliorer l'accès au canal de Lachine

Principaux participants et partenaires

- Bâtir son quartier
- Coalition de la Petite-Bourgogne / Quartier en santé
- Société immobilière du Canada
- Auberges du St-Laurent
- Cité des artistes

Description du projet

Projet multifonctionnel créateur d'emplois, les Bassins du Nouveau Havre comprend :

- l'implantation de projets récréotouristiques et culturels (de 200 à 300 emplois) ainsi que d'espaces à bureaux et de commerces de proximité
- l'inclusion de logements coopératifs et communautaires (25 %)
- des espaces verts et récréatifs, en quantité importante
- gestion écologique des eaux de ruissellement (marais filtrant).

Pour la zone d'emploi, le RESO collabore à la réalisation de différents projets d'économie sociale :

- L'Auberge internationale du canal de Lachine, mise sur pied par les Auberges du St-Laurent, vise à implanter un établissement hôtelier abordable sur le site des Bassins du Nouveau Havre.
- La Cité des artistes vise à implanter un complexe d'ateliers-résidences pour les artistes en arts visuels, en métiers d'art et en arts médiatiques (www.citedesartistes.org).
- Le Carrefour de la création : pool d'activités et de créativité pour consolider le caractère récréotouristique et culturel des Bassins du Nouveau Havre.

- Présentation du RESO sur le Pôle touristique et culturel des Bassins du Nouveau Havre sous l'onglet publications du site du RESO (www.resomtl.com).

Bref historique

- 2001 : les écluses Saint-Gabriel et le terrain adjacent, occupé par le centre de tri postal de Postes Canada, est identifié par le RESO comme un site potentiel pour la création d'un pôle d'accueil récréotouristique abordable.
- 2002 : Postes Canada cesse ses activités de tri dans l'immeuble de la rue Ottawa et met le site en vente.
- 2002-2003 : une large mobilisation de la communauté du Sud-Ouest demande à Postes Canada de surseoir à son intention de vendre le site à un promoteur privé.
- 2004 : le RESO et Bâtir son quartier, en concertation avec la Coalition de la Petite-Bourgogne, définissent un concept d'aménagement et de développement du site, objet d'un large consensus dans le Sud-Ouest : développement multifonctionnel (récréotourisme, emploi, habitation), abordabilité de l'ensemble, mixité sociale, intégration à la trame du quartier, respect de l'histoire et du patrimoine.
- 2005 : fort de l'appui de la communauté et des élus, et après de multiples représentations, le RESO et ses partenaires obtiennent que la Société immobilière du Canada (SIC) négocie avec Postes Canada afin d'acquérir le site.
- 2006 : suite au changement de gouvernement, la Société des postes refuse l'offre de la SIC et remet la propriété en vente. Après de nouvelles représentations du RESO et de ses partenaires, le ministre Cannon donne à la SIC un droit de premier refus.
- 2007 : le gouvernement fédéral rend publique sa nouvelle vision du développement de ses propriétés dans le Havre de Montréal et annonce que la SIC deviendra propriétaire du site des Postes. La SIC invite des représentants de la communauté, dont le directeur général du RESO, à participer à son comité de suivi.
- 2008 : le plan directeur de la SIC retient les grandes orientations du concept proposé par le RESO et ses partenaires.
- 2009 : une entente avec la SIC permet au RESO de collaborer au développement du pôle d'accueil touristique et culturel. Le RESO travaille depuis au montage financier des projets cités plus haut.

Conclusion

Ce projet est emblématique pour plusieurs raisons :

- il répond à des revendications faites par la communauté depuis de très nombreuses années (rétablir l'équilibre entre habitation privée et habitation communautaire en construisant du logement coopératif et communautaire aux abords du canal de Lachine, avoir accès à des espaces publics aux abords du canal, créer des emplois accessibles à la population du Sud-Ouest).
- les projets du pôle d'accueil touristique et culturel s'inscrivent dans l'économie sociale : l'Auberge internationale offrira des services hôteliers accessibles; la Cité des artistes répond à un besoin exprimé depuis de très nombreuses années par la Table des acteurs culturels du Sud-Ouest : contrer l'un des effets pervers de la revitalisation de l'arrondissement, c'est-à-dire l'exode des artistes, par des ateliers-résidences qui leur seront accessibles.
- Résultat de la concertation et de la mobilisation de la communauté du Sud-Ouest, il démontre que le travail de concertation des CDEC porte fruit et influence de façon significative des projets d'aménagement et de développement urbains d'envergure.

Regroupement économique et social du Sud-Ouest



Mutuelle FormaPlus

Informations générales

La Mutuelle FormaPlus agit dans le secteur d'activité des services de formation sur mesure pour les PME. Ses bureaux sont situés dans Saint-Henri, au 1001, rue Lenoir. Info : www.formaplus.ca.

Principaux objectifs

La mission de Formaplus est d'offrir un service de formation de qualité sur mesure aux PME de l'Ouest de Montréal à faible coût en regroupant les besoins des PME.

Principaux participants et partenaires

FormaPlus compte 154 entreprises membres. La Mutuelle compte plusieurs partenaires d'affaires, CDEC, CLD, CLE, CJE, entreprises de formation, chambres de commerce, etc. Le RESO est encore très présent à la fois au conseil d'administration de la Mutuelle et en appui de son développement. Son principal partenaire financier est la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) – par l'entremise du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO). La cotisation des membres est également l'une de ses principales sources de financement.

Description du projet

Forte d'une équipe d'experts, FormaPlus offre des services de première ligne en matière de formation à ses membres. En adhérant à FormaPlus, l'entreprise reçoit une banque d'heures qui peuvent être utilisées, par exemple, à la recherche de formateurs et de consultants pouvant répondre à ses besoins. Ces heures peuvent aussi être investies pour développer des outils aidant à la mise sur pied d'un système de formation à l'interne (afin de rendre l'entreprise autonome) ou en organisation de formation à l'interne.

FormaPlus agit aussi comme « intermédiaire » en matière de RH pour plusieurs entreprises qui n'ont pas accès à une ressource à l'interne, orientant ses membres vers des ressources qui pourront l'aider à remplir une demande de subvention, l'informer sur la situation du marché du travail, etc. La Mutuelle agit aussi à titre de vigie du marché de la formation pour ses membres. De plus, chaque conseiller chez FormaPlus s'occupe, en moyenne, de 40 entreprises, ce qui permet de garder un contact régulier et soutenu avec l'entreprise. C'est ce lien de proximité qui distingue la Mutuelle des grandes firmes de consultants.

C'est avec la force du regroupement qu'elle peut réaliser des projets d'envergure, conformément aux objectifs de la CPMT, qui correspondent à la réalité des membres, à moindre coût. Elle compte d'ailleurs plusieurs entreprises de même secteur, sur un même territoire, et représente bien la diversité du territoire montréalais. Au cours des trois prochaines années, plusieurs objectifs visant la réalisation de ces projets d'envergure seront poursuivis : l'élaboration d'un plan de formation par l'analyse macro-sectorielle, le soutien à la structuration de la formation, le soutien au transfert intergénérationnel des compétences, le soutien au développement et à la reconnaissance des compétences des personnes à l'emploi et des programmes de formations communes.

Bref historique

La Mutuelle FormaPlus a été mise sur pied par le RESO, en collaboration avec les CDEC et les CLD du grand Sud-Ouest en 2003 afin de répondre aux besoins de formation de la main-d'œuvre des entreprises du territoire.

Montréal est un territoire très différent des autres régions du Québec : immigration, chômage, catégories d'emplois, coût de la vie, compétition internationale, compétitivité accrue due à la densité de la population et des entreprises, centre d'exportation, etc. C'est pourquoi les entreprises de notre territoire vivent des situations particulières en matière de main-d'œuvre et de formation. Les PME, membership visé par FormaPlus, ne disposent pas des ressources suffisantes pour établir les bases d'une saine gestion du développement des compétences. Cette lacune se traduit également par le peu de moyens financiers disponibles pour la formation (renforcé par la perception négative de l'utilité de la formation) et, surtout, par l'impossibilité d'interrompre la production à cause du nombre peu élevé d'employés.

Les membres de la mutuelle se regroupent afin de profiter d'une expertise de pointe et de proximité et des réponses communes qui ne peuvent être que territorialisées puisque les ressources le sont.

Principales réalisations

Au cours des dernières années, FormaPlus a beaucoup évolué afin de maintenir un service qui répond parfaitement à la demande de son marché. Après un départ modeste, la Mutuelle compte aujourd'hui 154 entreprises membres, lesquelles constituent un échantillon représentatif des entreprises présentes sur l'île de Montréal. Ce nombre permet presque déjà l'autofinancement des activités de formation. La structure de gouvernance de la Mutuelle et la compétence de ses employés permettent de rendre un service de qualité, à faible coût, à des organisations trop souvent délaissées en matière de formation et de développement des compétences.

Conclusion

La création de la mutuelle de formation FormaPlus est un exemple exceptionnel d'outil créé par la communauté pour les besoins spécifiques de ses membres. Elle est venue répondre à un besoin essentiel d'une proportion significative d'entreprises du territoire, mal et parfois pas du tout desservies, en matière de formation de la main-d'œuvre. Plus fondamentalement encore, cette initiative a permis et permettra à des milliers de travailleurs d'améliorer leurs compétences, tant spécifiques que transversales.

Regroupement économique et social du Sud-Ouest



Titre du projet INOVAE INC.

Informations générales

Secteur d'activité : gestion énergétique des bâtiments. La mission d'Inovae est d'offrir des solutions technologiques vertes avant-gardistes et durables ayant pour but une meilleure gestion énergétique des bâtiments dans les secteurs institutionnels, commerciaux et industriels du Québec. L'entreprise emploie 11 personnes et désire en embaucher 5 autres cette année. Ses bureaux sont situés au 4710 rue St-Ambroise, dans Saint-Henri (www.inovae.ca).

Principaux objectifs

L'objectif d'Inovae est de devenir le « Vidéotron de l'énergie », soit le premier fournisseur de « smart grid » pour parcs immobiliers au Québec et au Canada et, d'ici 5 ans, d'exporter leurs solutions et leurs technologies vers les États-Unis, l'Asie et l'Europe.

Les deux objectifs stratégiques principaux d'Inovae pour l'année 2012 sont de :

- Transformer l'entreprise, qui actuellement offre des services de consultation dans le domaine de l'énergie avec le support de sa propre technologie, en une firme vendant des solutions technologiques complètes en gestion énergétique (mesurage et contrôle) pouvant signer des contrats de service à long terme avec le client (revenus récurrents).
- Mettre en place une stratégie d'exportation de ses solutions qui consiste à former des intégrateurs à utiliser sa technologie afin de rehausser leur offre.

Principaux participants et partenaires

Vincent Lévesque (président), Joël Lavoie, Yan Basile-Bellavance, Hakim Rouab et quatre associés.

Description du projet

Inovae Inc. est une firme québécoise spécialisée en recherche et en développement dans le domaine des systèmes de gestion intelligents. Elle a principalement orienté son savoir-faire dans les domaines d'avenir que sont la gestion de l'énergie et de l'environnement pour les bâtiments commerciaux et institutionnels. Inovae est l'une des rares firmes spécialisées dans le domaine de l'énergie qui a développé son propre système de télémesure en temps réel. Tirant le meilleur avantage des technologies web, des télécommunications et des outils d'analyse mathématique, la technologie ENSIMC base son avantage concurrentiel sur sa capacité à s'adapter rapidement aux spécificités du client, son faible coût d'installation et l'adaptabilité de son analyse.

Inovae offre une solution permettant aux gestionnaires de parc immobilier de mieux gérer l'énergie pour dégager des économies par une réduction des frais de surconsommation et de pics de puissance. Elle offre des solutions intégrées de gestion de l'énergie pour le bâtiment sous forme de services en continu. Ces contrats de gestion sont échelonnés sur plusieurs années et débutent généralement par des revenus de consultation, puis des projets d'implantations technologiques suivi de revenus récurrents à long terme par des contrats de service et de soutien technologique.

Bref historique

Dès sa fondation en 2008, Inovae a misé sur son expertise de haut calibre et a investi massivement dans le développement d'un système de télémesure sans fil en temps réel qui est à la fois abordable, flexible et performant. L'entreprise a débuté ses activités commerciales début 2010 dans le domaine du service en gestion de l'énergie puis a diversifié son expertise, à la demande de ses clients, pour couvrir l'ensemble des activités de gestion environnementale du bâtiment dont la prise en charge de la certification BOMA BEST.

Principales réalisations

Inovae couvre maintenant plus de 3 millions de pieds carrés d'immobilisation en ce qui a trait à la gestion d'énergie et de l'environnement. L'expertise d'Inovae a également permis la certification BOMA BEST de niveaux 2 et 3 pour cinq de ces immeubles. L'entreprise a un réseau de clients actuels (14) et potentiels constitué de multinationales parmi les 20 plus grandes entreprises mondiales (GE, Canderell, Industrielle Alliance, etc.) gérant plus de 200 milliards de dollars d'actifs. Elle a développé au fil des années de solides contrats de partenariat (>10 ans) avec d'importantes firmes d'ingénierie dont le chiffre d'affaires annuel totalise plus de 70 millions de dollars. Visant une croissance de 1000 % pour 2011, Inovae et ses filiales planifient l'exportation de ses produits et services dans certaines régions stratégiques d'ici 2013, dont principalement le nord-est des États-Unis et l'Europe.

Récipiendaire de plusieurs distinctions honorifiques depuis sa création, dont le 1er prix national au Concours québécois en entrepreneuriat en 2010, Inovae est maintenant organisée en un porte-folio de 3 filiales spécialisées œuvrant respectivement dans le domaine de l'énergie, de l'environnement et des technologies de l'information : ENSIS, ITERRA et ESOLOGIK. Ces dernières travaillent de concert afin d'offrir une gamme de produits et services complémentaires qui répondent aux besoins de plus en plus marqués des entreprises en ce qui a trait à l'efficacité de leurs installations. L'entreprise concentrera son développement vers INOVAE (R&D), ENSIS et ITERRA (commercialisation et production) pour les années à venir. Pour 2011-2012, l'entreprise compte tabler sur ses avantages concurrentiels afin d'accroître ses parts de marché pour la technologie ENSIS et ses composantes. Elle est actuellement en négociation pour l'ajout de cette solution dans 30 nouveaux bâtiments d'un client existant pour un contrat potentiel de plus de 300 000 \$.

Conclusion

Ce projet représente un exemple éloquent des bouleversements en cours dans la structure entrepreneuriale du Sud-Ouest de Montréal et de tout le Québec. On assiste à l'arrivée de toute une cohorte de jeunes entrepreneurs innovateurs et idéalistes, maîtrisant parfaitement les nouvelles technologies et proposant des applications originales pour régler des problèmes actuels. Inovae dans ce sens propose, par ses produits et services à très forte valeur ajoutée, des solutions concrètes et exportables à la consommation énergétique des grands bâtiments commerciaux, industriels et institutionnels. Par la fraîcheur de ses solutions, l'entreprise contribue de façon exceptionnelle à la renaissance et au renouveau entrepreneurial du Sud-Ouest.

SODEC RDP • PAT • ME



Campagne de verdissement industriel *L'Est révèle sa vraie nature*

Informations générales

Dans une perspective de lutte aux îlots de chaleur urbains et d'amélioration du paysage, le projet consistait à démarrer une Campagne de verdissement s'adressant aux entreprises situées dans les secteurs industriels de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointes-aux-Trembles. Cette Campagne visait à inciter les entreprises de ce secteur à planter des arbres, arbustes et vignes sur leur terrain en facilitant leurs interventions et en les sensibilisant à l'enjeu des îlots de chaleur. Le projet a débuté au printemps 2011 pour se terminer à l'automne suivant.

Principaux objectifs

L'objectif principal du projet était de planter 200 arbres sur les terrains privés et publics du territoire. Le rôle de l'arbre, aujourd'hui reconnu, permet non seulement de réduire la taille des îlots de chaleur, mais également :

- D'améliorer la qualité de l'air, en captant la poussière et certains polluants émis par les activités industrielles et contribuer à réduire les émissions de GES par la captation du CO₂
- De réduire les épisodes de smog, donc d'atténuer les risques pour la santé des personnes lors d'épisodes de chaleur accablante
- De créer des zones tampons pour diminuer les nuisances dues à la proximité des zones industrielles et résidentielles

Partenaires

SODEC RDP • PAT • ME :
Coordination et leadership du projet.

Arrondissement de RDP-PAT : Financement (fonds de verdissement) et plantation sur les terrains publics.

Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE) : Partage d'expertise et réalisation d'un microsite regroupant de l'information sur la Campagne et sur l'importance de planter des arbres

Éco-quartier de la Pointe-aux-Prairies : Suivi des plantations durant un an pour répondre aux questions des entreprises

Association industrielle de l'est de Montréal (AIEM) : Présentation du projet et de la problématique (îlots de chaleur) à ses membres lors d'une rencontre

SOVERDI : Coordination des sous-traitants liés à la plantation

D- Trois-Pierres : Réalisation des plantations et des divers travaux d'aménagement

Architecte-paysagiste OPaysage : Réalisation des plans d'aménagement et du choix des végétaux pour les entreprises participantes

Participants

SUNCOR Énergie, JP Métal America, Club de golf de l'île de Montréal, Heiplex Inc., World Web Vision, Véolia ES, Colico Inc., SODEC RDP • PAT • ME, Station d'épuration des eaux usées, TechFab inc., Canterm, Ville de Montréal-Est et arrondissement de RDP-PAT

Description du projet

Grâce à l'implication de l'arrondissement et de la SODEC RDP • PAT • ME, le projet a permis la création d'un fonds de verdissement de 10 000 \$, servant à financer les projets de plantation. Ainsi, le premier volet interpellait les entreprises, sur la base de leur responsabilité sociale, à planter des arbres sur leur propre terrain. Pour faciliter leur implication, notre équipe a développé une formule « clé en main », soit une prise en charge de l'aménagement paysager jusqu'à la plantation par la SODEC RDP • PAT • ME et ses partenaires. Les entreprises pouvaient également bénéficier d'un financement pouvant atteindre 1 000 \$.

Le second volet concernait l'arrondissement qui a planté directement sur ses propres terrains. Cette participation fut très importante dans la mesure où elle a joué un rôle d'exemplarité et permis de donner une première impulsion au projet.

Le projet aura aussi permis la création d'un nouveau poste au sein de la SODEC RDP • PAT • ME, soit celui de chargée de projet en développement durable, responsable du déroulement de la campagne, mais également du développement d'autres services aux entreprises en lien avec le développement durable.

Principales réalisations

La Campagne de verdissement 2011 a connu un vif succès. Près de 1100 entreprises et partenaires de l'Est ont été sensibilisés par les outils de communication et les différentes activités. Afin d'assurer la participation des industriels, près de 30 entreprises ont été rejointes personnellement pour leur faire part de la Campagne et plus d'une vingtaine ont démontré leur intérêt à en connaître davantage. Au terme de la Campagne 2011, 16 projets ont été réalisés en 2011 dans 13 entreprises et 15 projets sont déjà prévus pour 2012. Au total, 407 arbres ont été plantés en 2011 dans l'est de Montréal grâce à la Campagne L'Est révèle sa vraie nature, dont 272 arbres, arbustes et vignes dans l'arrondissement, en plus des 110 pousses d'arbres remises lors du lancement et durant la Campagne de verdissement industriel.

Conclusion

L'Est révèle sa vraie nature aura un impact positif sur la communauté. Voyant que les industriels participent au verdissement, les citoyens seront témoins d'une meilleure harmonie et équilibre entre les milieux de vie résidentiel et industriel et de la diminution des effets négatifs des îlots de chaleur sur la qualité de vie. Ce projet aura aussi un effet de levier sur l'aménagement du territoire et permettra de changer l'image négative que l'Est de Montréal porte en raison de la présence industrielle. Ces effets pourraient même toucher le pouvoir d'attraction et rétention des résidents, le développement ainsi que la hausse du sentiment d'appartenance à un territoire projetant une image positive. Le projet apporte donc une solution concrète pour contrer les îlots de chaleur et les émissions de GES.

SODEC RDP • PAT • ME



Marché du bout de l'île

Informations générales

La Corporation des marchés publics de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles est un organisme à but non lucratif ayant pour mission d'offrir une expertise et de la main-d'œuvre pour organiser, exploiter et promouvoir des marchés publics et un marché de Noël dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Elle a été fondée officiellement en juin 2011. Les bureaux sont situés au 7380, boulevard Maurice-Duplessis, à Montréal. Les activités ont eu lieu au parc Saint-Jean-Baptiste.

Principaux objectifs

- Développer une offre alimentaire complémentaire à celle déjà offerte sur le territoire. Effectivement, en plus des fruits et légumes frais provenant directement des producteurs, les consommateurs peuvent désormais se procurer des produits transformés, et ce, directement des producteurs locaux qui profitent ainsi d'une meilleure visibilité ou de producteurs de l'extérieur qui offrent des produits difficilement accessibles sur le territoire.
- Créer un événement festif où la population du quartier Pointe-aux-Trembles, mais aussi celle des territoires environnants, peut se retrouver plusieurs samedis d'été afin de profiter d'animations toutes plus différentes et intéressantes les unes que les autres.

Principaux participants et partenaires

- CSSS de la Pointe-de-l'Île
- Direction de la santé publique (DSP) de Montréal
- Corporation de développement communautaire (CDC) de la Pointe
- Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles
- Conseil des industries bioalimentaires de l'île de Montréal (CIBIM)
- SODEC RDP • PAT • ME
- Proulx Communications
- La Tournée des grands ducs
- Chambre de commerce de la Pointe-de-l'Île
- Citoyens : Jacques Pichette et Martin Dumont

Description du projet

Le démarrage du projet, effectué à l'été 2011, aura coûté une peu plus de 120 000 \$ et aura été financé par l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, la SODEC RDP • PAT • ME et des entreprises privées. Il faut également compter les investissements de la Direction de la santé publique (DSP) de Montréal, pour la réalisation des études précédant le lancement officiel, au montant total de 120 000 \$ sur trois ans. Le projet n'a pas créé d'emploi la première année, le travail ayant été sous-traité par une agence de communication privée. Cependant, la Corporation prévoit embaucher quatre personnes à temps partiel à l'été 2012, et procurer des postes permanents à moyen terme, grâce à l'offre de nouveaux services tels qu'un marché de Noël.

Bref historique

2008 : Deux citoyens déposent une pétition de plus de 1 000 signatures en faveur d'un marché public à Pointe-aux-Trembles. La CDC de la Pointe obtient un soutien financier de l'Agence de la Santé et des services sociaux de Montréal.

2010 : Un comité de pilotage officiel est formé. La SODEC RDP • PAT • ME finance, avec la DSP de Montréal, Centraide et la Caisse populaire de Pointe-aux-Trembles, une étude de marché très concluante.

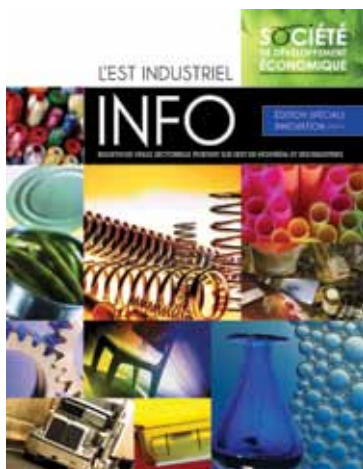
2011 : Formation de la Corporation, obtention du financement et tenue, pour la première fois, des activités du marché public, du 20 août au 24 septembre 2011.

Principales réalisations

Pour sa première année, le marché, qui s'est tenu sur six samedis seulement, a attiré jusqu'à 1 500 visiteurs par jour et plus d'une douzaine de producteurs différents.

Conclusion

Le projet a suscité la mobilisation de plusieurs partenaires importants et exigé beaucoup de flexibilité de la part de l'arrondissement, des partenaires et des promoteurs. Le projet est en soi une très grande réalisation puisqu'il a permis que des entreprises privées, des organismes communautaires, gouvernementaux et paragouvernementaux ainsi que des citoyens y travaillent collectivement et efficacement.



Intensification des services aux entreprises existantes - Programme de gestion du changement

Informations générales

La SODEC RDP • PAT • ME est engagée dans l'intensification des services accordés aux entreprises existantes et a développé un programme de Gestion du changement afin de répondre aux besoins criants des entreprises manufacturières, en agissant sur deux axes :

- Soutenir les entreprises ayant à naviguer dans un contexte de changements ;
- Soutenir les entreprises engagées dans un processus de transfert de propriétaires-dirigeants.

Principaux objectifs

- Mettre en place un programme de Gestion du changement en plusieurs volets afin de sensibiliser les entrepreneurs aux enjeux de la relève d'entreprise et de leur orientation stratégique, en période de mouvance économique.
- Amener les gestionnaires à entreprendre un premier mandat avec un consultant externe.
- Amener les entrepreneurs à se doter d'un plan d'action stratégique.
- Engendrer des résultats tangibles qui auront un impact économique positif.

Principaux participants et partenaires

Le développement du Programme de Gestion du changement s'est réalisé grâce à la contribution financière d'Emploi-Québec, lequel permet à la SODEC RDP • PAT • ME d'offrir un accompagnement aux entreprises à forte valeur ajoutée, à un tarif des plus avantageux. À cet égard, elle s'est entourée d'une équipe de consultants chevronnés, ayant une expertise diversifiée, calquée sur les défis des entreprises de l'Est de Montréal.

Programme « L'Est sort gagnant »

Blanchard Avocats inc.

Devgest

Gescor

Déclit Conseil inc.

SynerAction Management

Programme « Notre transfert est réussi »

Forman et Associés inc.

Réseau Conseil PME inc.

JPL Communications inc.

F.G.C. Conseil inc.

Groupe Progima inc.

Description du projet

Dans le projet de Gestion du changement, la SODEC RDP • PAT • ME a développé deux axes d'intervention. Pour le volet 1 : L'Est sort gagnant, elle propose aux entreprises de l'Est de Montréal de les accompagner dans l'identification des changements nécessaires à leur adaptation face au contexte économique actuel, préciser les actions à mettre en place et développer les compétences en gestion, nécessaires à la relance ou au redressement de leur entreprise. La portée de l'intervention va de la planification stratégique, au développement des affaires, en passant par la gestion des ressources humaines et la gestion financière.

Pour le volet 2 : Notre transfert est réussi, elle propose aux entreprises de l'est de Montréal qui pourraient changer de propriétaire ou de dirigeant dans les trois prochaines années, de les accompagner dans l'identification de leur relève, la préparation de leur plan de relève et le transfert progressif de leurs fonctions de gestion.

Jusqu'à présent, vingt (20) entreprises ont entrepris un projet de Gestion du changement avec la SODEC RDP • PAT • ME, au cours de la dernière année. Elles ont reçu un accompagnement et un coaching personnalisé d'une vingtaine d'heures afin d'entreprendre un revirement stratégique dans leur entreprise, ceci avec l'appui et la collaboration d'un consultant externe, d'un conseiller en gestion de la SODEC RDP • PAT • ME et d'Emploi-Québec.

Parmi celles-ci, notons l'expérience des nouveaux actionnaires de **TechFab inc.**, lesquels ont eu recours au Programme de Gestion du changement – Notre Transfert est réussi! de la SODEC RDP • PAT • ME, à l'automne 2010. « Le programme Notre transfert est réussi nous a beaucoup aidés lors de notre acquisition. Au début, nous avons opté pour cette opportunité, car c'était notre première acquisition majeure et nous pensions qu'il était important d'être bien encadrés. Suite à l'utilisation du programme, nous avons réalisé que celui-ci est essentiel et important lors d'une acquisition, même si les acheteurs ont de l'expérience avec des acquisitions. Ce programme apporte un facteur humain qui va plus loin que des impacts mesurables et je trouve qu'il aide beaucoup le nouvel acquéreur à mieux comprendre l'environnement de travail et les ressources en place. Dans notre cas, le programme *Notre transfert est réussi* a dépassé nos attentes. »

Les impacts tangibles chez TechFab ont été les suivants :

- Élaboration d'un organigramme ;
- Mise en place des descriptions de poste ;
- Validation auprès des employés de leurs tâches de travail.

Conclusion

En somme, ce sont plus de 179 emplois qui ont été touchés sur le territoire de Rivière-des-Prairies, Pointe-aux-Trembles et Montréal-Est au cours de la dernière année, plus d'une centaine d'entreprises qui ont été sensibilisées à l'importance de planifier stratégiquement leur développement et plus de 325 heures qui ont été réalisées en coaching de gestion auprès des entreprises. Un programme qui s'inscrit parfaitement dans la vision de développement économique de la SODEC RDP • PAT • ME et qui apporte une grande valeur ajoutée dans les entreprises !

SODEC RDP • PAT • ME



Services à la carte en gestion des ressources humaines

Informations générales

Depuis novembre 2010, la SODEC RDP • PAT • ME offre gratuitement aux entreprises de Rivière-des-Prairies, Pointe-aux-Trembles, Montréal-Est et Montréal-Nord, un service à la carte en gestion des ressources humaines, comprenant deux volets : un service d'appui au recrutement de main-d'œuvre et un service d'accompagnement en gestion des ressources humaines.

Principaux objectifs

- Services-conseils en gestion des ressources humaines
- Aide au recrutement de main-d'œuvre au sein des entreprises
- Diffusion élargie des offres d'emplois sur le réseau montréalais
- Information sur les programmes d'embauche
- Référence à des ressources spécialisées
- Pré-qualification de la main-d'œuvre / validation préalable du potentiel des candidats
- Suivi de placement

Principaux participants et partenaires

- Emploi-Québec
- CDEC du territoire de l'île de Montréal
- CJE de Rivière-des-Prairies, Pointe-aux-Trembles – Montréal-Est, Montréal-Nord
- Intégration Jeunesse du Québec
- Impulsion-Travail
- Mire
- Paroles d'exclus
- Service d'aide à l'emploi de l'Est

Description du projet

Mis en place par Emploi-Québec et piloté localement, la SODEC RDP • PAT • ME offre aux entreprises un service d'appui au besoin de recrutement de main-d'œuvre par l'intermédiaire du programme Placement assisté. Ce dernier permet aux entreprises d'utiliser le rayonnement du réseau d'affaires de la SODEC RDP • PAT • ME pour mousser leurs offres d'emploi et avoir accès à une banque de candidats de proximité, prêts à intégrer le marché du travail.

De plus, les entreprises ont accès à un service d'accompagnement à la carte en gestion des ressources humaines qui permet un accompagnement dans l'ensemble

des étapes du processus de dotation du personnel, de la planification des besoins de main-d'œuvre à l'intégration de leurs ressources, en passant par le recrutement.

Aussi, afin de développer des outils pratiques en gestion des ressources humaines, des chroniques sur le recrutement sont diffusées dans le bulletin l'Est industriel INFO et dans le bulletin électronique la SODEC vous informe, de façon trimestrielle, à plus de 1 500 partenaires et entreprises du territoire.

Jusqu'à présent, une quarantaine d'entreprises utilisent nos services en gestion des ressources humaines et plus de 50 postes sont présentement à pourvoir sur le territoire. Depuis un an, près de 300 individus du territoire ont été rencontrés afin de recevoir de l'aide dans leurs démarches d'emploi.

Principales réalisations

Les services à la carte en gestion des ressources humaines de la SODEC RDP • PAT • ME ont été développés afin de favoriser l'économie du territoire, en réponse aux besoins de main-d'œuvre des entreprises et aux possibilités d'emplois des candidats en recherche d'emploi sur le territoire. Ceci a créé des opportunités d'emploi et plus d'une trentaine de postes ont été comblés dans les entreprises manufacturières, de services et commerciales de Rivière-des-Prairies, Pointe-aux-Trembles, Montréal-Est et Montréal-Nord. Ces entreprises ont trouvé le candidat idéal, grâce notamment au service d'aide au recrutement, le Placement assisté.

Ce fut notamment le cas de Mme Tonia Caporicci, propriétaire de Fleuriste Casafore, située à Rivière-des-Prairies. « Je suis bien heureuse d'avoir profité de ce service de placement assisté qui s'est avéré à la fois une économie de temps et d'argent. De plus, la candidate référée possédait toutes les qualifications requises pour répondre à mes exigences », explique Mme Caporicci.

Il y a également M. Serge Caouette, président de l'entreprise Abeilles Busy Bees, qui cherchait à combler 16 postes de main-d'œuvre. « J'ai fait appel à plusieurs sources pour combler ces postes, dont le service de la SODEC RDP • PAT • ME qui m'a suggéré des candidats ; j'en ai d'ailleurs embauché un, à ma plus grande satisfaction », admet M. Caouette.

De plus, il est à noter que les candidats recrutés demeurent souvent sur le territoire ou les environs, ce qui peut être un atout fort appréciable tant pour l'employeur que pour l'employé.

Conclusion

Les services à la carte en gestion des ressources humaines de la SODEC RDP • PAT • ME représentent une valeur ajoutée pour les entreprises de l'Est de Montréal, en réponse aux besoins et réalités du territoire d'intervention. D'une part, ils répondent aux besoins des entreprises qui doivent effectuer du recrutement dans des conditions d'urgence et, d'autre part, aux candidats prêts à intégrer le marché de l'emploi.

De plus, la flexibilité et la compétence de ses ressources permettent à la SODEC RDP • PAT • ME d'étendre ses services en gestion des ressources humaines afin d'aider davantage les entreprises dans leurs enjeux de recrutement. Ceci, en développant des services-conseils spécialisés en gestion des ressources humaines, adaptés aux réalités des PME, et en mettant à profit un réseau de partenaires susceptibles de les aider dans leur processus de dotation.

En terminant, ces services mobilisent tant les personnes sans emploi du territoire que les entreprises en recherche de main-d'œuvre et améliore l'activité économique de l'Est de Montréal, tout en bonifiant le réseau de contact des individus et des entreprises. En soit, un service à forte valeur ajoutée pour l'Est.

Projets collectifs

Nom des CDEC participantes

10 CDEC participent au projet :

- CDEC Ahuntsic – Cartierville
- CDEC Centre-Nord
- CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal
- CDEC Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce
- CDEC La Salle – Lachine
- CDEC Rosemont – Petite Patrie
- CDEC Saint Léonard
- CDEST
- RESO
- SODEC Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles – Montréal-Est

Service de deuxième ligne pour les entreprises d'économie sociale (S2L)

Informations générales

La mission du S2L est de soutenir et de consolider le développement des entreprises en économie sociale pour favoriser leur croissance et leur pérennité. En complémentarité des services existants dans les CDEC et dans les CLD et chez d'autres partenaires de l'économie sociale, le S2L accompagne les entreprises sur des problématiques ciblées par du coaching et par de la formation pour renforcer les compétences de gestion. Les services du S2L sont offerts sur l'île de Montréal et à Longueuil par une équipe de six spécialistes dans les principaux domaines de la gestion.

Principaux objectifs

L'objectif premier du S2L est le transfert de compétences et de connaissances en gestion au personnel des entreprises. Le S2L a aussi pour objectif d'amener ses clients à de nouvelles pratiques d'affaires, plus proches du marché, plus compétitives et plus stratégiques.

Principaux participants et partenaires

Les entreprises soutenues :

- Depuis 2009, le S2L a appuyé 111 entreprises auprès desquelles il a effectué 160 mandats de gestion.

Les entreprises soutenues :

- La Mutuelle de formation des entreprises d'insertion du Québec
- Le service des partenariats et du soutien à l'innovation de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)
- Le Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
- Les CDEC et CLD de Montréal et Longueuil

Description du projet

Les services

Les services du S2L ont pour objectif de favoriser le développement, la consolidation et le redressement des entreprises d'économie sociale et ils s'articulent autour de trois volets d'intervention :

- Les services de gestion-conseil sur la gouvernance, les ressources humaines, la production, le marketing et la finance.
- La formation ciblée sur la relève, la réflexion stratégique, la commercialisation, l'analyse financière appliquée à la gestion d'une entreprise de l'économie sociale.
- La recherche sur l'optimisation de la gouvernance des entreprises de l'économie sociale.

Bref historique

Le projet pilote du S2L a été mis en place en janvier 2006 par six corporations de développement économique communautaire (CDEC) de Montréal et le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) pour développer et consolider les capacités de gestion des entreprises d'économie sociale. En 2009, les CDEC et CLD de Montréal se sont entendus le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire (MAMROT) pour la poursuite des activités du S2L. La gestion du S2L a été confiée au Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM).

Principales réalisations

Depuis Octobre 2009, le S2L a appuyé 111 entreprises et réalisé 160 mandats de gestion contribuant au maintien et à la création d'emploi, au développement économique des entreprises ainsi qu'à la consolidation financière et au montage de projets d'achats immobiliers.



Projets collectifs

Nom des CDEC participantes

Les dix CDEC de Montréal.

Fonds de développement Emploi-Montréal inc. (FDEM)

Informations générales

Le Fonds de développement Emploi-Montréal inc. (FDEM) est un fonds de capital de développement mis sur pied en 1988 conjointement par les corporations de développement économique communautaire (CDEC) montréalaises, le Fonds de solidarité FTQ, Investissement Québec et la Ville de Montréal. Les gouvernements du Canada et du Québec ont également participé à son financement.

Le FDEM agit en complémentarité des outils de financement courants offerts par les institutions financières et les organismes gouvernementaux. Actuellement, les investissements se situent entre 25 000 \$ et 150 000 \$ par entreprise.

Principaux objectifs

- Investir dans les entreprises montréalaises en collaboration avec les CDEC partenaires;
- Mettre sur pied un centre d'expertise et de gestion administrative en soutien aux CDEC partenaires dans leur rôle d'investisseur (FLI/FLS);
- Soutenir des initiatives collectives complémentaires aux services de 2^e ligne offerts par le FDEM comme le projet CENTECH, Capital Innovation;
- Offrir des services financiers à la carte aux partenaires de la finance solidaire.

Description du projet

Fonds d'investissement FDEM

Entre les années 1997 et 2010, avec un capital de 3,5 millions \$, le FDEM et ses partenaires CDEC ont réalisé :

- un total de 88 dossiers
- 8 millions \$ d'investissements
- une moyenne de 90 000\$ par dossier
- une création de plus de 232 emplois
- un effet levier de plus de 40 millions \$.

Service de gestion regroupée

- 14 millions \$ de Fonds locaux d'investissement (FLI) et 7 millions \$ d'enveloppe FLS
- Plus de 80 dossiers par année
- 3,3 millions \$ d'investissements par année
- 280 dossiers actifs pour un total de 7,7 millions \$
- Taux de pertes moyen des capitaux investis : 13 %

Capital Innovation

- 65 entreprises participantes
- 45 présentées pour investissement
- Plus de 5M\$ d'investissement potentiels
- Plus de 20 partenaires financiers
- 19 jours de formation en financement à l'innovation
- Plus de 1500 personnes présentes dans le cadre de 11 événements publics

Bref historique

- 1988 création du fonds par le RESO, la CDEST et la CDEC Centre-Sud Plateau Mont-Royal en partenariat avec FSFTQ, I-Q et Ville de Montréal
- 1997 1^{ère} recapitalisation du FDEM
- 1998 Création du service de gestion regroupée FLI/FLS
- 2009 Responsable de la mise en œuvre d'S2L
- 2010 Coordonnateur de Capital Innovation à Montréal
- 2011 Commandité pour la mise en œuvre du projet CENTECH

Conclusion

Le FDEM constitue la première initiative collective du réseau des CDEC et de ses partenaires en 1988. Son positionnement en 2^e ligne a contribué à faire des CDEC de Montréal l'un des meilleurs réseaux d'investisseur solidaire au Québec.

L'ajout récent des services de 2^e ligne en économie sociale, le développement d'initiatives collectives comme Capital innovation et le projet CENTECH contribuent à mieux répondre à certains besoins des entreprises. Ces projets contribuent significativement aux résultats des partenaires locaux tout en favorisant l'augmentation de leur notoriété.



Projets collectifs

Nom de la CDEC

Les CDEC et CLD de Montréal

Concours québécois en entrepreneuriat (CQE)

Informations générales

Les CDEC et CLD de Montréal coordonnent les 4 finales locales montréalaises (4 districts) du Concours québécois en entrepreneuriat pour le volet Création d'entreprise.

Ce concours s'adresse aux femmes et aux hommes de 18 ans et plus qui ont un projet d'entreprise et qui en sont aux premières étapes de la réalisation. En s'inscrivant au Concours, ils s'assurent d'avoir une longueur d'avance en faisant preuve de rigueur et de discipline dans l'élaboration et la rédaction de leur plan d'affaires. Ils s'offrent une notoriété qui ne laisse pas indifférentes les institutions financières et ils se démarquent de la mêlée.

Principaux objectifs

- Favoriser le démarrage d'entreprise
- Favoriser le réseautage
- Faire la promotion de la culture entrepreneuriale.

Principaux participants et partenaires

Les participants sont tous ceux et celles qui ont un projet d'affaires.

Les partenaires des CDEC et CLD sont sollicités financièrement afin de pouvoir remettre des bourses de 1000 \$ aux lauréats des 7 catégories suivantes :

- Innovations technologiques et techniques
- Exploitation/transformation/production
- Commerce
- Services aux individus
- Services aux entreprises
- Économie sociale
- Agroalimentaire

Au total, une somme de 28 000 \$ est distribuée sous forme de bourses pour les 4 finales montréalaises.

Description du projet

Les CDEC et CLD sont la porte d'entrée du guichet multi-services en démarrage et consolidation d'entreprises à Montréal. Elles ont donc en main toutes les ressources nécessaires pour guider les entrepreneurs en herbe dans le démarrage d'une entreprise.

Les CDEC et CLD recueillent les candidatures au concours, coordonnent les comités de sélection et entrevues devant jury et organisent ensuite des finales locales pour remettre des bourses aux lauréats de chacune des catégories.

Il s'agit d'un travail colossal puisque 220 dossiers sont déposés annuellement pour la région de Montréal.

Il faut procéder à la lecture de ces plans d'affaires, rencontrer les entrepreneurs dont la candidature a été retenue et organiser des soirées de remise de prix.

Ces finales représentent un bel événement de réseautage pour les nouveaux entrepreneurs qui peuvent rencontrer des partenaires du développement économique ainsi que divers bailleurs de fonds.

Les noms des lauréats et finalistes des 4 districts sont par la suite expédiés au niveau régional pour une deuxième sélection.

Les lauréats sélectionnés au niveau régional accèdent ensuite à la finale nationale.

Conclusion

Sans les CDEC et CLD, le CQE n'aurait pas la même ampleur à Montréal. En effet, ce sont les CDEC et CLD qui font « lever » les candidatures. Un bel exemple de collaboration qui porte fruit au bénéfice de la relève entrepreneuriale!



Projets collectifs

Nom des CDEC participantes

Les dix CDEC de Montréal.

La requalification des églises à Montréal, un potentiel de développement local : Projet de recherche-action.

Informations générales

Il s'agit d'un projet partenarial alliant la recherche universitaire et le développement local afin d'inventorier et de déterminer le potentiel et les conditions de conversion des églises montréalaises d'une part, et de soutenir les acteurs locaux et les promoteurs de projets de conversion au bénéfice des communautés locales, d'autre part. Ce projet pilote, qui pourrait par la suite s'étendre à l'ensemble du Québec, aura une durée de cinq ans et s'amorcera dès la conclusion des ententes de financement.

Principaux objectifs

Le principal objectif poursuivi par cette démarche est de mettre en commun l'expertise des chercheurs universitaires en matière de patrimoine religieux et le savoir-faire des professionnels des CDEC et CLD de Montréal. Ensemble, nous visons à trouver des solutions et des alternatives novatrices et originales afin de préserver le patrimoine bâti légué par nos aïeux.

Cette recherche-action vise plus précisément à :

- Documenter, analyser et évaluer le patrimoine bâti religieux montréalais et son potentiel de conversion.
- Favoriser la concertation des intervenants et des acteurs du milieu afin de mieux planifier et encadrer les projets de transformation et de conversion d'églises.
- Favoriser l'échange d'informations et d'expertises entre les professionnels, les promoteurs et les experts dans le domaine;
- Encourager et soutenir les projets à caractère collectif qui impliquent les communautés locales;
- S'assurer que les projets de conversion se réalisent au bénéfice et dans l'intérêt des collectivités locales;
- Soutenir les promoteurs dans le développement de leur projet;
- Préserver, dans la mesure du possible, et mettre en valeur le patrimoine bâti montréalais;
- Participer à la mise en œuvre de l'Agenda 21 de la culture du Québec;
- Diffuser l'information sur le patrimoine religieux montréalais et sur les expériences de conversion.

Principaux participants et partenaires

La Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain – ESG, Université du Québec à Montréal.

Bref historique

Depuis 1900, plus de 275 églises et chapelles ont été converties ou démolies sur l'île de Montréal, dont plus d'une centaine depuis 2003. D'ici les dix prochaines années, on estime qu'une centaine d'églises devront être fermées, démolies, transformées ou reconverties.

Par manque de planification, d'encadrement, de concertation et de moyens techniques et financiers, plusieurs projets mettent en péril le patrimoine architectural, artistique, identitaire et religieux de Montréal. Pourtant, sous certaines conditions, la conversion d'une église peut s'avérer une formidable opportunité de redéveloppement d'un secteur ou d'un îlot urbain, par exemple pour combler des besoins en matière d'équipements de sports ou de loisirs, de centres

communautaires ou culturels ou encore de logements sociaux. La conversion d'une église est un processus complexe, qui prend du temps, requiert une forte mobilisation locale, nécessite diverses expertises et implique de nombreux acteurs provenant de différents secteurs. Pour ces raisons, les communautés locales sont souvent mal outillées lorsque vient le temps de prendre en charge un projet de conversion d'église.

La majorité des projets de conversion requiert des ressources financières importantes et atteint rarement des niveaux de viabilité ou de rentabilité élevée. Cette situation est due notamment aux importants volumes d'espaces à convertir et entretenir, à l'intensité patrimoniale des lieux, à l'état des bâtiments et aux usages privilégiés lors des conversions. Les informations de base et les données techniques requises lors de l'élaboration d'un projet de conversion sont souvent difficiles à obtenir, coûteuses et dispersées. Il n'existe pas présentement de guichet unique qui recense et collige l'ensemble des informations, des outils ou des expériences qui seraient fort utiles aux communautés et aux promoteurs pour mener à bien leur projet. Trop souvent, les processus d'analyse, de planification et de recherche sont à recommencer à chacun des projets.

Conclusion

Compte tenu de l'ampleur de la problématique liée à la conservation et à la conversion des églises montréalaises au cours de la prochaine décennie, il est impératif d'établir une vision claire et réaliste du type de développement que nous souhaitons. Ce projet pilote de recherche action propose d'accompagner le processus de réflexion en colligeant l'ensemble des informations disponibles et nécessaires, en soutenant l'émergence de projets locaux concertés, structurants et viables, ainsi qu'en diffusant l'ensemble des informations pertinentes aux communautés locales et aux promoteurs qui souhaitent entreprendre des projets de conversion.

On estime à 400 millions de dollars la valeur de la vingtaine de projets de conversion qui pourraient raisonnablement avoir cours dans les dix prochaines années. À cet effet, ils seront sans contredit les principaux projets de développement local à voir le jour à Montréal durant cette période. Les investissements financiers qu'ils commanderont, tant privés que publics, auront un effet de levier important au sein des communautés visées, que ce soit par la création d'emploi, la sauvegarde du patrimoine bâti des montréalais, la revitalisation et l'aménagement urbain, ainsi que la réappropriation citoyenne de ces lieux identitaires par la nouvelle vocation qu'il leur sera accordée, conforme avec l'évolution de la société, de ses besoins et de ses aspirations.



Projets collectifs

Nom des CDEC participantes

- RESO
- CDEC Ahuntsic-Cartierville
- CDEC Centre-Nord
- CDEST
- CDEC Centre-Sud/Plateau-Mont-Royal

Fonds d'amorçage technologique CENTECH

Informations générales

Ce projet est en élaboration depuis deux ans et le démarrage est prévu au printemps 2012.

Principaux objectifs

Le principale objectif de ce projet est de combler une lacune dans le financement de projets d'entreprises technologiques, plus particulièrement à l'étape du prototypage, jugée la plupart du temps par les institutions financières et les fonds de capital de développement privés ou publics comme étant trop risquée.

Principaux participants et partenaires

- École de technologie supérieure (ETS)
- Centre d'entrepreneuriat technologique de l'ETS (CENTECH)
- Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM)

Description du projet

Création d'un nouveau fonds qui offrira son support financier et technique aux entreprises issues de CENTECH qui ont des projets novateurs et qui démontrent un réel potentiel de développement à long terme. Ce fonds pourra financer, sous forme de prêt à redevances, et ce avec première option de refinancement, les projets à une étape cruciale de leur développement. Les retours de crédits d'impôt de R&D seront utilisés comme garantie afin de sécuriser en majeure partie les investissements. Le produit offert aux entrepreneurs sera des prêts à redevances variant entre 25 000 \$ et 250 000 \$, et ce jusqu'à un maximum des crédits R&D estimés.

Le CENTECH sera responsable de sélectionner et de présenter les projets qu'il juge prometteurs, d'offrir de l'accompagnement, de la formation ainsi que du soutien logistique et technique aux entreprises. Les CDEC pourront offrir un accompagnement et un soutien technique complémentaires selon la nature des projets et l'expertise disponible. Le Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM) fera l'analyse des projets, assurera un rôle de coaching au besoin et, entre autres, sera responsable de l'analyse, de la présentation et du suivi des dossiers financés. Tous les projets seront soumis à un comité de financement constitué de membres triés sur le volet en fonction de la complémentarité de leur expertise.

Le nouveau fonds sera constitué en société de commandite. Le FDEM sera le commandité. Les commanditaires seront les financiers du projet, soit : RÉSO, ÉTS, CDEC Ahuntsic/Cartierville, CDEC Centre-Nord, CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal, CDEST.

Le fonds initial du projet est de 1 000 000 \$. Les faits saillants à la lecture des prévisions financières sont les suivants :

- Trois financements par année, moyenne de 150 000 \$ chacun au taux de 10 %.
- Rentabilité pour les investisseurs : 5 % par année en plus d'un boni lié à la performance des entreprises financées.

L'objectif du fonds est de se perpétuer. La rentabilité économique est visée tout comme la rentabilité sociale. Le projet permettra de soutenir pendant les 15 prochaines années, plus de 100 entreprises. Si nous appliquons le ratio actuel de création d'emplois du CENTECH, plus de 1250 emplois de qualité seront créés et plus de 116 M\$ de ventes seront générés.

Bref historique

Le projet a été lancé à l'initiative du RESO et du CENTECH en 2009. Divers partenaires potentiels publics et privés ont été approchés au cours des deux dernières années. C'est finalement avec la participation de quatre autres CDEC à l'automne 2011 qu'il a été décidé d'aller de l'avant et de démarrer le fonds au printemps 2012.

Principales réalisations

- Élaboration du modèle et du plan d'affaires pro forma
- Élaboration du cadre financier et de projections financières sur 15 ans
- Démarches et présentations auprès de divers partenaires financiers potentiels
- Premiers investissements prévus pour le printemps 2012

Conclusion

Ce projet démontre la crédibilité du réseau des CDEC de Montréal et leur capacité à se concerter et à collaborer pour répondre à des enjeux supra locaux. L'ÉTS est une institution d'envergure nationale et est au troisième rang au Canada pour le nombre d'ingénieurs diplômés par année. Le fonds CENTECH est une vision pour l'avenir du Québec qui permet d'amorcer un continuum de financement qui reste aujourd'hui incomplet. Les entreprises s'installeront dans les arrondissements de Montréal, en priorisant les financiers du projet CENTECH.



Projets collectifs

Nom des CDEC participantes

Les CDEC de l'Ouest de Montréal membres de FormaPlus :

- Le RESO (Sud-Ouest)
- La CDEC Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce
- CDEC LaSalle Lachine.

Les CDEC de l'Est de Montréal membres de FormaPME :

- La CDEC Ahuntsic – Cartierville
- La CDEC Centre-Nord (Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension)
- La CDEC Centre-Sud – Plateau Mont-Royal
- La CDEC Rosemont – Petite-Patrie
- La CDEC Saint-Léonard
- La CDEST (Mercier – Hochelaga-Maisonneuve)
- La SODEC Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles – Montréal-Est

Mise sur pied de deux mutuelles de formation pour les PME montréalaises (FormaPlus et FormaPME)

Principaux objectifs

FormaPME et FormaPlus ont pour mission le maintien, le développement et l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre afin que cette dernière puisse participer activement à l'augmentation de la compétitivité des organisations et des entreprises de Montréal.

Les mutuelles de formation offrent des services de soutien à la gestion de la formation à savoir :

- l'identification des besoins de formation du personnel
- l'élaboration d'une offre de formation adaptée aux besoins
- la planification, la gestion et l'organisation de la formation
- l'analyse des retombées des interventions de formation
- la négociation d'entente avec les fournisseurs de service
- les activités de formation et leur évaluation

Principaux participants et partenaires

Les mutuelles travaillent avec de nombreux partenaires à la fois du secteur privé, communautaire et institutionnel, notamment les CDEC de Montréal, les chambres de commerce locales, les commissions scolaires de Montréal, Emploi Québec, le CEFRIQ, la Conférence régionale des élus, l'UQAM, le Centre interdisciplinaire de recherche/développement sur l'éducation permanente, les Manufacturiers et Exportateurs du Québec, la Commission des partenaires du marché du travail.

Description du projet

Actuellement, les mutuelles se développent sur un modèle d'autofinancement. Les services que les mutuelles offrent à leurs 220 membres permettent d'octroyer plusieurs dizaines de contrats à des consultants et des formateurs.

Principales réalisations

En 2010-2011, les mutuelles ont offert de la formation à plus de 1000 employés et ont élaboré plus de 60 plans de formation différents. Elles ont réalisé plus de 600 activités liées aux ressources humaines (manuel d'employés, évaluation de rendement, équité salariale, etc).

Conclusion

En matière de développement des compétences, d'aucuns savent que les entreprises considèrent cette question de manière défavorable, c'est-à-dire qu'elles jugent la formation des employés comme une dépense plutôt qu'un investissement. Les services proposés par les mutuelles vont aider à modifier cet état de fait.



Projets collectifs

Nom des CDEC participantes

- CDEC Ahuntsic-Cartierville
- CDEC Centre-Nord
- CDEC Centre-Sud/Plateau Mt-Royal
- CDEC Rosemont –Petite-Patrie
- CDEC Côte-des-Neiges –Notre-Dame-de-Grâce
- CDEST
- RESO

Projet régional de formation dans le domaine de la santé

Informations générales

Une journée d'étude régionale organisée conjointement par 7 CDEC de Montréal et la CSDM a eu lieu le 19 avril 2011 et a réuni plus de 250 acteurs socioéconomiques locaux provenant des milieux institutionnels, syndicaux, industriels, associatifs et communautaires. Ayant pour thématique « l'adéquation Formation/Emploi », cette journée de réflexion a notamment permis d'identifier plusieurs pistes d'action visant à rendre la formation accessible au plus grand nombre et à améliorer l'adéquation entre l'enseignement et les besoins en main-d'œuvre qualifiés des employeurs. Elle a aussi donné naissance à un partenariat entre les CDEC et la CSDM et à l'élaboration d'un plan de travail triennal qui misent sur la mobilisation et la participation des acteurs locaux et régionaux pour apporter des solutions novatrices aux défis de la formation et de l'emploi. Toute cette démarche a donné lieu à la mise en place d'un premier projet de formation de la main-d'œuvre sans emploi dans le domaine de la santé.

Principaux objectifs

Mettre en œuvre un projet régional de formation et d'accompagnement des personnes sans emploi dans le domaine de la santé.

Permettre à des personnes sans emploi habitant les quartiers de Montréal desservis par les CDEC d'accéder à une formation professionnelle qualifiante et de s'insérer en emploi.

Principaux participants et partenaires

- Les CDEC
- La CSDM
- Les CSSS
- Emploi-Québec
- Les organismes communautaires oeuvrant en employabilité.

Description du projet

- Au niveau de chacun des territoires des CDEC, identifier les besoins de main-d'œuvre des CSSS dans la profession de « préposé aux bénéficiaires ».
- Établir des ententes de partenariat au niveau local avec les centres hospitaliers et les CHSLD pour favoriser l'intégration et la rétention en emploi des personnes visées par le projet de formation.
- Promouvoir le projet auprès des personnes sans emploi dans chacun des territoires des CDEC.
- Recruter et sélectionner les participants au projet en fonction de leur motivation et de leur profil professionnel.
- Préparer et mettre à niveau les participants au projet pour favoriser la réussite de la formation et l'obtention du diplôme.
- Accompagner les participants tout au long de la formation pour soutenir la persévérance scolaire et résoudre les difficultés personnelles qui peuvent intervenir en cours de formation.
- Accorder une attention particulière à la maîtrise du français et au savoir-être.
- Accompagner les participants dans leurs démarches d'insertion et de maintien en emploi en collaboration avec les employeurs potentiels.

Principales réalisations

- Élaboration du plan de travail triennal liant la CSDM et les CDEC.
- Mise sur pied du comité de travail et de suivi du projet composé de représentants de la CSDM, des CDEC et de l'Agence de santé et de services sociaux de Montréal (ASSS).
- Planification du projet régional de formation dont la mise en œuvre est prévue pour janvier 2013.

Conclusion

Le projet régional de formation dans le domaine de la santé vise à influencer les façons de faire pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion, donner accès à la formation professionnelle aux personnes sans emploi, soutenir la persévérance scolaire et, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, favoriser un meilleur arrimage entre les besoins des employeurs et les besoins des chercheurs d'emploi.

Grâce à l'expertise des CDEC en matière de développement intégrée et de concertation locale, ce projet veut démontrer qu'il est possible de faire émerger des solutions originales et innovatrices pour répondre aux enjeux de la formation et de l'emploi en s'appuyant sur l'expression des besoins dans les communautés locales.



Projets collectifs

Nom des CDEC participantes

10 CDEC participent au projet :

- CDEC Ahuntsic –Cartierville
- CDEC Centre-Nord
- CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal
- CDEC Côte-des-Neiges –Notre-Dame-de-Grâce
- CDEC La Salle – Lachine
- CDEC Rosemont –Petite Patrie
- CDEC Saint Léonard
- CDEST
- RESO
- SODEC Rivière-des-Prairies –Pointe-aux-Trembles – Montréal-Est

Placement assisté

Informations générales

Dans le cadre du Plan Emploi Métropole, les CDEC de Montréal, en collaboration avec la Direction régionale d'Emploi-Québec, ont offert à titre expérimental un nouveau service de placement assisté pour l'ensemble de l'Île de Montréal. L'expérimentation s'est déroulée de novembre 2010 à mars 2012.

Principaux objectifs

Le projet a pour but d'apporter une contribution concrète à l'atteinte d'un des objectifs du Plan Emploi Métropole visant à rehausser le taux d'emploi de la population montréalaise, par le développement du service d'aide au placement assisté qui s'appuiera sur une stratégie misant sur un meilleur arrimage entre les entreprises, les ressources de développement de la main-d'œuvre et les chercheurs d'emploi. En utilisant une approche novatrice permettant d'intégrer deux types d'intervention généralement séparés, le développement de la main-d'œuvre et le soutien au développement des entreprises, le projet contribue également à améliorer les conditions d'accès et de maintien en emploi.

Principaux participants et partenaires

- Les personnes à la recherche d'un emploi et résidant sur l'île de Montréal.
- La Direction régionale d'Emploi-Québec.
- Les 20 Centres locaux d'emploi (CLE) de l'Île de Montréal.
- Les organismes montréalais en développement de la main-d'œuvre.
- Plus de 1500 entreprises démarchées dans le cadre du projet.

Description du projet

Le but du projet est de répondre rapidement aux besoins des personnes à la recherche d'un emploi en identifiant des opportunités d'emploi correspondant à leurs compétences et en assurant leur mise en relation avec des employeurs à des fins de placement. Chacune des CDEC dispose d'un conseiller aux individus pour établir le profil professionnel et le bilan des compétences du chercheur d'emploi dans le but de déterminer le type d'emploi recherché. Chacune des CDEC dispose également d'un conseiller aux entreprises pour faire du démarchage auprès des entreprises afin de prospecter des emplois cachés et faire la promotion des chercheurs d'emploi. Enfin, une personne assure la coordination de l'ensemble du projet.

Principales réalisations

Plus de 2300 personnes ont participé au projet et de ce nombre plus de 50% ont intégré le marché de l'emploi. Il y a 200 personnes qui ont été référées à des organismes du milieu pour développer leur employabilité. Plus de 1500 entreprises ont été démarchées et ont rendu disponibles 1930 emplois.

Conclusion

Devant les résultats aussi probants de la phase expérimentale du projet, les CDEC de Montréal et la Direction régionale d'Emploi-Québec ont convenu, en mars 2012, d'intégrer le Placement assisté au nouveau cadre de partenariat qu'elles ont conclu pour la période 2012-2015. Le Placement assisté s'ajoute donc à la gamme des services offerts aux individus et aux entreprises par les CDEC de Montréal.



5. Synthèse

Entreprendre et développer Montréal quartier par quartier : vers 2017

Le Réseau des CDEC de Montréal s'engage d'ici 2017 à promouvoir l'entrepreneuriat sous toutes ses formes et ainsi contribuer au renforcement de la culture et des valeurs entrepreneuriales à Montréal.

Le Réseau des CDEC de Montréal portera une vision inclusive et participative du développement économique local. Il misera sur l'innovation afin d'appuyer les communautés à faire face aux mutations que connaîtra l'économie montréalaise et ainsi créer les conditions favorables à la reconstruction de l'économie de Montréal avec et pour les Montréalais et les Montréalaises.

Le Réseau des CDEC de Montréal continuera à placer la personne au centre des actions de développement économique local. Il soutiendra les chercheurs d'emploi et les entrepreneurs dans le développement de leurs compétences et de leurs capacités afin qu'ils puissent contribuer au développement de leur quartier, de leur arrondissement, de leur ville.

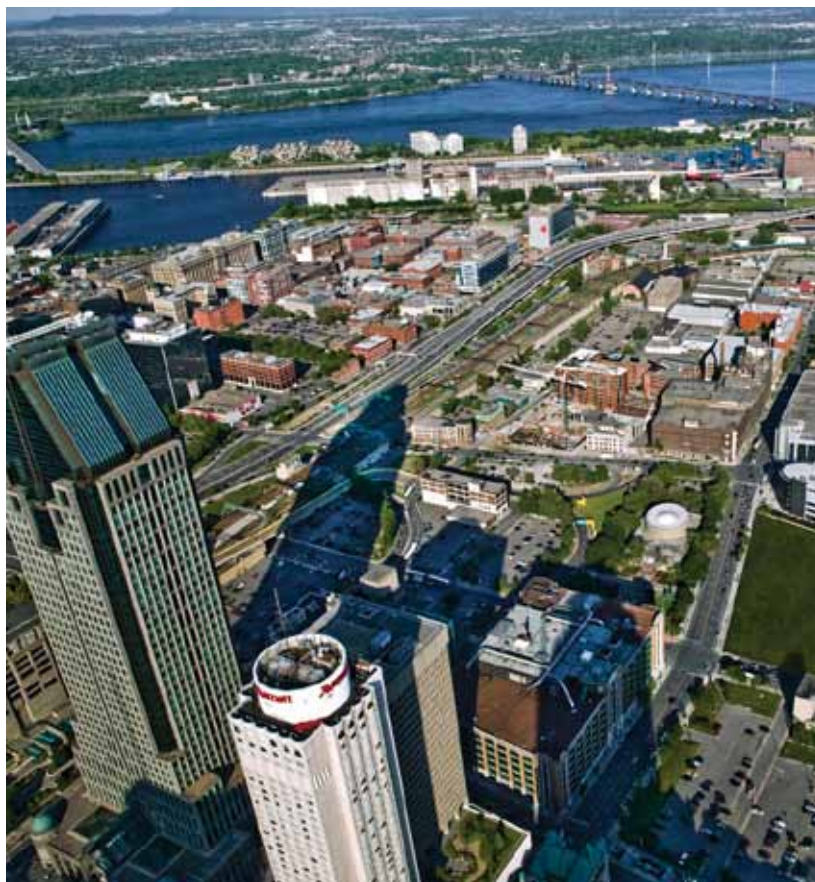
Le Réseau des CDEC de Montréal contribuera à renforcer la collaboration et la synergie du réseau montréalais de développement économique local. Il misera sur le partage et le transfert d'expertises et s'attend à ce que les services centraux de la Ville joue un rôle de coordonnateur et de facilitateur à l'échelle montréalaise.

Le Réseau des CDEC de Montréal posera des gestes concrets et collectifs pour améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises montréalaises et faire de Montréal une communauté apprenante. Il offrira des services de formation aux travailleurs et aux dirigeants via ses mutuelles de formation ainsi que des services-conseils et des outils de financement aux entrepreneurs via son mandat CLD.

Le Réseau des CDEC de Montréal poursuivra ses partenariats avec des institutions montréalaises afin de soutenir l'innovation et l'entrepreneuriat technologique. Il mettra l'accent sur les domaines des technologies vertes, des technologies de la santé et des technologies de l'information et des communications.

Le Réseau des CDEC de Montréal visera à maximiser l'effet levier des outils de financement CLD. Il continuera ses partenariats avec les capitaux de développement publics ou privés afin de permettre aux entreprises montréalaises d'obtenir le financement nécessaire à leur démarrage ou à leur expansion.

Le Réseau des CDEC de Montréal s'engagera dans les projets d'aménagement et de développement favorisant l'émergence de quartiers durables, multifonctionnels, plus denses et plus cohésifs. Il mettra les moyens à sa disposition pour appuyer les initiatives qui contribueront au renouveau urbain et culturel de Montréal.



De 2007 à 2012, grâce à des investissements de 36 millions \$, les CDÉC de Montréal ont contribué à la création et à la consolidation de quelque 650 entreprises ainsi qu'à la création et au maintien de plus de 11 000 emplois.

De 2007 à 2012, les CDÉC de Montréal ont offert leur soutien technique à près de 15 000 entreprises en démarrage ou déjà en activité.

De 2007 à 2012, les actions des CDÉC de Montréal ont généré 270 millions \$ dans le développement économique de Montréal.

Réalisations

2007-2012

Perspectives

2012-2017

Avril 2012

www.lescdec.org
www.cdecmontreal.org



Corporations de développement
économique communautaire

Réseau des CDEC de Montréal